

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE DE LA LOI
SUR LE
PAIEMENT DES SALAIRES
AUX
OUVRIERS ET EMPLOYÉS

LOI DU 7 DÉCEMBRE 1909

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 6 mars 1913, à 3 heures du soir

PAR

ANDRÉ CARCASSONNE

Président : M. RAOUL JAY, professeur

Suffragants { *MM. PERREAU, professeur*
CAPITANT, professeur

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1913

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

ÉTUDE DE LA LOI
SUR LE
PAIEMENT DES SALAIRES
AUX
OUVRIERS ET EMPLOYÉS

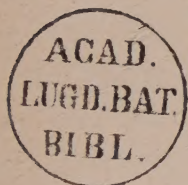
LOI DU 7 DÉCEMBRE 1909

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 6 mars 1913, à 3 heures du soir

PAR

ANDRÉ CARCASSONNE



Président : M. RAOUL JAY, *professeur*
Suffragants { MM. PERREAU, *professeur*
CAPITANT, *professeur*

PARIS (5°)
M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1913

LOI DU 9 DÉCEMBRE 1909 SUR LE PAIEMENT DES SALAIRES AUX OUVRIERS

Malgré les prédictions du socialisme scientifique contemporain le régime capitaliste ne semble pas prêt à disparaître. Il serait dangereux de se laisser prendre aux utopies, aux espoirs chimériques, aux rêves irréalisables de Cabet, de Fournier, de Proudhon, de tous ces esprits aussi poètes que réformateurs qui se plaisent à évoquer les principes d'une société purement idéaliste. Ne nous laissons pas entraîner par eux ! Revenons à la réalité ! Que voyons-nous ? La lutte pour la vie, toujours plus âpre, met aux prises ceux qui possèdent et ceux qui veulent posséder. L'ouvrier prend conscience de sa force ; mais le capital reste convaincu de sa valeur et, devant cet antagonisme regrettable mais toujours croissant, il faut s'efforcer de déterminer aussi nettement que possible les droits du patron et ceux de l'ouvrier. Il ne suffit pas de se placer dans les conditions sociales où se trouve actuellement le

travailleur lorsqu'il va se soumettre à un contrat de travail ; il ne suffit pas de savoir si ce contrat est imposé ou discuté, s'il est avantageux ou oppressif ; il ne suffit pas enfin de préciser les conditions de salubrité et d'hygiène indispensables pour le maintien de la santé publique, il faut encore voir ce qui se passe, lorsque, le travail promis étant fait, le salaire convenu est acquis. Le patron, après avoir encaissé le produit total du travail commun, doit en remettre à l'ouvrier sa part. Comment va-t-il s'acquitter de cette obligation ? Paiera-t-il ce qui est dû exactement, totalement, sincèrement ? Ou bien, débiteur peu consciencieux, cherchera-t-il à profiter de l'autorité dont il dispose pour retarder la remise du salaire ou en retenir une part à son profit. Dans ce cas une source fréquente de grèves est à prévoir. En effet, sauf de rares exceptions, et souvent en dépit des apparences, presque tous les mouvements grévistes peuvent trouver leur origine dans la question des salaires. C'est là ce qui justifie une très exacte parole de M. G. Michel : « Notre monde est ainsi fait que la question prépondérante, qu'il s'agisse de prolétaires ou d'aristocrates, de pauvres diables ou de banquiers, est toujours la question d'argent » (1). L'intervention du législateur est indispensable. La coutume, même la mieux établie, ne suffit pas pour mettre le travailleur à l'abri de certaines injustices, de certaines vexations. Le pouvoir législatif n'a pas le droit de rester impassible au milieu

(1) Georges Michel, Philosophie des grèves, *Econom. Fr.*, p. 271.

des conflits qui s'élèvent chaque jour et de considérer que la lutte pour la vie doit toujours tourner au profit du plus fort et du mieux armé. L'Etat ne doit pas seulement assurer la sécurité des citoyens par la défense du territoire et l'organisation de la justice, il doit aussi veiller au développement de la vie économique ; il doit apaiser les conflits, source certaine de déperdition de forces ; il doit surtout prévoir et empêcher les contestations qui peuvent troubler l'ordre existant. Délicate est la mission de la loi qui doit tenir compte de tous les intérêts en présence pour les concilier et rendre possible leur accord. Pas de disposition arbitraire. Pas de prescription tyrannique. Il faut assurer le droit de chacun, mais avec le minimum de contrainte et de gêne. « Le législateur doit apporter dans les mesures prises un esprit de circonspection et de tact pour n'empêcher aucune combinaison inoffensive, aucune convention reposant sur la volonté reconnue complètement libre et consciente des parties » (1). Une loi était nécessaire pour stimuler l'initiative individuelle. Il faut que patrons et ouvriers cherchent chacun pour leur part à atténuer l'inégalité qui les sépare, car la question sociale n'est pas née de la faute des patrons : elle est la résultante de notre organisation sociale et, de même que les ouvriers seuls sont incapables de la résoudre, de même il n'incombe pas aux patrons seuls d'améliorer les rapports entre le capital et le travail.

(1) Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Econom. Pol.*, t. II, p. 503.

Le législateur, lui aussi, a sa tâche à remplir. Depuis vingt ans il n'y a pas eu de session parlementaire qui n'ait vu éclore de nombreux projets de loi destinés, dans la pensée de leurs auteurs, à défendre le faible contre le fort, à soustraire le prolétaire à l'exploitation du capitaliste : « Le jeu difficile, pénible et lent de notre machine parlementaire, sujet à des heurts et à des chocs incessants, a longtemps empêché ces projets de se transformer en lois » (1). C'est ce qui explique que le Parlement ait mis dix-neuf ans à voter une loi dont la première proposition remonte à 1890. Une autre cause de la lenteur législative réside dans un double fait. D'abord on a confondu les règles concernant le paiement des salaires aux ouvriers avec la question beaucoup plus générale des règlements d'atelier. On a discuté avec ardeur le droit pour le patron de faire lui-même la loi dans son atelier. Est-il libre de ne demander conseil à personne ? Doit-il se considérer comme absolument maître chez lui ou faut-il lui retirer ce que certains ont appelé une véritable autorité législative qui, à ce titre, appartient au seul Parlement ? Problème complexe et délicat !

A notre avis, et sans insister sur la question, le règlement d'atelier est une création utile. C'est un produit nécessaire de la grande industrie. Prenons un grand établissement industriel. Le patron ne peut pas discuter avec chaque ouvrier et faire varier le salaire avec les capacités

(1) Leroy-Beaulieu, *Econom. Fr.*, 1897, p. 203.

de chacun. Il convient d'établir pour tous un seul et uniforme régime. M. Jay disait, il y a quelques années, à la Société d'Etudes Législatives : « En l'état d'inorganisation du personnel ouvrier de l'usine il est difficile de concevoir comment ce régime uniforme pour tous pourrait être déterminé par un vrai contrat, un contrat au sens complet du mot. Et comme il faut vivre avant de philosopher, la pratique et la loi ont reconnu au patron le droit de régler ce régime. Il y a eu là, permettez-moi une expression qui rend bien ma pensée, comme la reconnaissance d'une sorte de dictature imposée par la nécessité, par les conditions mêmes de la production » (1).

Est ce à dire qu'il ne faut pas chercher à limiter l'arbitraire de cette dictature ? Non, certes ! Autant que possible il convient de procéder à une consultation préalable des ouvriers ou à l'homologation d'une autorité publique. En un mot, il convient d'éviter les réglementations excessives, gênantes pour la bonne marche des industries et risquant d'avoir de fâcheuses répercussions.

D'ailleurs les règles relatives au paiement des salaires ont leur utilité, abstraction faite de l'existence d'un règlement d'atelier. Elles s'imposent même pour les esprits les plus enclins à s'en rapporter à la liberté parce que cette liberté se montre ce qu'elle est en fait : une apparence et une illusion.

Débarrassée de la grosse question des règlements d'atelier notre loi s'est vue retardée par une opposition

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1906, p. 100.

irréductible entre le Sénat et la Chambre des députés en ce qui concerne les amendes. Nous aurons à revenir sur cette question, mais nous pouvons d'ores et déjà dire que le Sénat, partisan de la réglementation, s'est heurté à la Chambre des députés qui, à deux reprises, vota la suppression pure et simple des amendes. L'accord devenant impossible, il a fallu procéder à une discrimination entre les amendes et les règles relatives au paiement des salaires. Ce n'est que grâce à cet expédient que la loi du 7 décembre 1909 a pu être promulguée.

Nous allons d'ailleurs commencer par consacrer quelques instants à un rapide historique, qui, toujours instructif, est particulièrement intéressant en ce qui concerne notre matière.

HISTORIQUE

Le 29 mai 1890, M. Ferroul dépose à la Chambre des députés une proposition de loi sur les règlements d'atelier. Ce n'est que d'une manière tout à fait incidente que certaines dispositions ont trait au paiement des salaires des ouvriers. Après un rapport sommaire de M. Saint-Romme, le 6 juillet 1892 la proposition arrive à la Chambre le 4 novembre 1892.

La déclaration d'urgence est votée ; la discussion s'engage ; la proposition est adoptée.

Cette proposition de loi est transmise au Sénat le 10 novembre 1892. M. Maxime Lecomte dépose un premier rapport le 20 juillet 1893, puis un deuxième le 17 mars 1894. Dans ce second rapport, il résume les résultats de l'enquête faite auprès des Chambres de Commerce et des Conseils de Prud'hommes. La question arrive ainsi devant le Sénat qui, dans la séance du 24 avril 1894, adopte la proposition en la modifiant. Ensuite le projet va rester en suspens plus de quatre années. Ce n'est que le 20 juin 1898 que la loi revient dans les bureaux de la Chambre.

D'ailleurs le titre a changé. Ce n'est plus une proposition de loi sur les règlements d'atelier. La commission propose un nouvel intitulé : « loi sur le paiement des salaires aux ouvriers ». Le rapporteur, M. Dubief, donne les raisons de cet heureux changement : « Plaçons-nous dans les circonstances de l'heure présente. Si nous voulons faire œuvre utile, il faut savoir procéder à une sorte de discrimination entre les sujets que nous avons à traiter et les lois que nous avons à faire. Aujourd'hui il s'agit d'une loi sur le paiement des salaires des ouvriers qui nous revient du Sénat et qui modifie le texte de la loi que la Chambre avait votée en 1892 : faisons cette loi. A chaque jour suffit sa peine. Faisons-la aussi bonne que possible. Demain nous ferons une loi sur les règlements d'atelier si nous jugeons utile de l'insérer dans nos Codes ».

Ainsi simplifiée la nouvelle proposition semble devoir aboutir rapidement. Le 22 novembre 1898 M. Dubief a déposé son rapport. La proposition est discutée dans les séances du 6 et du 8 décembre. Le projet est adopté, mais avec des modifications. Immédiatement la loi retourne au Sénat où elle est déposée le 13 décembre 1898. Trois années durant, elle va dormir dans les bureaux de la Chambre Haute pour revenir momentanément au jour à la fin de 1901. La commission sénatoriale, à qui la rédaction de la loi fut de nouveau soumise, en accepta tous les articles, sauf celui qui supprimait les amendes. Le 24 décembre 1901 M. Maxime Lecomte dépose un rapport et le

Sénat consacre à la discussion les séances des 17 janvier, 6 février, 6 novembre, 6 décembre 1902 et 2 avril 1903. Une première délibération a lieu. Après plusieurs renvois successifs, la proposition disparaît du procès-verbal, le gouvernement ayant institué auprès des Chambres de Commerce et des conseils de Prud'hommes une enquête sur la question des amendes. Ce n'est qu'en décembre 1908 qu'une nouvelle rédaction est déposée au Sénat.

Le 22 janvier 1909 eut lieu la première délibération. L'urgence est déclarée tout comme en 1892 ; mais cette fois on est près du but ; le résultat ne se fera pas attendre longtemps. Les articles 1, 3, 6 sont immédiatement adoptés, les autres sont renvoyés à la commission. Le 9 février, le Sénat adopte l'article 4, mais renvoie encore à la commission l'article 2. Enfin tout est terminé, et la proposition ainsi établie est transmise à la Chambre des députés. Après un rapport de M. Chambon, déposé le 22 juin, la Chambre adopte la proposition de loi et la nouvelle rédaction ne présente avec le texte voté précédemment par le Sénat, en dehors de la disjonction de l'article relatif à la réglementation des amendes, que les deux différences suivantes. La première différence résidait dans le titre. La Chambre supprima les mots « du commerce et de l'industrie ». Elle donnait ainsi à la loi une portée plus large tout en restant d'accord avec l'esprit et le texte même de la proposition votée par le Sénat.

La deuxième différence consistait dans l'adjonction au texte de l'article 4 nouveau (article 5 du Sénat) des mots

« en ce qui concerne les ouvriers du commerce et de l'industrie ». Cette addition allait avoir pour effet de ne soumettre au contrôle de l'inspection du travail que les établissements industriels et commerciaux, à l'exception des établissements agricoles. Cela ne voulait pas dire que personne ne contrôlerait l'application de la loi dans ces dernières exploitations, mais que le contrôle serait exercé, à défaut de dispositions spéciales, suivant les règles du droit commun, c'est-à-dire qu'il serait confié exclusivement aux officiers de police judiciaire, dans les conditions prévues par le Code d'instruction criminelle pour la recherche, la poursuite et la répression des contraventions et délits en général.

La proposition, ainsi adoptée par la Chambre, dut être renvoyée au Sénat en raison de la disjonction de l'article relatif aux amendes et des deux modifications de forme dont il vient d'être question. La commission sénatoriale, chargée d'examiner le nouveau texte, proposa au Sénat, par l'organe de son rapporteur, M. Maxime Lecomte, d'accepter la disjonction de l'article relatif aux amendes et de ratifier les modifications de rédaction apportées par la Chambre au titre de la loi et au texte de l'article 4.

Le 7 décembre 1909 la loi sur le paiement des salaires aux ouvriers et employés était enfin promulguée.

PREMIERE PARTIE

Païement en nature.

Il semble au premier abord que le type idéal du salaire soit la rétribution en argent. En effet, le paiement en monnaie évite toute contestation, empêche toute fraude, assure l'exécution loyale des obligations de l'employeur. Et pourtant, depuis les temps les plus reculés, nous voyons que le paiement en nature a été pratiqué. Il a été employé non pas en vue de la spoliation de l'ouvrier, mais, pendant longtemps du moins, dans l'intérêt même de celui-ci. Pour se rendre un compte exact de l'évolution qui s'est produite il suffit de se placer aux différentes époques de la société industrielle.

Dans les organisations primitives l'argent est loin de jouer le rôle prépondérant qu'il a aujourd'hui. Il tient une place tout à fait secondaire. La seule rémunération possible est le salaire en nature. Cela est si vrai que, partout où le régime patriarcal survit, le paiement en nature subsiste. S'adressant directement aux besoins sans re-

courir à l'intermédiaire variable de la monnaie, le salaire en nature met l'ouvrier à l'abri des tentations dangereuses et de l'enchérissement des denrées. Une livre de pain correspond aujourd'hui comme hier, à la consommation quotidienne d'un adulte, tandis qu'un écu ne conserve pas toujours la même valeur ; il peut surtout être dépensé en satisfactions moins impérieuses et moins légitimes. Le Truck-System (c'est le terme usité en Angleterre pour désigner le paiement en nature) a été pratiqué à l'origine dans une bonne intention. Nous ne pouvons mieux faire que de laisser la parole au brillant économiste Sismondi qui en raconte ainsi la naissance en Angleterre : « Lorsque le mécanisme pour filer le coton eût été perfectionné en 1769 par Arkwright et que la puissance empruntée aux cours d'eau eût été rendue capable d'exécuter rapidement un des plus délicats entre les ouvrages humains, de grands capitaux furent immédiatement destinés à fonder ce qu'on appelle en Angleterre des factoteries le long des cours d'eau du Derbyshire, du Vellinghamire, Lancashire. C'était un pays de montagnes, de rivières, de vallées où l'agriculture était peu profitable, la population peu nombreuse, mais où des chutes d'eau abondantes offraient au mécanicien une force dont Arkwright avait enseigné à tirer un immense profit. L'entrepreneur établissait un magasin là où il n'y avait rien. Il achetait une grande quantité de vivres un bon prix et les revendait au détail mais au prix de gros à ses ouvriers. » Il résulte de ce témoignage que les premiers patrons qui ont employé ce système n'ont

pas eu en vue l'exploitation de l'ouvrier. Mais ils ont été bien vite amenés à faire une spéculation. Tant que leur but a été de vendre, comme tout autre commerçant pourrait le faire, des denrées à un prix ordinaire, tant qu'ils laissaient à leurs ouvriers liberté pleine et entière de venir s'approvisionner chez eux, ils ne faisaient qu'user de leur droit. Mais ils n'ont pas tardé à remarquer que leur clientèle n'était pas une clientèle ordinaire pouvant discuter la qualité et le prix des denrées qu'on lui offrait.

D'ailleurs des villes ne tardent pas à se fonder. Le Truck-System devenu inutile aurait dû disparaître. Il subsista ! Mais comme toute création qui survit à l'état de choses qui a été sa raison d'être, il dévia. L'égoïsme amena les patrons à faire servir à un but personnel et exclusif ce qui avait été créé dans un but de solidarité. D'autre part, l'ouvrier sent sa personnalité se développer. Il veut, en étant maître de son salaire, échapper au contrôle de son patron. La méfiance naît chez lui et il est juste de reconnaître qu'il n'a pas tort car il est évident que, si l'affection patriarcale du petit pour le grand a disparu, le désintéressement et la bonne foi de l'employeur pour l'employé s'est éteinte. Le droit, qui n'est que la cristallisation de la vie d'un peuple à un moment donné, devait suivre l'évolution vers le salaire en argent contre le salaire en nature. C'est ce qui est arrivé et nous nous en félicitons, car le Truck permettait aux patrons de tenir leurs employés courbés sous la barre de fer d'un esclavage nouveau. L'ouvrier était rivé à l'usine par les dettes.

Diverses formes du Truck.

Le Truck-System est un ennemi d'autant plus redoutable qu'il sait se déguiser pour mieux échapper aux poursuites dont il se sent l'objet. Chaque fois qu'une forme trop brutale est démasquée, d'autres plus savantes, plus hypocrites, mais toutes aussi dangereuses ne tardent pas à apparaître.

Nous pouvons, avec M. Morisseaux, distinguer cinq formes différentes du Truck. L'éminent économiste les énumère dans l'ordre suivant :

1° Le patron paie tout ou partie du salaire en marchandises en cotant celles-ci à un prix plus élevé que dans les boutiques libres. L'obligation d'accepter ce mode de paiement fait partie du contrat de travail.

2° Le patron paie ou est censé payer en espèces, mais il tient un magasin où les ouvriers sont virtuellement tenus de s'approvisionner.

En apparence, ils sont libres de ne pas s'y adresser. En réalité ils sont sous une complète dépendance et, sans qu'on ait besoin de le leur dire, ils comprendront très bien que si leurs femmes ne vont pas au magasin patronal ils n'auront pas à compter bien longtemps sur l'ouvrage. Le plus souvent ce sera l'ouvrier lui-même qui ira au devant des abus. Ne pouvant attendre le jour de la paye il demandera des avances et toujours pour lui rendre service le patron les lui fera sous forme de denrées. A la fin de la

semaine ou de la quinzaine on règlera le compte et, pour le liquider complètement, de nouvelles fournitures seront faites.

3° Ce n'est pas le patron qui est censé tenir la boutique, c'est un de ses parents ou simplement une personne qu'il protège et les ouvriers doivent s'y approvisionner s'ils veulent avoir de l'ouvrage.

4° Le patron ne fait ni directement ni indirectement aucune retenue sur les salaires. Il paie en espèces et ne tient pas boutique mais un contremaître ou un employé tient le cabaret ou le magasin et fait en sorte de faire exclure de l'usine l'ouvrier qui ne fréquente pas la boutique ou le cabaret.

5° L'ouvrier est payé par un intermédiaire, chef de trait, chef de bande, courtier, sous-entrepreneur, etc... Ce dernier tient un cabaret où l'ouvrier est obligé de consommer.

Ces diverses formes du Truck ne sont pas concomitantes mais successives. Les procédés sont de plus en plus raffinés ; ils se remplacent mutuellement à mesure que les progrès de la législation obligent à prendre plus de précautions. Il arrive même que les abus — surtout dans les deux derniers cas — se produisent à l'insu du patron et contre son gré au profit des contremaîtres. Ce sont certainement les plus mauvais. A côté de ces formes les plus fréquentes dans l'histoire du Truck il en est d'autres qui présentent un caractère tout aussi intéressant. C'est ainsi qu'en Angleterre les ouvriers d'une horlogerie recevaient en paiement des montres dont ils devaient ensuite se dé-

barrasser à leurs risques et périls. Il serait superflu d'insister sur la réduction des salaires que peut entraîner un semblable procédé (1). Une autre pratique un peu différente mais qui arrive au même résultat consiste à payer les ouvriers en bons ou en jetons de valeur conventionnelle et qui ne seront valables que dans certains magasins. Si l'ouvrier veut se procurer de l'argent il est obligé de céder ces bons ou de vendre les marchandises qu'on lui a données en paiement. De toute manière l'opération ainsi effectuée sera une source de pertes pour l'ouvrier. Le procédé est particulièrement odieux lorsque le jeton n'est reçu que dans des cabarets ou débits de boisson. C'est alors une honteuse spéculation sur les vices mêmes de l'ouvrier que l'on cherche à favoriser indignement. Il arrive enfin que le patron paie les ouvriers en billets souscrits à une échéance lointaine. Pour se procurer de l'argent l'ouvrier sera dans la nécessité de faire escompter ces billets, soit à des intermédiaires, soit à la maison même (2). C'est une pratique connue en Angleterre sous le nom de « Pluck-me » (Pillez-moi). De même aux Etats-Unis certaines compagnies industrielles payaient les salaires de leurs ouvriers avec leur propre papier. C'était un moyen de le négocier à bon compte. Le 6 juin 1889 une loi de New-York est venue interdire ce procédé de paiement.

(1) Comte de Paris, *Situation des ouvriers en Angleterre*, pp. 273, 278.

(2) Brice, *Institutions patronales*, p. 213.

Inconvénients du Truck.

Les inconvénients du Truck-System peuvent être classés sous trois chefs principaux : au point de vue social, au point de vue économique et au point de vue psychologique.

Au point de vue social il est permis de dire que le patron cherche à endetter l'ouvrier et il l'endette à son profit. L'ouvrier ne pourra quitter l'atelier sans se voir réclamer ce qu'il doit et le crédit, qui lui paraissait au début un progrès utile, va être la cause de son asservissement. En Angleterre on a vu des patrons qui, au commencement du mois, se montraient des plus réservés dans l'écoulement de leurs marchandises ; ils cherchaient à ne pas enfler trop vite le compte de leurs employés ; mais lorsque le mois arrivait à sa fin ils faisaient le plus de livraisons possible pour grossir le passif de l'ouvrier. Ce dernier, au moment de la paye, touchait très peu d'argent, ce qui le mettait dans l'impossibilité de quitter l'atelier pour chercher ailleurs du travail. Il restait attaché à sa machine comme le serf de jadis à la glèbe. C'est ce qui se passe aussi en Russie où le moujick, ouvrier nomade, n'est retenu à l'usine que comme un prisonnier.

Les inconvénients économiques sont encore plus nombreux. Les ouvriers soupçonnent d'abord et non sans raison que le patron, évaluant les objets en nature plus cher

qu'ils ne valent, fait par là un bénéfice injustifié. Mais ce n'est pas tout. Le patron livre en général de la mauvaise marchandise ; l'ouvrier qui veut s'en défaire sera obligé de subir cette nouvelle dépréciation, la vente forcée constituant toujours une perte énorme. Le travailleur, pressé de se procurer de l'argent, car c'est la marchandise tierce qui en pays civilisé sert aux échanges, vendra à bas prix et celui qui était un acheteur exceptionnel devient un vendeur ordinaire. D'autre part, le patron peut abaisser le salaire en dehors de toute convention ; il n'a qu'à fournir des marchandises de qualité inférieure et il diminuera le salaire réel en conservant le salaire nominal. On estime aussi que ces fournitures entravent la liberté que veut avoir l'ouvrier d'acheter ou de ne pas acheter telle denrée, en telle ou telle quantité, chez tel ou tel fournisseur. Enfin, on dit que l'ouvrier est trompé sur la valeur même du gain. Il ne peut pas se rendre compte s'il est volé ou payé exactement puisqu'il ne touche pas l'argent qui est une commune mesure, mais des marchandises qu'on lui donne pour un prix et qu'il revend pour un autre : « Spéculation malhonnête et reprise détournée du salaire », dit M. Levasseur. La perte ainsi subie par le salaire est estimée par le Comte de Paris à 10 0/0, par M. Morisseaux à 20 0/0, par M. Maxime Lecomte à 25 et 30 0/0, par M. Levasseur à 40 0/0.

Les inconvénients psychologiques ne sont pas moins graves. L'ouvrier ne connaissant pas ses ressources vit au jour le jour. Le crédit dont il jouit l'incitera à prendre

au magasin des choses dont il n'aura pas besoin. Et tandis que les objets les plus nécessaires manqueront peut-être à la maison, on assistera à la consommation forcée de produits inutiles mais imposés. L'abus est encore plus grand si le paiement s'effectue non plus en denrées mais en produits de l'usine, tels que montres, tissus... L'ouvrier devient alors un courtier qui place les objets manufacturés par la fabrique ; il en résulte une perte de temps, des frais, des fatigues parfois considérables. La vente s'opère dans des conditions désastreuses parce que l'ouvrier a besoin d'obtenir immédiatement de l'argent et subit toutes les conditions qui lui sont faites. Dans cette situation l'épargne devient un fait absolument impossible. Or, à qui s'adressent les grandes sociétés anonymes actuelles ? Au bas de laine du paysan, à la petite bourse du rentier, aux économies de l'ouvrier. C'est là ce qui constitue le capital d'une nation. De même que les petits ruisseaux forment les grandes rivières, de même les petits versements constituent les puissantes organisations industrielles. Ce sont des forces vives qu'il convient de ne pas laisser perdre. Et ce n'est pas tout. L'ouvrier, nous l'avons déjà dit, est plus instruit que dans le passé ; il prend conscience de sa personnalité ; le paiement en nature le froisse dans son orgueil et peu à peu la défiance s'empare de lui ; la rancune et la haine ne tardent pas à apparaître, alors que la bonne entente est aussi nécessaire pour l'employeur que pour l'employé.

Faut-il aller plus loin ? N'y a-t-il pas d'autres injus-

tices à signaler ? Est-il possible de ne pas tenir compte des souffrances qu'endurent parfois les femmes des ouvriers. M. B. Disraëli dans son roman de Sybil a remarquablement mis en lumière la triste situation où se trouvent ces malheureuses femmes. Les faits cités ne proviennent-ils que de l'imagination de l'auteur ? Malheureusement non ! Ils sont l'expression de la vérité et l'enquête anglaise de 1871 n'a fait que confirmer la véracité du roman. Le 27 novembre 1870 un commissaire enquêteur s'est rendu dans les environs de Cerdiff auprès d'une des boutiques où se délivre le salaire en nature. C'était la veille d'un jour de paye. L'honorable rapporteur décrit ainsi la scène à laquelle il a assisté : « A 1 h. 50 du matin je vis arriver une vieille femme et un petit garçon qui s'assirent sur les marches de la porte. Avant deux heures arrivèrent deux autres femmes. Je leur demandai ce qu'elles venaient faire à une heure semblable. — C'est, répondirent-elles, la fin du mois ; la boutique ne s'ouvre qu'à six heures du matin, mais si nous ne venions pas maintenant nous ne serions pas servies avant le milieu du jour. — Un ouvrier rapporte que sa femme a dû parfois attendre pendant toute une journée. Le petit garçon garde la place de sa mère. — Quand la porte s'ouvrit il y avait cinquante ou soixante femmes et enfants arrivés successivement, assis sur des pierres ou sur leurs paniers, grelottant de froid. Il faisait nuit noire mais le spectacle était éclairé par les hauts fourneaux allumés sur les hauteurs voisines. L'une des femmes que j'interrogeai

était venue le mois précédent à onze heures et demie du soir. Six autres étaient arrivées avant minuit (1). »

Ce tableau chargé en couleurs se passe de commentaires et on peut le croire à grand'peine sorti de la plume d'un témoin impartial. Des femmes, des enfants, obligés de passer à la belle étoile des nuits entières pour en arriver à toucher un salaire inférieur à ce qu'il aurait dû être. Quelle monstruosité et comme les abus s'enchaînent !

Des abus se sont-ils produits ?

Nous voici convaincus des inconvénients du Truck-System. Mais alors une question se pose. Comment se fait-il que devant de tels événements la loi ne se soit pas préoccupée plus tôt de réglementer le paiement en nature ? C'est tout simplement parce qu'en pratique le mal est moindre qu'on se plaît à le croire en théorie. Au dire de quelques-uns il n'a même jamais existé dans notre pays. Comment justifier cette affirmation et quelles pourraient être les causes de cette heureuse exception ? Commençons par examiner la situation géographique ? Elle nous apprend que chez nous les usines s'établissent en général dans des pays déjà habités où les ouvriers auront toute facilité pour trouver les aliments et les objets

(1) Morisseaux, Rapport sur les abus qui se commettent dans le paiement des salaires (*Enquête de la Commission du Travail belge*, vol. III, p. 120).

indispensables à leur existence. Au contraire, les patrons anglais et américains n'ont pas hésité à bâtir des usines dans des contrées désertes et pauvres. Que va-t-il résulter de cette différence ? C'est que chez nos voisins des régions entières, comme les comtés de la Grande-Bretagne et les états américains, sont contaminées, tandis que chez nous on ne cite que des cas isolés. Et encore le mal se fait-il surtout sentir aux départements frontières. L'exploitation par le paiement en nature est surtout signalée dans les régions voisines de la Belgique et de l'Allemagne, là où l'infiltration étrangère se fait le plus vivement sentir. Une autre cause réside dans le caractère de l'ouvrier : l'anglais, l'allemand ont une nature plus froide, plus résignée ; ils souffrent en silence ; à tel point qu'après la loi de 1831 en Angleterre ce sont les patrons qui se sont ligüés pour combattre le Truck. En France, au contraire, l'ouvrier aurait protesté de toutes ses forces contre les premières tentatives du paiement en nature et il ne se serait probablement pas contenté de pousser les hauts cris ; il aurait vite passé des paroles aux actes ; la grève n'aurait pas tardé à éclater, peut-être même la révolte et l'ouvrier n'aurait pas attendu une loi pour se soustraire à l'esclavage du Truck ! Ce n'est pas à dire que l'on ne puisse trouver chez nous des abus, mais, nous le répétons, ce sont là des cas isolés. Une enquête ordonnée par le ministre du Commerce et de l'Industrie en 1890 auprès des organes officiels (Chambres de commerce, Chambres consultatives des Arts et Manu-

factures, Conseils de Prud'hommes), a fourni la preuve que l'industrie française ignore à peu près ces abus. D'après M. Lyon-Caen, chargé, en qualité de rapporteur, de coordonner les résultats de cette consultation : « la plupart des corps consultés nient l'existence d'abus dans leurs circonscriptions ; quelques-uns vont même jusqu'à dire qu'en l'absence d'abus connus d'eux ils sont incompetents pour exprimer un avis » (1). Les quelques exemples que nous allons citer resteront des phénomènes exceptionnels dans la question du règlement des salaires. Ainsi les journaux parisiens signalèrent jadis un industriel de Montmartre qui payait chaque jour des acomptes à ses ouvriers au moyen de jetons de 1 franc ; 0 fr. 50 ; 0 fr. 10. Ceux-ci n'avaient cours que chez les négociants qui avaient accepté de faire une remise de 10 0/0 au patron. De même les ouvriers qui, à Notre-Dame de Liesse, travaillaient à la fabrication des jouets en bois, ont été longtemps à la merci d'industriels qui les payaient en nature. Ils avaient un compte perpétuellement ouvert chez le patron qui leur fournissait, au taux qui lui plaisait, les matières premières et les objets de consommation. Au jour de l'an un menu cadeau servait de règlement de compte.

En octobre 1896, le Conseil municipal de Paris voit s'élever une discussion très intéressante. M. Giron, vio-

(1) Rapport de la Commission permanente du Travail sur le projet de loi concernant le paiement du salaire des ouvriers et employés.

lemment pris à partie, démontre l'exactitude des faits qu'il a indiqués en lisant une lettre qui lui fut adressée par un ouvrier injustement congédié : « Le premier jour que j'ai été employé au chantier d'Angicourt je cherchais une pension lorsque M. T., fils du directeur des travaux, vint me faire ses offres de service. Voyant que je ne me décidais pas à aller chez lui il me pistonnait tous les jours ; enfin, pour obéir à ses prétentions, j'y fus quelque temps, mais quand j'ai vu qu'on était si mal servi pour le manger j'ai descendu vivre dans un pays voisin. Alors huit jours après j'ai été mis à la porte du chantier. » Or, ces faits ont été reconnus exacts. Ainsi la cantine installée dans le chantier ne fonctionne qu'au détriment de la liberté des ouvriers. Bien plus, elle va à l'encontre de l'épargne. C'est une source de dépenses et ceux qui, à la fin de la semaine, n'y laissent pas les 9/10 de leur salaire sont de mauvais consommateurs et, par suite, de mauvais ouvriers.

En 1895, à Halluin, éclate une grève terrible. Les ouvriers réclament le paiement en argent et refusent de recevoir en bons de pain une partie de leur salaire. La proximité de la Belgique rend la chose très vraisemblable ; le frontière n'étant représentée que par une ligne conventionnelle il était fatal que les abus signalés en Belgique n'eussent pas quelque peu pénétré en France.

Les ouvriers des ports de la Manche : le Havre (1),

(1) Une délibération du Conseil Municipal du Havre a réclamé

Rouen, Dunkerque ont eu à souffrir du Truck-System. Il convient de signaler à cet égard une très intéressante affaire soumise en janvier 1890 à M. le juge de paix de Rouen. Le sieur V. occupait un grand nombre d'ouvriers sur les quais de Rouen. Il les payait à raison de 0 fr. 50 l'heure. Un premier acompte leur était versé à midi et le complément à la fin de la journée. Le paiement de midi était de 1 franc, dont 0 fr. 85 en numéraire et 0 fr. 15 en jetons métalliques donnant droit à prendre une consommation dans un débit que le sieur V. faisait exploiter par un gérant. Un ouvrier, à qui on voulait remettre un jeton, refusa en exigeant du numéraire. Le préposé de V. et V. lui-même repoussèrent cette prétention. De là procès : l'employeur alléguait l'usage. Le juge de paix, appelé à statuer, repoussa cette théorie et condamna le patron.

Enfin dans la séance du Conseil supérieur du Travail, dès 1891 MM. Prades et Lamendin ont dénoncé à cette assemblée quelques faits d'observation personnelle. « Il y a, dit M. Prades, des exploitations minières où les ouvriers ne touchent aucun argent. Tout ce dont ils ont besoin leur est fourni par l'économat et ils demeurent riviés à l'exploitation » (1). M. Lamendin ajoutait : « Il y a des administrations où l'on ne paye qu'avec des bons et quand on en a remis un certain nombre à l'ouvrier, s'il

du Parlement une loi destinée à empêcher ces abus (Sénat, 24 avril 1894).

(1) *Conseil Supérieur du Travail*, février 1891, p. 83. Imprim. Nationale.

les a épuisés et qu'il lui reste deux ou trois jours avant d'en toucher d'autres, on ne lui donne pas d'argent ; nous avons été témoins de faits révoltants. Nous avons vu des ouvriers, afin de se procurer du tabac, revendre 30 ou 40 centimes un pain qu'ils avaient payé à l'économat 80 ou 90 centimes.

Projets.

L'exposé des faits que nous venons de citer montre qu'il était tout de même nécessaire d'assurer à l'ouvrier la libre disposition de son salaire. Ce principe nous paraît au-dessus de toute discussion (1), même de la part de ceux qui repoussent avec la plus grande énergie toute immixtion de l'Etat dans les rapports entre employeurs et employés. Adam Smith est le premier à affirmer que « la loi qui oblige les maîtres dans plusieurs métiers de payer leurs ouvriers en argent est tout à fait juste et raisonnable. Elle les oblige seulement à payer en argent la même valeur qu'ils prétendaient payer, mais qu'ils ne payaient pas toujours réellement en marchandises » (2). Sans apporter le moindre obstacle au libre jeu des facteurs économiques concourant à la détermination des salaires, le législateur doit intervenir pour assurer l'exécution loyale de conventions librement consenties.

(1) Cabonat, *Revue Critique*, année 1894, p. 238.

(2) Adam Smith, *Richesse des nations*, trad. Garnier, tome I, p. 185.

A l'étranger cette œuvre de protection est, comme nous le verrons plus loin, depuis longtemps accomplie. En France l'élaboration de la législation sur ce point a été longue et difficile. Nous avons découvert dans les documents de l'ancienne France deux ordonnances du ^{xiii}^e siècle qui méritent d'être citées. L'une, datée d'octobre 1293, émane du prévôt de Paris, Hangest ; elle était destinée à empêcher l'abus suivant : entre le fabricant et les ouvriers se trouvaient des intermédiaires qui touchaient des denrées sur lesquelles ils perdaient le tiers ou la moitié ; ils ne pouvaient par suite payer les ouvriers. Le prévôt y coupe court en frappant non pas les grands fabricants mais les intermédiaires d'une amende de dix sols. Il est curieux de constater le changement qui s'est produit dans les pénalités. De nos jours on estime que le patron doit être puni le premier et ce n'est qu'en deuxième ligne que l'on frappe l'intermédiaire. Le deuxième document est de Houdart de la Neuville qui se borne à remettre en vigueur plusieurs ordonnances qui étaient tombées en désuétude. Et c'est tout ! jusqu'au milieu du ^{xix}^e siècle on ne trouve plus rien. Dans la loi de 1850 sur le tissage et le bobinage apparaît une mesure de précaution sérieuse en faveur de l'ouvrier. Le texte de l'article 3 porte que « le prix de façon sera indiqué en monnaie légale sur le livret par le fabricant commissionnaire ou intermédiaire, toute convention contraire sera mentionnée par lui sur le livret ». Cette disposition permettant à l'ouvrier de ne pas accepter comme paiement des

marchandises montre que les abus du Truck commençaient déjà à se faire sentir.

En somme, on ne peut signaler aucun monument législatif important jusqu'au projet de loi déposé par M. Maxime Lecomte à la Chambre des députés. Voici dans quelles circonstances la question du salaire en nature s'est engagée au Parlement. Le 25 mars 1889 M. Tirard, alors Président du Conseil, défend devant le Sénat une loi sur la responsabilité des accidents des ouvriers ; il est amené à déclarer que les patrons ne remplissent pas toujours leur devoir et que les lois actuelles sont insuffisantes (1). Comme preuve de son affirmation il parle d'une véritable exploitation dont les ouvriers de la Seine-Inférieure sont les victimes. Devant les négations de M. Pouyer-Quertier, M. Tirard cite les faits qui consistent dans des paiements en jetons. Il indique aussi le lieu de la spoliation qui est « le Havre » et le dénonciateur qui est la Chambre de commerce de cette ville.

Nous savons comment la sentence du juge de paix de Rouen, rendue au début de l'année 1890, donna raison au Président du Conseil. C'est à la suite de ces événements que M. Maxime Lecomte fut amené à déposer devant la Chambre son projet sur le Truck, « féodalité industrielle », pour se servir de son expression. Tout d'abord M. Lecomte s'attache à réfuter les objections qui sont faites à son projet. Il montre qu'il ne faut pas parler de liberté de convention, dès qu'on réclame des mesures de

(1) Sénat, *Débats Parlem.*, 1889, p. 322 et suivantes.

protection en faveur de l'ouvrier. Si certains patrons sont mûs par un sentiment de philanthropie, il en est d'autres qui ne cherchent que la reprise du salaire et c'est pourquoi il convient d'interdire les monnaies conventionnelles, les bons et les jetons qui sont repris à bas prix ou sont dépensés au cabaret de l'usine. Il convient, d'autre part, d'empêcher l'ouvrier d'être victime de son imprévoyance ; il ne faut pas qu'il s'endette au profit du patron, car tout ce qui est une cause de créance est un instrument de servage. Après ces observations M. Lecomte dépose son projet en quatorze articles ; il est fortement inspiré par la loi belge. Pourtant nous pouvons constater des différences. En ce qui concerne les économats M. Lecomte est plus large, puisqu'il ne les soumet pas à la nécessité de l'autorisation, mais il se montre plus restrictif en exigeant la vérification des comptes par trois ouvriers délégués. Il va trop loin quand il soustrait aux obligations de la loi les ateliers de moins de quinze ouvriers. Cette restriction, en effet, ne présente guère d'utilité, car il est bien certain que les patrons de la petite industrie ne créeront pas un magasin ; les législations étrangères sont d'ailleurs muettes sur ce point. Le projet de M. Lecomte ne fut pas adopté ; mais dès lors la question est à l'étude ; elle y restera et nous allons voir que plusieurs tentatives ont été faites pour amener le triomphe du principe du paiement en argent.

1^o En 1890 la Commission permanente du Travail (1)

(1) Art. 1 et 3 du projet de la Commission Permanente du Travail.

fit procéder à une enquête auprès des Chambres de commerce et des Conseils de Prud'hommes ; les résultats dépassèrent les espérances. Certains conseils nièrent l'existence du Truck ; d'autres affirmèrent qu'en raison de l'absence d'abus ils se déclaraient incompétents sur cette question. Pourtant tel ne fut pas l'avis des juriconsultes et M. Lyon-Caen, chargé, à la même époque, d'un rapport à la Commission extra-parlementaire du salaire ne se laisse pas aller au même optimisme. Il réclame le paiement en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal sous peine de nullité nonobstant toute convention contraire.

2° Le Conseil supérieur du Travail, en février 1891, prend une résolution pour interdire les paiements en nature, bons et jetons, ce qui lui valut l'article suivant de M. Leroy-Beaulieu dans l'*Economiste français* (1) : « L'interdiction de payer les salaires en nature ou en bons et jetons est l'application d'une loi anglaise déjà bien vieille qui a aboli une méthode connue sous le nom de Truck-System, considérée comme vexatoire par l'Empire Britannique. Il est certain que le régime du Truck a bien des inconvénients et que, en règle générale, le salaire, comme le prix de toute marchandise, doit être payé en monnaie légale. Nous ne croyons pas qu'en France la méthode des bons et jetons ait été souvent employée pour frustrer l'ouvrier ou pour le mettre plus à la discrétion du patron ; dans beaucoup de cas même elle pouvait avoir plus d'avantages

(1) *Economiste Français*, 1891, tome I, p. 386.

que d'inconvénients en rendant moins facile la prompte dissipation de la paye. Mais du moment que les ouvriers en général trouvent ce mode de paiement contraire à leur dignité, il n'y pas grand mal à l'interdire. Et pourtant il est curieux de voir comme l'on s'entend peu pour améliorer le sort des travailleurs. Un réformateur social, et non de ceux qui avaient la moindre portée d'esprit : Le Play (1), considérerait que les subventions en nature devaient tenir une grande place dans la rémunération de l'ouvrier. Il est certain qu'un salaire payé partie en pain, en viande, en charbon, en loyer aurait moins de chance d'être dissipé au cabaret. Mais nous ne sommes plus dans la période patriarcale. Chaque jour nous le démontre. Cette méthode est contraire à l'esprit moderne qui consiste essentiellement à garantir la liberté et la dignité de l'ouvrier, même au dépens de son bien-être ou de la sécurité de sa famille. »

3° Le 6 mai 1891 M. Jules Roche, alors ministre du Commerce, dépose un projet devant la Chambre ; ce projet est renvoyé devant une Commission déjà saisie d'une question analogue. L'art. 1^{er} porte : « Les salaires des gens de service, ouvriers et employés, doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal nonobstant toute convention contraire. — Tout paiement fait en violation du précédent article est nul » (2). Ce projet fut voté et devint la loi du 12 janvier 1895 sur

(1) Les ouvriers européens.

(2) Session ordinaire, Chambre 1891, *Doc. Parl.*, p. 1430.

la saisie arrêt des salaires. Mais notre article 1^{er} en avait disparu.

4° Nous le retrouvons inséré dans un projet sur les règlements d'atelier et la Chambre des députés vote le principe suivant : « les patrons sont tenus de payer leurs ouvriers en monnaie ayant cours légal ». Cet article 6 était sanctionné par l'article 8 ainsi conçu : « Toute contravention est, sans préjudice d'une responsabilité civile, passible d'une amende de 15 francs. » Cette loi une fois votée à la Chambre fut renvoyée au Sénat et nous verrons ce qui advint devant la Chambre Haute. Mais entre temps, le 2 mai 1895, une nouvelle proposition relative à la protection des salaires fut déposée par M. Thellier de Poucherville ; or le titre 1, article 2, reproduisait les articles proposés par M. Jules Roche. Aussi faisant double emploi il disparut du texte adopté par la Chambre le 27 juin 1893.

Notre article se retrouve en tête du texte de la commission du Sénat en mars 1894. « Les salaires des ouvriers doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal nonobstant toute stipulation contraire sous peine de nullité. » Le rapporteur est M. Maxime Lecomte. Le titre du projet se trouve modifié. Réservant la grosse question des règlements d'atelier, la nouvelle proposition n'a trait qu'au mode de paiement des salaires. Dès lors aucune difficulté sérieuse n'existe plus au sujet de notre texte.

Interprétation de l'article 1^{er}

L'article 1^{er} de la loi du 7 décembre 1909 est ainsi conçu : « Les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité. » Quel est le sens de cette disposition et quelle en est la portée ?

Monnaie à employer pour les paiements. — Le patron ne peut se libérer qu'en versant entre les mains de ses ouvriers des pièces d'or, d'argent ou de billon ayant cours légal. La monnaie fiduciaire est également admise. L'employeur peut payer les salaires en billets de la Banque de France ou de la Banque d'Algérie. Il lui est interdit, par contre, de faire usage d'effets de commerce ou de valeurs mobilières au porteur. Nous devons toutefois reconnaître que la disposition de l'article 1^{er} ne met pas obstacle au paiement au moyen d'un chèque ou d'un mandat-poste qui peuvent être immédiatement convertis en espèces (1).

A quels salaires s'applique l'obligation de payer en monnaie. — On doit entendre par salaire obligatoirement payable en espèces la rémunération du travail de l'ouvrier. Peu importe que cette rémunération consiste en commissions ou remises, en allocations fixes ou proportionnées à la quantité d'ouvrage fourni. Cependant il est certain que

(1) D. P., 1910, 4, 148, note 5.

notre texte vise seulement la partie du salaire déterminée en argent par le contrat de louage d'ouvrage, et que, par suite, il ne s'oppose pas à ce qu'un travailleur reçoive de son patron, outre une rémunération en argent, certaines prestations en nature, comme le logement et la nourriture. La loi se borne à empêcher de payer en nature ce qui a été stipulé payable en espèces. M. Cabonat, qui a consacré à l'étude de cette question un article très intéressant, faisait la distinction très juste que voici : « La portée de ce principe que le salaire doit être payé en argent n'est pas de lui assurer un objet nécessairement pécuniaire, ni de limiter le pouvoir des parties de fixer, comme elles l'entendent, la rémunération du travail, mais seulement de régler le mode de paiement et d'assurer l'exécution loyale des engagements... Donc, lorsque le montant des salaires aura été fixé en argent, il devra être payé de même. Défense au patron de se libérer par une dation en paiement consistant en marchandises ou en toute autre valeur. Ce paiement irrégulier, eût-il été accepté, sera déclaré nul comme entaché de pression » (1).

En somme, ce qui rend illicite le paiement en nature, c'est qu'il résulte le plus souvent d'une dation en paiement à laquelle l'ouvrier créancier est contraint de souscrire et par suite entachée d'un vice grave [article 1243 du Code civil]. Mais, par contre, toutes les fois que le salaire a été fixé en nature il n'y a plus dation en paiement ; l'opération

(1) Cabonat, *loc. cit.*, pp. 221, 222.

est donc parfaitement valable. Sur ce point, les travaux préparatoires sont absolument catégoriques. Le 22 janvier 1909 M. Denoix fait remarquer au Sénat que, dans certaines régions où les ouvriers — et en particulier ceux de l'agriculture — sont loués à l'année, à la journée ou à la semaine, « la nourriture fait partie du salaire, ainsi que le logement et en forçant le patron ou employeur à payer l'intégralité du salaire en argent on porte une atteinte sérieuse à la liberté des uns et des autres et, je le dis sans crainte, à l'intérêt des ouvriers comme des patrons » (1).

C'est encore l'opinion du rapporteur de la loi à la Chambre des députés. M. Chambon écrit en effet dans son rapport du 22 juin 1909 « que la loi ne vise évidemment que le paiement des salaires fixés en argent et non ceux en nature » (2).

Enfin M. Viviani, ministre du Travail, dans une circulaire en date du 10 mars 1910 estime « que l'obligation de payer le salaire en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal ne saurait avoir pour effet d'interdire la rémunération du travail par des prestations en nature telles que le logement, la nourriture, le charbon qui sont d'un usage courant dans certaines professions. L'article 1^{er} exige seulement le paiement en espèces ayant cours légal de la partie du salaire qui, en vertu de la convention ou

(1) Sénat, année 1909, *J. O.* du 23 janvier, p. 46.

(2) Rapport de M. le député Chambon à la Chambre, 1909, *J. O. Annexes*, p. 1253.

des usages, a été fixée à une somme d'argent » (1).

Était-il nécessaire d'introduire dans la loi une déclaration spéciale visant les acomptes. Lors des premières discussions, en 1892, M. Ferroul demanda qu'il fut spécifié par la commission que les acomptes rentraient dans les prévisions de l'article 1^{er} « parce que, dit l'honorable député, c'est surtout en matière d'acomptes que les ouvriers reçoivent des bons ou des jetons au moyen desquels ils touchent en nature ce qui leur est dû, soit dans les économats patronaux, soit dans les magasins institués par des contre-maîtres » (2). M. de Saint-Romme, rapporteur, répliqua qu'une semblable précision était inutile, « qu'il résultait en effet de la rédaction de l'article que, si des paiements sont faits par acomptes, c'est-à-dire par anticipation et sans attendre le délai imparti, ils devront l'être comme tous les paiements qui auront lieu en monnaie ayant cours légal ».

Il convient enfin de constater l'interdiction absolue qui résulte des mots « nonobstant toute stipulation contraire ». Le législateur a voulu indiquer qu'il n'y aurait pas à tenir compte de la clause par laquelle l'ouvrier renoncerait au droit que lui confère notre texte. Cette clause serait considérée comme nulle. En un mot la loi est ici impérative. Il n'appartient pas aux particuliers d'y déroger. Leur volonté, même nettement exprimée dans un accord indiscutable, ne saurait prévaloir. L'ouvrier se

(1) Circulaire ministérielle du 10 mars 1910, *Bull. Off. Trav.*, 1910, p. 412.

(2) Chambre, 1892, *J. O.* du 6 novembre, p. 1441.

trouve protégé contre sa propre faiblesse. Cette disposition est d'une utilité incontestable. Sans elle la clause contraire serait devenue de style. Le patron aurait obligé chacun de ses ouvriers à signer un article qui lui aurait permis de se libérer par des paiements en nature. Le but poursuivi n'aurait pas été atteint. Il eût été trop facile de tourner la loi.

A quels salariés s'applique l'article 1^{er}. — Les ouvriers et employés doivent seuls bénéficier du principe imposé par notre texte. Il en résulte que les dispositions de l'article 1^{er} ne visent pas les salariés des professions libérales, tels que précepteurs, secrétaires, bibliothécaires, rédacteurs de journaux, professeurs de l'enseignement libre qui ne rentrent dans aucune des catégories de travailleurs que la loi a voulu spécialement protéger.

Echappent également aux prévisions de la loi les domestiques, c'est-à-dire les serviteurs à gages attachés à la personne ou qui donnent leurs soins à la propriété du maître. M. Maxime Lecomte, rapporteur de la loi au Sénat, s'est exprimé à cet égard d'une manière très nette : « Par les termes mêmes dont nous nous servons sont exclus les serviteurs attachés à la personne : les domestiques » (1). Il ne faudrait pas toutefois assimiler aux serviteurs les salariés de l'agriculture qu'on a l'habitude de désigner sous le nom de domestiques de ferme. Ces travailleurs sont de véritables ouvriers agricoles. Or, les ouvriers agricoles sont incontestablement autorisés à se prévaloir

(1) Sénat. Séance du 22 janvier 1909, J. O. du 23, p. 46.

des termes de l'article 1^{er}. Cette simple affirmation ne saurait suffire. Essayons de la justifier.

En 1892 comme en 1894 le Parlement ne voulait pas étendre aux salariés de l'agriculture une disposition qui ne devait profiter qu'aux ouvriers du commerce et de l'industrie.

Interpellé par M. le député Gayraud, M. Dubief, rapporteur, répondit : « Nous entendons par le mot : ouvriers, les ouvriers de l'industrie. C'est le sens légal du mot : ouvrier. »

Revenant à la charge M. Plichon demanda à son tour : « les ouvriers agricoles sont-ils compris dans l'esprit de la commission parmi les salariés ? » Et M. Bovier-Lapierre, président de la commission, de répondre : « Non ».

En 1909 un revirement se produit. M. Julien Goujon fait très justement observer au Sénat que la loi de 1898 sur les accidents du travail n'était pas applicable aux ouvriers agricoles. Il a fallu voter une nouvelle loi, celle du 30 juin 1899, pour étendre le bénéfice de la loi de 1898 à certaines catégories d'industries agricoles. Cet exemple doit profiter. M. Maxime Lecomte, rapporteur, déclare alors que les ouvriers agricoles « sont compris évidemment dans les salariés » (1). Cette interprétation — absolument contraire à celle fournie en 1898 par la Commission de la Chambre — fut confirmée au sujet de l'article 2. Quelques mois plus tard, M. Lecomte, dans un rapport au

(1) Sénat, 22 janvier 1909, J. O. du 23, p. 46.

(2) Chambre. Séance du 6 décembre 1898, J. O. du 7, p. 2382.

Sénat, explique que la loi du 7 décembre 1909 s'appliquera aux salariés de l'agriculture, exception faite pour les articles 2 et 4 dont le bénéfice est restreint, par une disposition expresse, aux ouvriers et employés du commerce et de l'industrie (1).

Si, laissant de côté les travaux préparatoires, nous examinons le texte de la loi, nous sommes obligés de reconnaître que l'hésitation ne saurait être permise en présence des termes généraux dont le législateur a usé. Aucune exception n'étant indiquée, la loi s'applique également à tous les ouvriers et employés : à ceux du commerce et de l'industrie comme à ceux de l'agriculture.

De l'article 1^{er} dans ses rapports avec la loi du 12 janvier 1895. — Jusqu'en 1895, aucune disposition législative ne rendait insaisissables en tout ou en partie les salaires des ouvriers et des gens de service. Ce fait est d'autant plus étonnant qu'une loi déjà ancienne, puisqu'elle date du 21 Ventôse an IX, admettait l'insaisissabilité partielle des traitements des fonctionnaires publics. Il est vrai que la lacune de notre législation était heureusement comblée par la jurisprudence. Les tribunaux, en effet, estimaient que les salaires des ouvriers et employés pouvaient être considérés comme ayant un caractère alimentaire, ce qui devait entraîner une insaisissabilité au moins partielle. Mais, dans le silence complet de la loi, c'est au juge qu'il appartenait de fixer, pour

(1) Rapport de M. Maxime Lecomte au Sénat, *J. O.* du 7 janvier 1909, *Annexes*, p. 35.

chaque cas particulier, la portion qui devait échapper à la saisie. En fait, on était arrivé à une règle presque uniforme. La portion insaisissable était généralement fixée au cinquième. Cette jurisprudence cependant ne pouvait suffire. Elle pouvait changer d'un jour à l'autre. D'autre part, l'absence de disposition légale précise était une source de lenteur et de frais. La loi du 12 janvier 1895 tranche la question d'une manière définitive (1). Cette loi pose plusieurs principes :

1° Insaisissabilité du salaire gagné par les ouvriers et gens de service jusqu'à concurrence du dixième de ce salaire ;

2° Interdiction pour l'employeur d'opérer une compensation entre les sommes qui lui seraient dues pour fournitures diverses et le montant des salaires gagnés par l'ouvrier ;

3° A l'exception toutefois : *a*) des outils ou instruments nécessaires au travail ; *b*) des matières ou matériaux dont l'ouvrier a la charge ou l'usage ; *c*) des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets.

D'autre part, l'article 5 déclare que « tout patron qui fait une avance en espèces en dehors des cas prévus par le paragraphe 3 de l'article 4 ne peut se rembourser qu'au moyen de retenues successives ne dépassant pas le dixième du montant des salaires ou appointements exigibles ».

En 1898, lorsqu'on discutait à la Chambre la loi qui fait

(1) *D. P.*, 1895, 4, 13.

l'objet de cette étude, M. le député Defontaine demanda si les dispositions de la loi sur la saisie-arrêt ne seraient pas modifiées par le projet de la loi sur le paiement des salaires. M. Dubief, rapporteur, répondit : « En aucune façon... La loi que nous faisons ne déroge nullement à la loi du 12 janvier 1895. Nous nous bornons à dire que le patron sera obligé de payer en monnaie métallique ou fiduciaire, ayant cours légal, le salaire de ses ouvriers ; nous ne disons pas qu'il ne pourra pas, conformément à la loi du 12 janvier 1895, faire des avances sur les salaires pour l'achat d'outils ou pour l'usage de matériaux mis à la disposition des ouvriers, pas plus que nous ne disons que le patron perdra son droit à la saisie arrêt » (1).

Au cours de la même séance, M. Guillemin déposa un amendement qui aurait entraîné s'il avait été voté une sérieuse modification de la loi de 1895. En effet, le texte de cet amendement posait en principe que la loi de 1895 subsistait sans aucun changement. Et pourtant le logement se trouvait ajouté à l'énumération contenue à l'article 4 de ladite loi. M. Dubief s'éleva avec juste raison contre une semblable prétention : « C'est, dit-il, dans l'article 4 de la loi sur la saisie-arrêt qu'il faut ajouter le logement si vous voulez compléter les exceptions comprises dans la loi, mais ce n'est pas dans la loi que nous présentons aujourd'hui ». M. Guillemin maintint son amendement qui fut d'ailleurs repoussé par la Chambre

(1) Chambre, 1898, *J. O.* du 7 décembre, p. 2384.

comme étranger à la loi en « discussion » (1). L'honorable député avait d'ailleurs retiré de lui-même la première partie de cet amendement. En effet, tout le monde était d'accord sur la non-abrogation de la loi de 1895. On ne peut, à propos de chaque loi, insérer une disposition portant que les lois précédentes ne sont pas abrogées.

En résumé, la loi de 1909 ne modifie en rien celle de 1895 sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements qui continuera à s'appliquer dans les conditions déterminées par la jurisprudence.

Sanction au cas d'infraction à l'article 1^{er}. — Une dernière question se pose. Quelle sanction convient-il de donner à l'interdiction de payer les ouvriers en nature ?

D'après le projet de loi de M. Maxime Lecomte on devait admettre : *a*) la nullité du paiement ; — *b*) une amende de 16 à 1.000 francs qui, en cas de récidive, serait élevée de 50 à 3.000 francs. Ce projet n'ayant pas abouti, l'idée d'une sanction pénale fut momentanément abandonnée. Cela eût été un grand tort, car on ne saurait être trop sévère en cette matière et l'intention délictueuse du patron, pratiquant le Truck-System malgré la loi, est trop manifeste pour mériter l'indulgence. Regardons d'ailleurs ce qui se passe chez nos voisins. Presque tous admettent une sanction pénale. En Allemagne, le contrevenant peut être frappé d'une amende de 2.000 marks et en cas d'insolvabilité d'un emprisonnement de 6 mois. L'amende est de 20 à 200 florins en Hongrie ; de 50 à 2.000 francs en Belgique

(1) Chambre, 1898, *J. O.* du 7 décembre, p. 2385.

et s'élève en Angleterre jusqu'à 2.500 francs à la troisième contravention. Dans ce dernier pays existe depuis 1564 une loi concernant l'industrie textile qui sanctionne l'interdiction du paiement en nature par la faculté pour l'Etat d'exclure de son métier l'industriel contrevenant. Le législateur français a été très heureusement inspiré d'introduire une amende de 5 à 15 francs. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point en étudiant l'article 4 de notre loi. Qu'il nous suffise pour l'instant de savoir que l'infraction commise est qualifiée contravention et non pas délit. C'est par conséquent le juge de paix qui sera appelé à statuer. Il est également utile d'indiquer que, si le salaire n'est pas payé intégralement, l'ouvrier a seulement le droit de réclamer ce qui lui est dû. Jamais le non-paiement ne peut entraîner au profit de l'ouvrier une rupture du contrat de travail. Un récent arrêt de la Cour de cassation ne laisse aucun doute à ce sujet. La Chambre civile rendait, à la date du 11 juillet 1911, l'arrêt suivant : « Attendu que le jugement déclare qu'à supposer que L. n'eût pas payé à X et Y, le minimum de salaire spécifié au contrat, ce fait aurait pu motiver une réclamation de la part des intéressés mais n'était pas de nature à entraîner de plein droit la résolution du contrat aux torts et griefs du patron. Par ces motifs : Rejette le pourvoi... etc. » (1).

A la fin de l'article 1^{er} nous lisons les mots : « à peine de nullité ». Le législateur indique par là que le patron qui n'a pas obéi à la loi sera tenu d'effectuer un second

(1) *Bull. de l'Office du Travail*, année 1911, p. 896.

paiement. Mais alors qu'advient-il de l'enrichissement qui peut être procuré à l'ouvrier par le paiement annulé ? Deux systèmes étaient en présence : 1° le système allemand. Le paiement en nature annulé, l'ouvrier peut aussitôt réclamer un second paiement, mais les fournitures qu'il a reçues, s'il les possède encore en nature, ou, à leur défaut, l'argent qu'il en a tiré sont versées à la caisse des secours dont il est membre ; — 2° le système de la nullité pure et simple ; c'est la solution du droit commun : « qui mal paye, paye deux fois ». Si, au moment de son engagement ou après la fixation du salaire, l'ouvrier s'est imprudemment engagé à recevoir un paiement en nature, il lui suffira d'invoquer la nullité et il pourra réclamer un deuxième paiement.

Dans le silence de la loi il faut se rallier à ce second parti. « L'ouvrier doit être réputé incapable de recevoir paiement de son salaire en une autre forme que celle prescrite par la loi et, le cas échéant, traité comme tel. » Nous lui appliquerons donc le principe formulé par les articles 1241 et 1312 du Code civil, « que l'incapable doit, au cas où il demande un second paiement, faire déduction de l'enrichissement entaché d'irrégularité et en tenir compte au débiteur » (1). Peut-être l'assimilation d'un ouvrier à un incapable est-elle un peu forcée ? Mais peu importe. Le principe formulé par les articles 1241 et 1312 est d'ordre trop général pour qu'il puisse y avoir doute sur son application en droit français.

(1) Cabonat, *loc. cit.*, p. 245.

LE TRUCK-SYSTEM A L'ETRANGER

Angleterre. — L'Angleterre fut la patrie d'origine du Truck. Rien d'étonnant alors à ce que nous trouvions de bonne heure une loi cherchant à remédier à des abus dont une partie notable des ouvriers avait à souffrir. Une des premières lois qui mérite d'être citée s'efforce de régler le paiement des salaires dans l'industrie drapière. Elle oblige les patrons à payer les ouvriers en argent. Beaucoup d'autres dispositions législatives vont éclore, toutes aspirant au même but. Le 15 octobre 1831 un act vint refondre la législation antérieure et posa nettement deux principes :

1^o Le salaire doit être fixé en monnaie ayant cours légal ; 2^o toute clause obligeant l'ouvrier à dépenser ledit salaire dans un établissement tenu par le patron ou son représentant est nulle. Ce n'est pas tout ! La règle une fois posée il faut prévoir les sanctions destinées à assurer son exécution. Elles consistent d'abord dans la faculté pour l'ouvrier de réclamer un second paiement au cas où le premier aurait été fait au mépris des dispositions légales

sans qu'il puisse être fait sur le nouveau salaire ainsi demandé aucune imputation de la valeur des marchandises fournies. De plus, le patron se voit refuser toute action en justice pour obtenir le paiement de marchandises fournies ou vendues dans une boutique lui appartenant ou dont les bénéfices lui sont attribués pour partie. Enfin la loi édicte contre le patron contrevenant des amendes de quotité variable, aggravées en cas de récidive : 5 à 10 livres à la première infraction, 10 à 20 à la seconde, 100 au maximum. La question semblait ainsi définitivement tranchée. Malheureusement, il n'en fut rien. Des enquêtes auxquelles on se livra en 1842, en 1854, en 1870 démontrèrent que les abus persistaient. En 1870, notamment, il y avait encore 147.000 ouvriers employés chez des patrons pratiquant le Truck-System (1). D'où pouvait venir la raison de cet insuccès. Une nouvelle commission d'enquête fut désignée. Elle eut le mérite de découvrir avec les causes de l'inefficacité de la loi les moyens d'y remédier : 1° les pénalités sont trop faibles ; souvent elles se trouvent inférieures aux bénéfices réalisés par le patron. Il faudrait les augmenter. — 2° Les frais de poursuite sont trop élevés : il faudrait organiser la poursuite d'office. — 3° Le patron continue à vendre au moyen d'intermédiaires ; les membres de la commission d'enquête se déclarent impuissants à trouver un remède à cet abus. — 4° Un patron qui possède toute la terre aux environs de son usine n'a qu'à s'opposer à l'établissement de boutiques particulières

(1) Morisseaux, *loc. cit.*, p. 170.

sur ses terres ; il aura la clientèle de ses ouvriers sans exercer aucune pression visible. C'est là un procédé qui n'est guère qu'à la disposition des landlords anglais. — 5° Tout ouvrier qui témoigne est mis à l'index et ne trouve plus de place. Pour empêcher cette pratique il faudrait soumettre les fabriques à l'inspection du travail (1). C'est ce que comprirent immédiatement les « anti truck associations ». Ces groupements, composés d'industriels qui, obéissant à la loi, avaient à se plaindre de la concurrence des contrevenants, luttèrent vigoureusement ainsi que les « Trade Unions ». Devenues puissantes, les Trade Unions n'hésitèrent pas à engager les ouvriers renvoyés par les patrons qui n'observaient pas la loi. Les ouvriers, certains de ne pas demeurer sans emploi, dénoncèrent avec plus de facilité les abus commis. Grâce à des efforts incessants on réussit à arracher un nouvel acte législatif du 16 septembre 1887 qui organise l'inspection du travail. Les nouveaux fonctionnaires sont chargés de veiller dans les manufactures et dans les mines à l'exécution de ces deux lois. La dernière contient en outre une prescription que l'on s'étonne de ne pas avoir rencontrée dans la loi de 1831 : « le juge de paix, exerçant la même profession que le patron poursuivi, ne pourra connaître de l'affaire » (art. 15). Pour fortifier ce contrôle déjà efficace, une loi a

(1) Conclusions de la Commission anglaise instituée en 1870, pour faire une enquête sur l'exécution de la loi de 1831. Annexe du Rapport de M. Morisseaux.

été votée le 14 août 1896 (1). Elle forme un tout avec les lois de 1831 et de 1887.

Il convient également de citer deux lois qui nous renseignent sur l'histoire économique de ce pays. En 1756 une loi vint défendre le paiement en chèques ou en billets de banque. L'usage n'en était probablement pas encore très connu. En 1818 cette mesure fut rapportée.

Belgique. — La Belgique est, avec l'Angleterre, le pays où le Truck s'est fait le plus rapidement et le plus vivement sentir. En 1886 une enquête nous a révélé l'existence de faits à peu près analogues à ceux que nous a fait connaître l'enquête anglaise. On a signalé le cas d'un ouvrier, qui, gagnant 6 francs par jour, touchait 4,25 en marchandises (2). De bonne heure le Truck-System a été l'objet de mesures prohibitives. Dès la fin du xiii^e siècle nous trouvons un document qui nous intéresse. Il s'agit d'un ban du comte de Flandre et des échevins d'Ypres, en 1280. La portée en est assez générale puisqu'il fixe en même temps la nature et l'époque du paiement. Tous les quinze jours les drapiers doivent payer les tondeurs et ceux-ci leurs valets sans que l'on puisse donner ni recevoir en paiement des vivres ou menues denrées. La sanction consiste dans une amende de 60 sols qui est prononcée dans les deux cas. Ce qui nous paraît curieux, c'est que la victime se trouve exposée à être frappée ; on

(1) *Revue Politique et Parlementaire*, tome IV, p. 355.

(2) *Enquête belge, Déposition Louis Vollon*, vol. II, section D, p. 9.

espérait sans doute que ce serait là un moyen pour l'obliger à se plaindre. Hangast reproduit cette disposition. Toutefois, il nous faut signaler en sens contraire certains statuts de 1393 des tisserands de Vilovorde qui déclarent licite le paiement en nature et le réglementent. C'est le seul cas de ce genre. Si nous consultons le recueil des ordonnances de la principauté de Liège nous verrons vite que le Truck ne cesse de s'y faire sentir. Nombreux pourtant sont les édits qui réglementent la question. C'est d'abord une ordonnance du 30 juillet 1733 de Georges Louis (1), bientôt suivie d'un édit de Louis de Berghé qui défend sous peine d'une amende de dix florins d'or de payer le salaire en nature (1739). Vient ensuite un édit de 1845 que Jean Théodore de Bavière rendit pour interdire les contrats stipulant les paiements en marchandises. Par la même occasion il réglemente la périodicité des jours de paye et prescrit des poursuites d'office. L'édit de Jean Théodore en 1750 promet l'impunité aux patrons coupables qui en auraient dénoncé d'autres. On frappe en 1759 les contremaîtres et employés des mêmes peines que le patron ; on prive à jamais les coupables du droit de bourgeoisie et on punit comme complices les officiers de police qui, ayant connu le fait délictueux, ne l'ont pas poursuivi. Ainsi nombreuses sont les dispositions prises pour arrêter les ravages du Truck et cependant il nous faut traverser toute la fin du xviii^e siècle et presque tout le xix^e pour rencontrer une loi

(1) Recueil des ordonnances de la Principauté de Liège.
Carcassonne

générale. Cela provient probablement de ce que la situation politique empêchait l'élaboration d'une semblable mesure.

Enfin le 16 août 1887 une grande loi est votée, en ce qui nous concerne l'article 1^{er} porte : « Les salaires des ouvriers doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal ». Et il ajoute : « Tout paiement effectué dans une autre forme est nul et non avenue ». Cette loi de 1887 a d'ailleurs été complétée par une loi du 11 avril 1896 dont l'honneur revient à M. Nyssens, alors ministre. Le principal inconvénient de la précédente loi était de n'avoir pas prévu par quels moyens on pourrait surveiller les patrons. En un mot il restait à organiser l'Inspection du Travail, complément indispensable de toute législation ouvrière. Ce fut l'œuvre de la loi de 1896. Les délégués du gouvernement à l'Inspection du Travail sont chargés de veiller à l'exécution de la loi de 1887. Ils ont à cet effet libre entrée dans les locaux affectés au paiement des salaires. Les chefs d'industrie, patrons, gérants et préposés sont tenus de produire les états de paiement toutes les fois qu'ils en sont requis. Ils doivent aussi fournir tous les renseignements que les agents précités leur demanderont pour s'assurer de l'exécution de la loi. Si les agents constatent une infraction ils dressent procès-verbal et en communiquent une copie au contrevenant dans les 48 heures. Passé ce délai le procès-verbal est frappé de nullité. La force probante attachée aux procès-verbaux n'est pas exagérée.

Emanant d'agents de l'autorité, ils auraient pu faire foi jusqu'à inscription de faux ; le législateur en a décidé autrement et les procès-verbaux sont susceptibles d'être combattus par la preuve contraire. Les patrons, chefs d'industrie, gérants et préposés qui seraient tentés de faire obstacle à la surveillance ainsi organisée sont avertis qu'ils encourent une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice des poursuites qui peuvent résulter de l'application des articles 269 et 274 du Code pénal. La peine est doublée si le patron récidive dans l'année. En résumé — et pour terminer cette étude ou plutôt cette esquisse des législations anglaise et belge, — il nous est permis de dire que nos voisins ont très bien compris le rôle capital que l'Inspection du Travail était appelée à jouer dans l'exécution des lois ouvrières ; nous ne pouvons que nous féliciter d'avoir suivi leur exemple et nous réserverons à cette partie importante de la loi de 1909 une étude plus approfondie.

Allemagne. — La première grande loi anglaise contre le Truck date de 1831 ; en Allemagne ce n'est que 60 ans plus tard que le pouvoir législatif prend des dispositions sérieuses pour assurer aux ouvriers le paiement de leurs salaires. Ce n'est pas à dire que jusque-là la loi allemande soit restée muette à cet égard. On pourrait citer pas mal de mesures prises contre le Truck ; en 1891 le législateur a trouvé ces lois insuffisantes et il les a modifiées.

L'article 115 de cette dernière loi oblige le patron à

calculer et a payer comptant les salaires des ouvriers en espèces monétaires de l'Empire. Cette obligation a été étendue même à certains industriels de l'Alsace-Lorraine qui avaient conservé l'usage de faire leur compte en monnaie française. Pour empêcher le patron de tourner la loi, il lui est interdit de porter des marchandises au débit de l'ouvrier. Mais il convient ici de ne pas exagérer la défense qui, si elle était absolue, ferait obstacle aux arrangements qui ont pour but de fournir aux ouvriers des objets de consommation à bas prix ou des matières premières pour le travail ; ce serait alors agir contre l'intérêt bien entendu de l'ouvrier. C'est pourquoi il est permis de fournir aux ouvriers moyennant déduction au moment du paiement des salaires : des vivres au prix coûtant (1), l'habitation et l'usage d'une terre au prix des loyers et fermages usuels dans la localité, le chauffage, les médicaments et les soins médicaux ainsi que les outils et matières premières nécessaires aux travaux qui leur sont confiés au prix coûtant moyen. A part ces exceptions limitativement indiquées par la loi, il est interdit au patron de payer autrement qu'en espèces. De cette obligation résulte la nullité des paiements qui auraient été faits autrement ; l'ouvrier conserve le droit d'exiger un paiement régulier sans que l'on ait à compter les objets qui lui ont été remis aux lieu et place du numéraire. Toutefois il convient de ne pas permettre un enrichissement

(1) Comprend les frais de transport, mais non les pertes possibles par suite d'avaries.

injustifié de l'ouvrier qui pourrait céder à la tentation de se livrer à une spéculation malhonnête. Aussi est-il obligé de verser les objets qu'il a reçus indûment à la Caisse de secours à laquelle il appartient ou à une caisse de la localité instituée en faveur des ouvriers et désignée par l'autorité communale. Si aucune de ces caisses n'existe le versement se fera dans la caisse des pauvres (art. 116). L'article 117 déclare que la loi est impérative, c'est-à-dire qu'il n'est pas permis aux particuliers d'y déroger par une convention. Sera donc nul tout contrat stipulant le paiement des salaires dans un mode autre que celui prévu par la loi. Le même article prononce la nullité des conventions qui pourraient amener l'ouvrier à s'approvisionner dans des lieux de vente déterminés ou à employer son salaire dans un but autre que la participation à des institutions philanthropiques.

Il était une dernière fraude à prévoir : le patron pourrait se substituer des « hommes de paille » qui tiendraient en son lieu et place le magasin où les ouvriers seraient tenus de venir. Aussi la loi assimile-t-elle aux patrons les membres de leur famille, leurs aides, mandataires, gérants, surveillants et contremaîtres (art. 119). Le même article étend aux ouvriers qui travaillent en dehors de l'établissement du patron pour le compte de celui-ci la même protection que ceux qui travaillent dans l'établissement alors même qu'ils fournissent les matières premières et les accessoires.

Malgré les modifications notables que la loi du 1^{er} juin

1891 y a introduites la législation allemande est moins complète que les lois anglaise et belge de 1887 concernant les salaires. D'où cela provient-il ? Probablement de ce fait que l'ouvrier se trouve vis-à-vis de son patron dans un état de dépendance par suite d'avances faites ou de marchandises fournies. L'ouvrier une fois débiteur de son patron cherche à payer sa dette lorsqu'il touche sa rémunération, mais en général il ne peut se libérer complètement si, par un habile calcul, l'industriel veut le tenir à sa merci.

Russie. — L'article 1359 du Code pénal interdit le paiement en nature, mais des abus criants continuèrent à se produire. Il fallut prendre de nouvelles mesures. M. George Dubreuil explique dans la Situation des ouvriers en Russie « que l'imposition d'amendes allant jusqu'à 40 0/0 du salaire et le paiement des ouvriers en marchandises, par lequel l'entrepreneur profitait de plus de 40 0/0 sur le prix du marché des articles de consommation ont enfin donné lieu comme partout ailleurs à la récente législation ouvrière » (1). A la suite de troubles violents la loi du 3 juin 1886 vint renouveler l'interdiction et fut sévèrement appliquée. Une forme particulière du Truck, forme que nous ne connaissons pas encore, a été relevée en Russie. C'est le procédé qui consiste à payer le salaire en coupons de valeurs mobilières. Lorsque les coupons n'étaient pas échus — et c'était le cas le plus fréquent — il fallait certainement payer un escompte

(1) *Revue d'Economie Politique*, 1892, p. 1318.

assez élevé pour pouvoir les encaisser. Même en prenant le cas le plus favorable, en supposant que les coupons soient échus ils devaient avoir à subir une diminution du chef des impôts. En tout cas il devait être d'une difficulté extrême pour les ouvriers, surtout dans un pays comme la Russie, de s'en procurer le paiement à moins de charger de ce soin le patron qui ne s'en acquittera probablement pas d'une manière gratuite. Pour remédier à ces abus une loi du 10 juin 1883 a interdit le paiement en coupons échus ou non échus. Cette disposition a été ensuite insérée dans l'article 14 de la loi de 1886 dont nous avons parlé.

Suisse. — En Suisse une spéculation ingénieuse a été démasquée par les Inspecteurs du Travail, qui ont signalé à diverses reprises l'usage délictueux de la monnaie allemande. Les industriels qui s'en servaient, avaient leur principal débouché ou leurs principaux établissements en Allemagne ; ils payaient leurs ouvriers en monnaie allemande ; ceux-ci avaient à supporter le change. Dans certains cas, les patrons consentaient à reprendre cette monnaie en échange de marchandises par eux fournies. Nous retombons alors dans le Truck (1). C'est pourquoi la loi fédérale du 23 mars 1877 déclare que les fabricants sont tenus de payer leurs ouvriers au comptant en monnaie ayant cours légal sous peine d'une amende de 5 à 500 fr. ;

(1) Rapport des Inspecteurs Fédéraux, 1892-93, p. 183 ; 1884-85, p. 32.

si le patron récidive il est susceptible d'être frappé indépendamment de l'amende d'un emprisonnement qui peut s'élever jusqu'à trois mois (art. 19). Le Conseil fédéral a déclaré inutile une disposition tendant à demander la nullité de tout paiement en marchandises. Ces mesures n'ont pas paru suffisantes à certains cantons où des abus particulièrement criants ont dû se produire. Le canton de Neuchâtel frappe le patron coupable d'une amende qui peut aller jusqu'à 2.000 francs avec, pour le cas de récidive, la possibilité d'un emprisonnement dont la durée maxima est de trois mois. D'autre part, le canton d'Unterwald a été obligé d'insérer dans sa loi du 24 avril 1887 la disposition suivante : « Les surveillants et entrepreneurs à forfait dans les entreprises publiques ne peuvent se faire marchands des objets nécessaires aux ouvriers sans une permission du Conseil du Gouvernement. Cette défense s'applique aux membres de leur famille. » Pourquoi une telle décision a-t-elle été prise et qu'est-ce qui peut la justifier ? C'est qu'on se trouve dans un pays de montagnes où les communications sont difficiles. Il faut donc permettre aux ouvriers de trouver aisément des provisions à proximité du lieu de leur travail. L'autorisation du Gouvernement était tout ce qu'on pouvait exiger comme mesure de précaution.

Italie. — Bien que le Truck-System ne sévisse pas en Italie d'une manière constante, on peut affirmer que les ouvriers ont eu quelquefois à en souffrir. Nous n'avons

qu'à nous reporter au très intéressant rapport que le marquis de San-Guiliano fit à la Chambre des députés. Ce rapport établit que dans une période de dix-huit ans (de 1860 à 1878) il y eut au moins cinq grèves qui ont eu pour cause des soupçons de fraude dans l'établissement de la rémunération en nature ou d'abus dans les fournitures de subsistances. C'est particulièrement dans les mines de soufre de la Sicile que les abus se sont fait sentir. Il a été prouvé que dans certaines localités on délivrait aux ouvriers pour le paiement de leurs salaires des bons qu'ils devaient échanger chez certains individus moyennant un escompte de 5 0/0. Cette petite opération constituait, disait-on, une avance aux ouvriers jusqu'au moment de la liquidation de la paye.

Dans la province de Caltanissetta tous les exploitants de soufrières forçaient leurs contremaitres à acheter à un prix excessif des marchandises de qualité inférieure et, si à ce premier bénéfice illégal on ajoute celui que les contremaitres ne manquaient pas de prélever en revendant eux-mêmes ces marchandises à leurs ouvriers, on comprend que ceux-ci aient eu à supporter un dommage considérable. La législation italienne n'a pas encore établi de sanctions contre le Truck-System. Il convient pourtant de signaler un projet de loi déposé en 1893 par le ministre du Commerce qui voulait rendre légalement obligatoire le paiement des salaires en argent. Il était surtout question des soufrières de Sicile ; l'absence de monnaie divisionnaire dans les campagnes interdisait au projet de

s'étendre aux ouvriers agricoles. En 1897 un autre projet de loi sur le Truck-System fut présenté au Parlement Italien ; mais ce projet a deux défauts : il a le tort de limiter la loi nouvelle à quelques industries au lieu de l'étendre à toutes ; et de plus (mais ceci vise une autre partie de notre étude) il n'impose pas l'obligation de payer les salaires à date fixe.

En *Autriche* le Truck est resté longtemps inconnu ; il n'y a jamais entraîné de désordres graves. Au dire de M. Demangeat (1) aucun abus ne serait à signaler. Pourtant une loi du 8 mars 1885 prohibe les paiements en nature.

En *Hongrie* la loi du 22 mars 1884 imite l'Allemagne.

En *Norvège* le Truck est atteint par les lois du 14 juillet 1842 et du 27 juin 1892.

Pour le *Luxembourg* il convient de citer la loi d'août 1895, qui a ordonné le paiement en argent.

(1) Demangeat, Lois Industrielles de l'Autriche, *Thèse*, Paris, 1891.

ECONOMATS

Avant de clore le chapitre relatif au Truck-System il est intéressant de nous arrêter à une question qui, sans se confondre avec celle que nous venons de traiter, s'en rapproche parfois au point de provoquer des abus à peu près équivalents. Nous venons de voir que le paiement en nature est interdit par la loi française et par la plupart des législations étrangères. Le Truck-System se trouve ainsi aboli. Mais cette prohibition ne suffit pas à supprimer toute difficulté. Il reste à savoir si l'on peut accorder au patron le droit d'acheter en gros certaines marchandises qu'il détaillera ensuite à ses ouvriers dans des magasins spéciaux appelés économats. Ce procédé est, sous certaines conditions, autorisé chez presque tous nos voisins. En France il est interdit. Une loi du 25 mars 1910 supprime en effet tous les économats annexés aux établissements industriels. Quelles sont les raisons qui ont justifié cette mesure et comment le Parlement a-t-il été appelé à légiférer sur ce point? C'est ce que nous allons essayer d'exposer.

Les économats sont des magasins dus à l'initiative du patron et qui fonctionnent sous la surveillance de ce dernier ou d'une personne qui dépend de lui. Les ouvriers y trouvent des aliments et en général certaines fournitures, principalement des objets d'habillement. Les économats ont été tout d'abord établis, soit dans des régions peu habitées, soit dans des lieux isolés où une industrie se créait. Mais ils n'ont pas tardé à s'étendre et à se développer dans des centres importants. Une enquête, à laquelle il a été procédé en 1909 par les soins de l'Office du Travail, nous fournit de très utiles renseignements sur la répartition à cette époque des économats par industrie et par région.

Le nombre des mines françaises qui possèdent des économats est très restreint. La raison en est donnée par le Comité Central des Houillères de France : « D'une part l'ampleur et la stabilité des exploitations ont entraîné en général la formation d'agglomérations importantes, en état de faire vivre un nombre suffisant de commerçants locaux. D'autre part, lorsque le personnel ouvrier a offert les qualités nécessaires d'aptitude administrative et de confiance mutuelle, les compagnies ont poussé à la constitution de coopératives auxquelles elles ont fourni le local gratuitement ou à prix nominal, fait des avances de fonds, etc. Il en est ainsi dans la plupart des exploitations du Nord et du Pas-de-Calais. C'est seulement dans les régions où ces conditions ne se présentent pas (bassin du Gard, du Rhône, de la Haute-Saône) que les économats ont été cons-

titués ou conservés. Tel est l'économat qui fonctionne aux mines de la Grande Combe (Gard) où 3.000 ouvriers environ se fournissent à six magasins de vente. »

Dans la métallurgie les économats sont assez nombreux, principalement dans les centres industriels dont le développement a été récent et rapide, dans le Nord et les Ardennes par exemple.

Il en est de même pour l'industrie textile où beaucoup d'économats ont été signalés, notamment dans la région des Vosges. Cependant, d'après l'Union des Syndicats patronaux de l'industrie textile, le nombre de ces économats a diminué, même dans les établissements isolés des grands centres industriels. D'après le Syndicat cotonnier de l'Est ces économats tendraient même à disparaître complètement. « Nos industriels sous ce rapport agissent un peu comme les promoteurs de la loi ; ces derniers, devant les inconvénients signalés, trouvent plus simple de supprimer ces organisations. » Malheureusement, le syndicat des ouvriers textiles de Granges et d'Aumontzey constate que beaucoup de ces économats se sont transformés en sociétés coopératives de consommation, coopératives qui ne seraient que des économats déguisés, les employeurs conservant une part importante dans l'administration de ces sociétés.

En ce qui concerne les verreries, particulièrement nombreuses dans la Seine-Inférieure, l'enquête indique que plusieurs économats auraient été supprimés dans ces dernières années, entre autres ceux de Retonval, de Blangy,

de Feuquières. Ces suppressions seraient dues, d'après la Fédération des travailleurs du verre, à l'influence syndicale. Dans l'Orne des économats sont attachés aux verreries de Saint-Evrault et de Tourouvre.

On peut également signaler les économats comme assez fréquents chez les carriers et tailleurs de pierre. Plusieurs établissements de ce genre sont constatés dans l'Isère (à Crept), dans la Côte-d'Or (Comblanchien) et dans la Meuse (près de Commercy) (1).

L'enquête faite par l'Office du Travail démontre donc qu'en 1909 les économats étaient encore assez répandus en France.

Quels avantages présentaient-ils ? La situation des ouvriers se trouvait améliorée pour deux raisons. D'abord les économats vendent en général à des prix relativement modérés des marchandises de bonne qualité : l'ouvrier trouvera donc dans ces acquisitions un double avantage qui se traduit en réalité par une véritable augmentation des salaires réels. D'autre part, les économats permettent à la famille de l'ouvrier de vivre quelle que soit l'imprévoyance de celui qui est chargé d'assurer son existence. Ils fonctionnent en effet de la manière suivante : ou bien on délivre chaque jour à l'ouvrier un certain nombre de bons qui seront ensuite échangés contre des fournitures ; ou bien on inscrit sur un carnet les achats faits par la ménagère ; au moment de la paye, on calcule le prix des marchandises parfois quotidiennement fournies. Le total

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, année 1909, p. 1191.

viendra en déduction du salaire dû à l'ouvrier. Cette facilité permet à la femme de ne pas attendre avec anxiété l'heure où son mari touche sa paye pour régler le montant des achats de la quinzaine. Elle ne craindra plus autant de voir son mari, après une soirée trop prolongée, rapporter une paye en partie dissipée. En réalité la portion du salaire nécessaire aux besoins de la famille se trouve pour ainsi dire immobilisée et soustraite à la dissipation de son chef. Ce dernier aura beau accumuler les vices, être joueur, buveur ou débauché, il ne pourra jamais dépenser que le supplément de son salaire : la subsistance de sa famille sera assurée.

Malheureusement, les économats présentent à côté de ces avantages de sérieux inconvénients. Le patron, oubliant le but philanthropique qu'il se proposait au début, s'efforce bientôt de chercher dans la nouvelle institution une source de revenus véritablement illicites. Nous retombons alors dans le Truck-System le plus odieux. Voici parmi les faits que nous pourrions citer un exemple des plus instructifs : « Il y a beaucoup d'industriels dans l'Est qui se font de 30.000 à 40.000 francs de rente en vendant du mauvais lard à leurs ouvriers ; entre autres une aciérie dont l'économat fait de 40.000 à 45.000 francs de bénéfices par an (1). »

La première critique que l'on peut adresser à l'écono-

(1) Discours de M. Doumer dans la discussion du projet de loi sur les Sociétés Coopératives. Ch. Dép., 7 mai 1894, p. 723, col. 3.

mat provient de sa nature même. Toute vente à crédit comporte en effet certains aléas. Le vendeur courant le risque de ne pas être payé à l'échéance, il en résulte un renchérissement des objets vendus : les bons payeurs payent pour les mauvais. Or, pour le patron, il n'y a pas de mauvais payeurs : la retenue sur les salaires est la meilleure garantie qui puisse lui être donnée. Pour remédier à cet abus, beaucoup de législations étrangères prescrivent aux économats la vente au prix de revient et non au prix du commerce.

Le deuxième inconvénient de l'économat résulte de ce que les ouvriers ne sont pas libres de ne pas s'y fournir. En principe nous nous trouvons en présence d'un magasin ordinaire où nul n'est tenu de s'approvisionner. Ce magasin n'a pas de clientèle spéciale et l'ouvrier peut prendre où bon lui semble les fournitures qui lui sont nécessaires. En réalité il n'en est pas ainsi. Il suffit pour s'en convaincre de lire quelques-unes des réponses faites à ce sujet par les organisations ouvrières aux questions qui leur étaient posées par l'Office du Travail. Les ouvriers métallurgistes de Monthermé Laval Dieu s'expriment ainsi : « Il n'existe pas de pression sur les ouvriers qui sont ici bien organisés, mais néanmoins le patron et ses préposés savent accorder des faveurs à ceux qui se fournissent de vivres à l'économat et de plus l'embauchage est plus facile pour ces derniers que pour les travailleurs qui se fournissent dans les coopératives et chez les autres commerçants. »

Plusieurs réponses signalent que les ouvriers ne se fournissant pas aux économats reçoivent un travail moins avantageux. « Le directeur de l'usine, disent les ouvriers textiles de Saint-Dié, est gérant de l'économat ; étant chargé de la distribution du travail, il se fait que l'ouvrier qui ne s'approvisionne pas à l'économat reçoit plutôt le mauvais travail. » Et les tisseurs d'Avesnes-les-Aubert ajoutent : « Dans certaines maisons, quand l'ouvrier rapporte le travail terminé, il doit passer au magasin d'épicerie ou autre pour y toucher sa façon ; c'est là que s'exerce la pression ; s'il a acheté pendant la durée du travail, on lui retient la totalité de son compte. S'il n'a pas acheté assez on lui donne à faire les articles les moins avantageux. »

A Maubeuge, le Syndicat des métallurgistes et les ouvriers mécaniciens affirment qu'une pression existe et qu'elle est considérable. D'après les ouvriers verriers de Roménil on en arrive à menacer les ouvriers de renvoi s'ils ne s'approvisionnent pas à la cantine.

De leur côté les ouvriers carriers de Comblanchien disent que « la pression est généralement et directement exercée, notamment dans les chantiers mêmes où les patrons vendent à des prix très élevés du vin ou autre boisson, ce qui constitue un entraînement à la dépense et vers l'alcoolisme » (1).

Forts de ces constatations, les ouvriers s'écrient : nous n'avons qu'une liberté nominale ; si nos femmes ne se

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, année 1909, p. 1195.

rendent pas à l'économat, c'est nous qui en supporterons les conséquences; on montrera beaucoup plus de sévérité à notre égard. A la première peccadille on nous mettra à l'amende; à la plus petite faute on nous renverra. Ainsi l'économat constitue un véritable monopole de fait et la liberté que nous avons de nous fournir ailleurs est une liberté purement fictive.

Si, d'autre part, l'ouvrier use trop facilement de l'économat nous versons d'un péril dans un autre. L'achat à crédit devient vite plus séduisant que l'achat au comptant. Nous nous trouvons dès lors en présence de ce que nous pourrions appeler un inconvénient psychologique. Il faut tenir compte de l'imprévoyance de l'ouvrier qui, n'ayant pas à payer en argent, achète au delà de ses besoins. Il ne se contente pas du nécessaire et en arrive rapidement au superflu. L'expérience nous apprend que le principal effet de la vente à crédit est de pousser à la consommation. « La vente à crédit est un entraînement à la dépense; l'ouvrier se trouve obligé de se servir à l'économat, n'ayant jamais d'argent pour se servir ailleurs (1). » (Ouvriers carriers de Comblanchien). Que se passe-t-il en effet? L'ouvrier achète beaucoup à l'économat; ses dépenses montent à un total élevé. Au moment de la paye il ne touchera qu'une petite somme d'argent. Il éprouvera un vif mécontentement qui risque de devenir une cause de conflit. Une des principales raisons de la grève de Decazeville, en 1886, a été que souvent les ouvriers ne touchaient

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, année 1909, p. 1198.

que six, huit ou dix francs par paye ; dans un certain nombre de cas le crédit n'est ouvert à l'ouvrier que jusqu'à concurrence du salaire qu'il devra toucher à la fin de la période de travail. Mais il arrive que le crédit soit supérieur au montant du gain provenant des salaires : « La vente à crédit incite l'ouvrier à dépenser ; on a vu des ouvriers redevoir plus de 200 francs au patron » (ouvriers carriers de Trept). — « La vente se fait à crédit ; même on donne plus que l'ouvrier ne gagne ; de ce fait on reste quelquefois 3 ou 4 mois sans toucher d'argent ». (Métallurgistes de Fumay). L'ouvrier est alors conduit aux pires expédients. Quand il n'a plus d'argent, il se rend à l'économat, et achète un objet quelconque dont le prix sera retenu sur sa prochaine paye. Il cherche à se débarrasser immédiatement de l'objet qu'il s'est procuré et, bien entendu, cette opération se termine toujours par une perte plus ou moins sérieuse. Voici, à l'appui de ce que nous avançons, quelques paroles prononcées par M. Lamendin dans une séance du Conseil supérieur du Travail : « Il y a des exploitations où l'on ne donne que des bons et, quand on en a remis un certain nombre à l'ouvrier, s'il les a épuisés et qu'il lui reste deux ou trois jours avant d'en toucher d'autres, on ne lui donne pas d'argent... Nous avons été témoins de faits révoltants ; nous avons vu des ouvriers, afin de se procurer du tabac, vendre 30 centimes ou 40 centimes un pain qu'ils avaient payé à l'économat 80 ou 90 centimes » (1).

(1) Conseil Supérieur du Travail, 1^{re} session, p. 83.

On peut lutter contre ces inconvénients en fixant un maximum aux achats. Certaines Compagnies de Chemin de fer ont adopté ce système et s'en trouvent encore fort bien. La Compagnie d'Orléans limite aux $\frac{2}{5}$ du traitement le montant des livraisons et la Compagnie de l'Ouest au $\frac{1}{3}$.

Bien entendu, le montant des achats faits par l'ouvrier à l'économet est retenu sur les salaires. « Nous avons un carnet sur lequel est inscrit le travail que nous rendons, un autre pour les produits ou l'argent que nous prenons » (Ouvriers trépointeurs de Lamanère, Pyrénées-Orientales). Et les ouvriers tisseurs d'Avesnes-les-Aubert ajoutent qu'il est à craindre que des erreurs se produisent sur les livrets : « Une maison vend à crédit à des ourleuses de mouchoirs. Elle inscrit leur doit et avoir sur un même livret et au moment du règlement des comptes il est impossible de voir clair dans les écritures (1) ».

Tous ces inconvénients en produisent un quatrième, plus grave encore que ceux que nous venons d'énumérer. L'ouvrier est attaché à l'usine. Veut-il quitter l'atelier ? On retient toutes les sommes dont il est débiteur envers l'économet ; on verse le reliquat entre ses mains. L'argent qu'on lui donne alors ne suffit généralement pas à payer ses frais de déplacement : « Non seulement les ouvriers ne touchent jamais d'argent, mais ils redoivent constamment, et sont ainsi enchaînés au comptoir patronal » (Fédération des travailleurs du verre). L'indépendance de l'ouvrier.

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, année 1909.

est donc gravement atteinte : « L'économat, disait M. Jules Guesde, est à la fois un instrument de servitude, car il supprime la liberté ouvrière, et un instrument de famine, car il permet un contrôle sur la consommation ouvrière » (1).

En présence de semblables inconvénients quelle devait être l'attitude du législateur ? Deux partis s'offraient : supprimer les économats ou réglementer leur fonctionnement. Le Parlement s'est rallié au premier système après de nombreuses discussions et beaucoup de travaux préparatoires.

Dès 1890 M. Maxime Lecomte déposait à la Chambre une proposition de loi sur le paiement des salaires ; dans ce projet, dont il a déjà été parlé, l'honorable député étudiait la question des économats et s'efforçait de remédier à leurs inconvénients par une réglementation sévère. Vente au prix de revient ou répartition des bénéfices entre les ouvriers au prorata du compte qu'ils ont à l'économat. De plus nomination par les ouvriers de trois délégués chargés de veiller à l'accomplissement de la première condition et qui pouvaient demander la publication dans un journal des comptes et du bilan de l'économat. Sans insister sur cette proposition, nous ferons remarquer que le principe de la surveillance par une délégation ouvrière aurait risqué de devenir une source de conflits. De plus, la vente au prix de revient aurait soulevé chez les commerçants de vives protestations.

(1) Jules Guesde, Chambre des députés, séance du 7 mars 1894.

Le Conseil supérieur du Travail, appelé à donner son avis, examina la question dans sa session du mois de février 1891. Voici comment M. Jules Simon s'exprimait à ce sujet : « On ne doit pas se dissimuler que l'économat peut être une branche d'industrie ajoutée par le patron à son industrie principale, c'est-à-dire qu'il peut avoir fondé un économat pour, en tant que marchand, en retirer des bénéfices qu'il ajoutera à ceux qu'il réalise comme industriel. Nous ne pouvons pas empêcher les ouvriers de nourrir quelque suspicion contre ces établissements, même quand ils sont bien gérés, et c'est là un inconvénient assez sérieux. Par conséquent nous n'avons pas voulu faire d'exception en faveur des économats... Le principe qui nous a guidés est celui-ci : faire rentrer les économats sous le régime du droit commun et ne pas leur accorder un régime exceptionnel (1). »

En 1907 la Chambre des députés fut saisie d'une proposition de loi ayant pour but de supprimer les économats et d'interdire aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de toutes sortes (2).

Cette proposition, adoptée par la Chambre le 6 juin, fut transmise au Sénat qui la renvoya à l'examen d'une commission. La commission désira connaître l'avis des principaux syndicats patronaux et ouvriers intéressés. Dans ce but l'Office du Travail procéda dès la fin du mois de

(1) *Conseil Supérieur du Travail*, 1^{re} session, pp. 81, 82.

(2) *Bulletin de l'Office du Travail*, année 1907, p. 716.

septembre 1907 à deux enquêtes, l'une portant sur les éconômats annexés aux établissements industriels de toute nature, l'autre visant exclusivement les éconômats des grandes Compagnies de chemin de fer.

L'enquête sur les éconômats annexés aux établissements industriels a donné des résultats significatifs. Les 38 syndicats ouvriers qui ont répondu à la question : « Votre organisation est-elle partisan de la suppression des éconômats ? » ont tous répondu affirmativement.

D'après eux, il n'est pas possible de faire disparaître les inconvénients des éconômats sans les supprimer. Voici d'ailleurs quelques-unes des réponses faites à ce sujet : « Sans la suppression nous craignons que les tenants ne tournent la loi » (ouvriers textiles de Remiremont). « Il faut supprimer également les éconômats déguisés, car ils sont encore plus dangereux que les autres » (ouvriers textiles de Granges et d'Aumontzey). « On ne peut éviter d'une manière absolument certaine les inconvénients possibles des éconômats. Donc nous sommes absolument d'avis qu'on doit les supprimer partout » (Verriers de Lagnelet) (1).

Tel ne fut pas l'avis des organisations patronales qui, pour la plupart, estimèrent qu'il était possible de faire disparaître les inconvénients des éconômats sans qu'il soit nécessaire de les supprimer. Les mesures préconisées sont les suivantes : suppression de la vente à crédit et des retenues sur les salaires ; précautions à prendre pour

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, année 1909, p. 1291.

que les employeurs ne tirent aucun bénéfice des économats, intervention des ouvriers dans l'administration de l'économat. Utilisant les résultats de cette enquête, la commission sénatoriale adopta la proposition de loi votée par la Chambre en y apportant toutefois quelques modifications qui furent acceptées par le gouvernement et votées par le Sénat.

Sur l'article 1^{er}, interdisant au patron d'annexer un économat à son établissement, M. Le Cour Grandmaison déposa un amendement accordant aux employeurs le droit d'ouvrir temporairement et sous certaines conditions un économat quand le nombre des ouvriers et employés et celui des personnes de leur famille vivant avec eux dépasse les trois quarts de la population de la localité (1).

M. le Ministre du Travail, soutenu par la commission, s'éleva contre cet amendement : « Il ne peut entrer dans la pensée de personne de priver une collectivité ouvrière, éloignée d'un centre, de tous moyens d'approvisionnement et de ravitaillement : telle ne sera pas d'ailleurs la conséquence de la proposition de loi. Il se passera là ce qui se passe déjà ; il se créera des cantines qui ne sont pas des établissements légaux... A la cantine il y aura des abus, mais ils seront pratiqués par une personne contre une autre. L'ouvrier qui vient à la cantine n'est pas enfermé dans la hiérarchie sociale et économique vis-à-vis du cantinier. Il peut résister. Il n'en est pas de même pour l'économat et la plus grande critique qu'on puisse

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, année 1910, p. 313.

adresser à cette organisation, c'est que l'ouvrier opprimé, obligé de s'approvisionner sous l'œil du patron, ne peut échapper à la contrainte. » Mis aux voix, l'amendement fut repoussé et l'article 1^{er} adopté sans modification.

L'article 2, voté par la Chambre, fixait à six mois le délai de suppression des économats. Ce délai fut porté à deux ans par le Sénat qui n'admet pas contre aucune prorogation.

L'article 3, adopté par la Chambre, n'exceptait de la suppression que les économats des réseaux de chemins de fer. Le Sénat laisse aussi subsister les économats annexés à des entreprises industrielles dépendant de sociétés où les ouvriers sont propriétaires de la majorité du capital. Il ajoute une nouvelle condition à celles exigées par le texte de la Chambre pour le fonctionnement des économats ainsi maintenus : elle consiste dans l'interdiction absolue d'obliger le personnel à se fournir à l'économat. Au contraire, en ce qui concerne la constitution de la commission chargée du contrôle de la gestion de l'économat, le texte du Sénat est moins rigoureux que celui de la Chambre ; il exige qu'elle soit composée pour un tiers au moins (et non plus en majorité) de délégués élus par les ouvriers et employés (1).

En ce qui concerne l'article 4, qui fixe les pénalités et charge les inspecteurs du travail de veiller à l'exécution de la loi, le texte voté par le Sénat comporte une addition. Le paragraphe 3 permet d'accorder au patron délin-

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, année 1910, p. 314.

quant avec les circonstances atténuantes le bénéfice de la loi de sursis (loi du 26 mars 1891).

Il reste à signaler un amendement que M. Delahaye présenta au moment où on allait voter sur l'ensemble de la proposition de loi. « N'est pas considéré comme économat une combinaison passagère d'une durée de trois mois au maximum, chaque année permettant aux agriculteurs et aux industriels d'aider les ouvriers en déplacement transitoire à s'alimenter et à se vêtir. » Sur les explications de M. le Ministre du Travail indiquant qu'il deviendrait impossible de contrôler efficacement la durée des économats constitués à l'abri de ce texte, le Sénat décida de ne pas prendre l'amendement en considération.

Mis aux voix, l'ensemble de la proposition de loi fut adopté. Le 28 février 1910, la proposition fut renvoyée à la Chambre qui l'adopta sans discussion et sans modification dans la séance du 22 mars 1910. La loi fut promulguée le 25 mars 1910 (1).

En voici le texte :

Article 1^{er}. — Il est interdit à tout employeur : 1° d'annexer à son établissement un économat où il vend, directement ou indirectement à ses ouvriers ou employés, ou à leurs familles, des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit ; 2° d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans les magasins indiqués par lui.

(1) *Journal Officiel* du 27 mars 1910, p. 2585.

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra en outre un salaire déterminé en argent ou si, pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des marchandises au prix coûtant.

Article 2. — Tout économat sera supprimé dans un délai de deux ans à dater de la promulgation de la présente loi.

Article 3. — Les économats des réseaux de chemin de fer qui sont placés sous le contrôle de l'Etat ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi sous la triple réserve : 1° que le personnel ne soit pas obligé de se fournir à l'économat ; 2° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice ; 3° que l'économat soit géré sous le contrôle d'une commission composée pour un tiers au moins de délégués élus par les ouvriers et employés du réseau. Toutefois, le ministre des Travaux Publics fera, cinq ans après la promulgation de la loi, procéder dans les formes fixées par un arrêté ministériel à une consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'économat de chaque réseau. Ce referendum sera renouvelé à l'expiration de chaque période de cinq ans.

Les mêmes règles s'appliqueront aux économats annexés aux établissements industriels dépendant de sociétés dans lesquelles le capital appartient en majorité aux ouvriers et employés, retraités ou non de l'entreprise et dont les assemblées générales seront statutairement composées, en majorité, des mêmes éléments.

Article 4. — Les Inspecteurs du Travail sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

Toute infraction aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de cinquante à deux mille francs qui pourra être portée à cinq mille francs en cas de récidive.

L'article 463 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par la présente loi; il en sera de même de la loi du 26 mars 1891.

Interprétation de la loi du 25 mars 1910. — Il ne nous suffit pas de connaître le texte de la loi sus-indiquée, il convient de déterminer quelle est sa portée, quelles sont les conséquences pratiques qui doivent en résulter. Sur certains points aucune difficulté n'est possible. Il est, par exemple, incontestable qu'il faut considérer comme licites certaines prestations en nature, telles que la nourriture et le logement, à la double condition qu'elles soient stipulées dans le contrat de travail et qu'elles s'ajoutent aux salaires payés en argent.

L'employeur peut également vendre à ses ouvriers des matières nécessaires au travail telles que poudre, mèches, outils, aiguilles, fil, etc. Ces fournitures doivent être cédées à prix coûtant.

De même il n'est pas interdit au patron de vendre à son personnel des produits qu'il vend couramment à tous ou des marchandises qui proviennent de son industrie même. En effet, le simple fait pour un employeur de céder à ses ouvriers des fournitures qui font l'objet de son négoce ne constitue pas un fait d'économat. Ce principe est très net-

tement mis en lumière par le ministre du Travail dans une circulaire qu'il adresse en date du 10 septembre 1910, aux Inspecteurs divisionnaires du travail (1). « Un magasin de confections n'est pas un économat parce qu'il vend des vêtements à ses employés. Il en est de même de l'agriculteur qui vend à ses ouvriers les produits de sa ferme ou d'une société minière qui vend du charbon à ses ouvriers. Ces diverses pratiques ne constituent pas des faits d'économat ; ils ne sont pas interdits pourvu que l'employeur n'oblige pas ses ouvriers et employés à s'approvisionner dans son établissement. »

Tout autre est le cas d'un magasin de vêtements ou de denrées, créé et administré par le patron pour les besoins de son personnel et qui serait accessoirement ouvert au public. Cet établissement ne perdrait pas son caractère d'économat, car le moyen de tourner la loi serait trop simple. Comme dans le cas précédent, c'est le caractère principal du magasin qu'il faut rechercher et apprécier de bonne foi.

Supposons maintenant qu'un industriel se procure une grande quantité de charbon ou de matières premières utiles au bon fonctionnement de son usine. Certains ouvriers, désireux de se procurer à bon compte ces marchandises, demandent au patron de leur en livrer. Le patron, pour leur être agréable, cède à prix coûtant une partie de ce charbon à ceux des employés qui en demandent. Peut-on lui reprocher de créer de ce fait un éco-

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, année 1910, p. 1130.

nomat ? Non ! Car l'existence d'un économat suppose une organisation régulière et commerciale de la vente faite au personnel. Bien entendu, il convient de veiller à ce que des faits de cette nature ne dissimulent pas un véritable économat.

Enfin l'analyse de l'article 1^{er} nous permet de déclarer que la loi interdit rigoureusement toute interposition de personnes. Il ne faut pas que l'économat soit tenu par un intermédiaire choisi par le patron et qui ne sert que de trait d'union entre l'employeur et ses ouvriers. Si le magasin est possédé ou dirigé par une personne se trouvant vis-à-vis du propriétaire de l'établissement principal dans un état d'étroite dépendance, la loi déclare qu'il y a vente indirecte et interdit l'opération. C'est un point que M. Zevaès a très nettement précisé dans un rapport déposé le 10 mars 1910 à la Chambre des députés (1) : « Que le patron vende par lui-même, par sa femme, par ses enfants, par des employés sur lesquels il a autorité, l'interdiction est la même pour l'employeur puisqu'il lui est interdit de vendre directement ou indirectement ».

Par contre, on ne trouve rien dans les travaux préparatoires qui permette d'interdire les cantines dont l'établissement est parfois indispensable dans des chantiers importants. Il résulte au contraire d'une déclaration faite par M. le Commissaire du gouvernement lors de la discussion devant la Chambre des députés qu'une cantine peut léga-

(1) *Journal Officiel*, Chambre, *Doc. Parlem.*, année 1910, session ordinaire, p. 245, 1^{re} colonne.

lement fonctionner pourvu qu'elle ne soit pas organisée par le patron ni à son profit et que le patron n'oblige pas ses ouvriers à la fréquenter.

Il est absolument nécessaire de remarquer en dernier lieu que la loi du 25 mars 1910 accorde un délai de deux ans pour la suppression des économats. Cette mesure ne peut que faciliter la transformation de l'économat en société coopérative.

Bien des économistes, à qui l'institution nouvelle apparut comme la formule de l'avenir, ont eu le mérite de prévoir cette transformation. M. Léon Say écrivait en 1889 : « Les économats sont des établissements d'une utilité incontestable mais on a pu dire, non sans raison, qu'ils ne forment qu'une étape où l'on s'arrête avant la forme définitive à laquelle il faut tendre et qui paraît devoir être la société coopérative de consommation (1). » Et M. Leroy-Beaulieu : « Les économats tendent à devenir suspects aux ouvriers. Mieux vaut constituer des sociétés coopératives pures et simples, gérées par des ouvriers ou leurs représentants directs (2). » En effet, la société coopérative de consommation se propose, tout comme l'économat, de vendre à un prix modéré des marchandises de bonne qualité, mais elle possède des avantages spéciaux qui sont fort appréciables. D'abord suppression de la vente à crédit. Tous les achats doivent se faire au comptant.

(1) Léon Say, Rapport du groupe d'économie sociale à l'exposition de 1889, p. 88.

(2) Leroy-Beaulieu, *loc. cit.*, tome II, p. 381.

Plus de surprise désagréable au moment de la paye ; plus d'acquisitions inutiles ou superflues. Ensuite admission des ouvriers à la direction, ce qui donne un élément d'activité et constitue un puissant facteur de la paix sociale. Troisièmement : boni à partager ; les sociétés coopératives sont tenues de vendre au prix du commerce leurs marchandises ou fournitures. Il en résulte un bénéfice qui est partagé à la fin de l'année soit par tête d'ouvrier, soit au prorata des achats faits par chacun d'eux. Tous ces avantages nous permettent de comprendre la faveur dont les sociétés coopératives jouissent auprès des ouvriers. La loi du 25 mars 1910 a donc hâté d'une manière très heureuse une modification imposée par les mœurs.

Tableau comparatif du mode de paiement des salaires dans différents pays d'Europe

	Angleterre	Allemagne	Autriche	Hongrie	Belgique	Suède	Norvège	Russie	France
Interdiction du paiement en nature .	Loi de 1834	Loi de 1869 art. 115	Loi de 1885 art. 78	Loi de 1884 art. 118	Loi de 1887 art. 1er	Loi de 1877 art. 10	Loi de 1892 art. 30	Loi de 1886 art. 14	Loi de 1909 art. 1er
Obligation du paiement en monnaie ayant cours légal .	id.	art. 115			art. 1er	art. 10	art. 30		art. 1er
Nullité de toute convention contraire .	id.	art. 117 § 1	art. 78 c	art. 120					art. 1er
Nullité de toute convention relative à l'achat de fournitures dans des magasins déterminés.	Loi de 1887 art. 6	art. 117 § 2	art. 78 § 3	art. 120	art. 6				
Nullité de tout paiement illicite .	Loi de 1834	art. 116	art. 78 d		art. 1er				
Possibilité d'un second paiement si le premier a été illicite	id.	art. 116	art. 78 d						
Absence de toute action en recouvrement de la créance en paiement de marchandises livrées illicitement . . .	id.	art. 118	art. 78 e	art. 119	art. 8				
Interdiction de toute interposition de personnes du côté du patron (famille du patron, mandataires, préposés, surveillants)	id.	art. 119	art. 78 b		art. 9				
Interdiction de toute interposition de personnes du côté de l'ouv. (famille).	id.				art. 9				
1 ^{re} infraction amende de 5 à 10 livres		Amende de 2,000 marks ou 6 mois d'emprisonnement		Amende de 20 à 200 florins	Amende de 50 à 2,000 francs	Amende de 5 à 500 fr. Révocation 3 mois de prison au maximum.	Amende de 50 à 100 couronnes (6 à 120 fr.)	Amende de 50 à 300 roubles	Amende de 5 à 15 francs
2 ^e amende de 10 à 20.									
3 ^e am. 100 l. au maximum.									
Sanction pénale . . .									

DEUXIEME PARTIE

Epoque du Paiement.

Après avoir garanti à l'ouvrier le paiement intégral de son salaire le premier soin du législateur doit être de régler l'époque à laquelle doit s'effectuer le versement de ce salaire. En effet, il ne suffit pas d'interdire le paiement en nature et d'abolir ainsi le Truck-System, il faut encore assurer à l'ouvrier le paiement régulier de ce qui lui est dû. On y arrivera en obligeant le patron à effectuer la paye à des époques fixes et invariables. Le principe de la périodicité étant établi, il faut reconnaître que les paiements peuvent avoir lieu à des intervalles plus ou moins rapprochés : une semaine, une quinzaine, un mois et parfois davantage. Quel est l'intérêt de l'ouvrier ? Est-ce de toucher son salaire fréquemment et par petites sommes. Ou bien au contraire par sommes relativement importantes, mais à des intervalles espacés ? Ces deux théories ont eu leurs défenseurs et M. Hubert Valleroux (1), parti-

(1) Hubert Valleroux, *Contrat du Travail*, pp. 196, 197.

san de la dernière opinion, ne craint pas de dire « que si l'on paye l'ouvrier à des époques rapprochées on lui donne le moyen d'aller plus souvent au cabaret en lui fournissant l'occasion de fêter la paye ; c'est aller ainsi à l'encontre de son intérêt, puisqu'on l'empêche de faire des économies et de conserver de l'argent pour les dépenses périodiques qu'il peut avoir à effectuer ». Il est certain que ces observations contiennent une part de vérité. Elles ne sont pourtant pas à l'abri de la critique et nous ne pouvons adopter cette manière de voir. Nous estimons que ce n'est pas l'absence d'argent qui empêchera l'ouvrier d'aller au cabaret s'il en a envie. Au lieu de payer immédiatement il règlera son compte au moment de la paye et nul doute que dans ce cas le total ne soit plus élevé. Nous voici donc déjà en présence d'un inconvénient capital.

1° Le paiement à intervalles espacés oblige l'ouvrier à recourir au crédit, ce qui le rend imprévoyant et le force à subir des conditions plus onéreuses pour ses achats. En Angleterre cet abus venait se combiner avec le Truck-System dont il était le plus ferme appui. La Commission d'enquête de 1871 insiste sur ce point : « le paiement à longue échéance, dit-elle, favorise le Truck, le rend même presque indispensable ». Cette situation règne encore dans les mines de soufre de la Sicile où le paiement a lieu par semestre ou par trimestre (1).

2° En outre le paiement à intervalles espacés met à la disposition de l'ouvrier des sommes importantes qu'il ne

(1) Bodeux, *loc. cit.*, p. 162.

saura pas employer intégralement à un but utile ; il sera incité à dépenser sans profit une part notable de son salaire. Un exemple vient à l'appui de cette affirmation. Autrefois — et il n'y a pas encore très longtemps — quand le paiement mensuel était encore en France d'un usage général on voyait une petite foire s'installer les jours de paye dans les centres industriels un peu importants ; depuis que la paye est devenue hebdomadaire ou bi-mensuelle ces faits ont cessé. A tous ces points de vue il importe donc que l'ouvrier soit payé à intervalles rapprochés, ce qui sera le seul moyen de lui éviter l'obligation de recourir au crédit. Voici d'ailleurs le résultat de l'expérience suisse : « Le paiement à intervalles rapprochés apparaît comme préférable à tous les points de vue. L'ouvrier voit clairement ce qu'il a, ce qu'il peut gagner et dépenser. Cette claiREVUE l'encourage au travail et le porte à économiser. Les fournisseurs sont mieux payés : tout est soldé comptant. Le patron trouve un ouvrier gai à la besogne, désireux d'achever le mieux et le plus tôt possible » (1).

3° Enfin, si ces raisons pratiques ne suffisent pas, un motif théorique apparaît pour lever les doutes qui peuvent subsister. La notion même du salaire implique l'obligation d'effectuer le paiement à des époques rapprochées. Le salaire, en effet, est la rémunération de l'ouvrier, c'est ce qui lui permet de vivre lui et sa famille ; c'est un forfait destiné à se substituer à la part de bénéfice aléatoire et variable à laquelle il aurait droit en qualité d'associé. Ainsi

(1) Bodeux, *loc. cit.*, p. 23).

le travailleur n'a pas besoin d'attendre les résultats de l'entreprise avec tous les aléas qu'elle comporte. Le contrat de salaire nous apparaît donc comme un contrat à forfait qui remplace l'association de fait entre l'employeur et l'ouvrier. Il laisse au patron la direction et le bénéfice de l'entreprise mais il met l'ouvrier à l'abri des risques : « il présente pour lui ces deux avantages : le dégager de l'inconnu des résultats de la production, lui permettre, sans attendre ces résultats, de satisfaire ses besoins qui sont immédiats » (1). Le salaire a par ce fait un caractère essentiellement alimentaire ; dans ces conditions, si le patron abuse de sa situation pour retarder arbitrairement le moment de la paye, il viole le contrat passé entre lui et son collaborateur l'ouvrier. Il force ce dernier à lui faire une avance alors que le contraire seul devrait avoir lieu. — Et que l'on ne vienne pas nous parler ici de la liberté des conventions, que l'on ne vienne pas invoquer la faculté pour le patron de stipuler telle époque de paiement que bon lui semble, si toutefois ces époques sont acceptées d'un commun accord. Nous savons que dans le contrat de travail le libre consentement de l'ouvrier n'est qu'apparent. Il est donc nécessaire que la loi, intervenant en faveur de celui des deux contractants qui est le plus faible, prescrive d'une manière absolue la régularité dans le paiement qui seule peut permettre à l'ouvrier d'équilibrer son budget et de proportionner exactement ses dépenses et ses ressources. D'ailleurs, nous ne craignons pas de le répéter,

(1) Leroy-Beaulieu, *loc. cit.*, tome II, p. 221.

le forfait promis au travailleur a pour but d'assurer son existence en échange du travail quotidien qu'il exécute pour le patron. Il semblerait donc logique que ce travail quotidien reçût chaque jour son prix. Cela est tellement vrai que le langage courant consacre cette solution rationnelle. On dit toujours qu'un ouvrier gagne tant par jour ; il ne vient à l'idée de personne de dire qu'un travailleur gagne tant par semaine ou par quinzaine alors même qu'il n'est payé que tous les huit ou tous les quinze jours. Est-ce à dire qu'un patron méconnaît ces principes en établissant dans son usine le paiement par huitaine ou par quinzaine ? Ce serait une interprétation beaucoup trop stricte et qui jetterait l'industrie dans une situation déplorable. Pour que le gain du travailleur conserve son caractère alimentaire, l'essentiel est qu'il lui soit versé par fractions assez rapprochées et ce serait faire bien peu d'honneur à l'intelligence et à l'économie du salarié que de le juger incapable de détenir et d'employer avec discernement le modeste gain de quelques jours. Il y a seulement une mesure à garder et au delà d'une certaine limite l'intervalle qui sépare deux payes prend à l'égard du patron le caractère d'un véritable retard dans l'exécution de son obligation : « Régulièrement le salaire devrait être payé soit chaque jour, soit à l'achèvement de chaque unité d'ouvrage, suivant qu'il est à la journée ou à la tâche, mais du moins il doit l'être chaque semaine ou au plus tard chaque quinzaine. Si le paiement n'a lieu que tous les mois, surtout sans acomptes, on fausse la notion du

salaire » (1). Nous n'avons rien à ajouter à ces paroles de M. Leroy-Beaulieu qui mettent fin à toute discussion. Reste à savoir comment la loi déterminera exactement la période au delà de laquelle le paiement ne saurait être ajourné. C'est là une question d'appréciation fort délicate et qui serait même impossible à résoudre s'il fallait tenir compte du degré d'éducation économique de chaque ouvrier. Evidemment, le législateur ne peut pas se flatter de trancher d'une manière rigoureusement équitable et mathématique ce problème où entrent en jeu mille circonstances particulières. Mais il aura rempli son devoir, il aura sauvegardé les intérêts de la classe ouvrière le jour où il aura fixé approximativement un délai maximum et pris pour base de ce délai l'usage le plus généralement répandu dans l'industrie.

En France, la question est restée longtemps à l'étude, comme toutes celles relatives au mode de paiement des salaires. C'est l'Administration des Ponts et Chaussées qui a donné le premier exemple puisque, bien avant toute proposition législative, elle avait adopté la disposition suivante : « L'entrepreneur paye les ouvriers tous les mois ou à des époques plus rapprochées si l'Administration le juge nécessaire. En cas de retard régulièrement constaté l'Administration se réserve la faculté de faire payer d'office les salaires arriérés sur les sommes dues à l'entrepreneur » (2).

(1) Leroy-Beaulieu, *loc. cit.*, p. 221.

(2) Article 15 du Cahier des Clauses et Conditions Générales de 1866.

Le premier projet du gouvernement est l'œuvre de M. Jules Roche, alors ministre du Commerce et de l'Industrie ; il porte « que les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois à seize jours au plus d'intervalle ». La Chambre s'empare de la proposition et, dans la loi relative aux règlements d'atelier, prend deux décisions que nous retrouverons dans la loi actuelle suisse. Si l'usine possède un règlement d'atelier, le patron peut, au moyen d'un article spécial porté à la connaissance des ouvriers, se réserver le droit de ne payer que tous les quinze jours ; mais c'est là un délai maximum qui ne pourra jamais être dépassé. S'il n'y a pas de règlement d'atelier ou s'il est muet sur ce point, les paiements devront avoir lieu toutes les semaines. Ce qu'il y a de curieux dans ce projet, c'est qu'il établissait à la fois un délai maximum et un délai moyen. — Pour le travail aux pièces les conditions de paiement jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage seront fixées de gré à gré par les intéressés. Il nous est permis de retenir en passant que déjà l'accord est fait sur la nécessité de laisser aux parties beaucoup de liberté en ce qui concerne les conditions de paiement du travail aux pièces. C'est un principe reconnu par toutes les législations et que justifie l'indépendance relativement grande de l'ouvrier aux pièces.

C'est dans ces conditions que la proposition de loi arrive en avril 1894 devant le Sénat. Une opposition très vive s'élève aussitôt. Elle provient surtout des pays où se trouvent en majorité des établissements métallurgiques.

Les patrons s'appuient sur ce fait que le paiement par quinzaine nécessite une comptabilité plus compliquée, ce qui produit une certaine gêne et augmente les frais généraux. Les métallurgistes ont l'habileté de ne pas s'en tenir à cette objection. Ils invoquent encore, et cette fois dans l'intérêt même des ouvriers, l'argument que nous avons précédemment indiqué, à savoir que les paiements à des intervalles rapprochés amènent des occasions de dépense trop fréquentes... Tel n'a pas été heureusement l'avis de M. Maxime Lecomte. L'honorable rapporteur ne craint pas de s'élever à la tribune du Sénat contre cette manière de voir. Et ce qui l'encourage, c'est qu'il se sent soutenu par la masse des ouvriers. L'un d'eux, a-t-il déclaré, lui écrivait en 1890 : « Nous désirons vivement que les payes aient lieu tous les quinze jours. De cette manière l'ouvrier ne contracterait plus de dettes et n'aurait plus besoin de s'engager à payer à des époques indéterminées. Ayant chaque quinzaine son argent en main, il pourrait faire honneur à ses affaires et remplir ses obligations. De là viendrait, à n'en pas douter, le bonheur des familles et la prospérité du pays » (1). Voilà donc les espérances de cet ouvrier qui estime de son intérêt d'avoir plus souvent à sa disposition l'argent provenant de son travail quotidien pour éviter de recourir à un long crédit. Cette opinion est partagée non seulement par le premier rapporteur à la Chambre des députés, M. de Saint-Romme, mais encore par une foule d'hommes com-

■ (1) Sénat, Séance du 24 avril 1894.

pétents. Enfin il était du plus grand intérêt de connaître la décision de certaines assemblées provinciales qui méritaient au plus haut titre d'être consultées : les Chambres de commerce et Conseils de Prud'hommes, appelés à donner leur avis, ont presque tous pris parti pour le paiement par quinzaine. La plupart des Chambres de commerce se sont ralliées à cette opinion : « Avec le mode de payer une fois par mois la plupart des ouvriers sont contraints de demander un acompte à la quinzaine ; l'habitude étant prise, ils n'y manquent jamais. Or, les sommes ainsi touchées sont dissipées le plus souvent et l'ouvrier compte sur la grosse partie de son gain, qu'il touchera à la fin du mois, pour payer les dettes sérieuses. Au contraire, la paye par quinzaine habitue l'ouvrier à ne compter que sur ces paiements pour faire face à ses engagements. Il peut, s'il est rangé, acheter et payer comptant. Le règlement par quinzaine est donc une bonne mesure et il convient de la prendre » (1). Telle est l'opinion de la Chambre de commerce du Mans qui n'est pas la seule de son avis. Nous pouvons encore mentionner dans le même sens le vœu formé par la Chambre de commerce d'Avesnes qui, d'abord contraire comme toutes les régions métallurgistes au paiement à la quinzaine, a fini par se ranger à notre opinion ; dans sa délibération du 10 avril 1894 elle a pris la délibération suivante : « La Chambre constate que la proposition de loi est d'une application simple et

(1) Chambre de Commerce du Mans, V. Sénat, *Doc. parlem.*, 1893, p. 108.

pratique, que l'exercice normal de l'industrie n'en sera pas entravé alors que des abus certains se trouveront supprimés et que bien des questions litigieuses seront réglées... La Chambre de commerce donne donc son approbation complète et émet le vœu d'une adoption définitive par les deux Chambres des dispositions de ce projet. » C'est aussi l'opinion des Chambres de commerce de Grenoble et de Saint-Etienne. La Chambre de commerce de Nancy se montre moins catégorique. Elle estime que, dans le cas où l'obligation du paiement par quinzaine passerait dans la loi, il faudrait y apporter des exceptions ou des tempéraments indispensables à certaines industries et qu'un règlement d'administration publique déterminerait (1). La Chambre de commerce de la Rochelle est du même avis ; celle de la Roche-sur-Yon est seule à avoir pris nettement parti pour les paiements mensuels : « Nous pensons qu'il est suffisant d'exiger un règlement des salaires tous les mois avec l'obligation de donner dans l'intervalle au moins une fois un acompte qui pourrait s'élever jusqu'aux trois quarts de ce que l'ouvrier a gagné. » Les Conseils de Prud'hommes de Maubeuge, de Montbéliard, de Vannes et de Voiron admettent le paiement des salaires à la quinzaine ou au mois ; celui d'Alger demande le paiement par quinzaine et le samedi ; celui d'Armentière le paiement par semaine.

Le Sénat ne pouvait mieux faire que de se rallier au projet de sa Commission soutenu par la grande majorité

(1) Rapport de M. Lecomte au Sénat, 17 mars 1894.

des corps consultés, il votait un article ainsi conçu : « Les salaires des ouvriers doivent être payés au moins deux fois par mois à seize jours au plus d'intervalle », et le texte ajoutait : « à moins de convention écrite contraire ». Cette restriction d'ailleurs ne passa pas sans discussion. Elle devait heureusement disparaître ; le fait mérite que nous nous y arrêtions un instant.

À quels sentiments obéissait la Commission en soutenant devant le Sénat une restriction dont le vote risquait de porter atteinte à la règle nouvelle que l'on s'efforçait de poser ? Le rapporteur nous l'indique : « Si dans certaines régions, à cause de nécessités particulières révélées par les réclamations qui se sont produites devant nous, on éprouve le besoin de faire une législation particulière, on ne le pourra que par un contrat libellé par écrit et qui attirera spécialement sur ce point l'attention des ouvriers disposés à entrer dans l'usine. Chaque ouvrier saura qu'il n'est engagé qu'à la condition de recevoir son salaire tous les mois au lieu de le recevoir par quinzaine comme dans d'autres établissements. Nous avons cru qu'il était de notre devoir de nous incliner devant la liberté des conventions, c'est-à-dire devant la liberté formelle des parties. »

Est-ce là un argument bien sérieux ? N'est-il pas évident que la restriction, fournie au patron par le législateur lui-même, serait rapidement devenue une clause de style. Si cette disposition était restée dans la loi le patron

aurait trouvé un moyen facile d'éviter les ennuis de la législation nouvelle. Il n'aurait eu qu'à faire signer à ses ouvriers au moment de les embaucher un article aux termes duquel ils auraient déclaré accepter le règlement du paiement par mois. Il y avait donc là deux mesures qui n'étaient guère conciliables. C'est d'ailleurs un danger qui a immédiatement frappé M. Béranger. L'honorable sénateur a été le premier à se rendre compte du péril qu'il y aurait à laisser aux mains du patron de semblables armes. Avec beaucoup de netteté il a montré que l'on ne pourrait donner au patron le droit de se soustraire de sa propre autorité aux prescriptions de la loi. Plusieurs fois au cours de la séance il est revenu à l'attaque et les paroles qu'il a prononcées méritent d'être citées (1) : « Je crois, disait-il à la Tribune, que la disposition introduite par la commission peut annuler complètement les effets de la règle nouvelle qu'elle voulait poser. En somme, la commission a eu la pensée de faire une chose utile. Elle est d'avis que désormais l'industrie doit payer ses ouvriers non plus par mois comme cela se fait le plus souvent mais par quinzaine. Cette règle une fois posée, non seulement elle n'a mis dans la loi aucune sanction qui en assure le respect, mais encore elle indique immédiatement aux industriels qu'ils peuvent y déroger en faisant des conventions écrites contraires. Alors j'en arrive à me demander : Où est l'utilité de la loi ? Quelle est son autorité ? Si nous sommes en présence d'un simple conseil

(1) Sénat, Séance du 24 avril 1894.

permettez-moi de vous dire que, pour le donner, il est inutile de mettre en jeu ce grand appareil des pouvoirs législatifs. Et, quand on le fait, il y a au moins inconséquence à donner le moyen de ne pas s'y soumettre. »

Ainsi M. Béranger a protesté en termes très vifs contre cette clause dérogatoire qui serait devenue de style si le patron y avait trouvé intérêt. M. Trarieux émit alors l'opinion que, même en supprimant, à la demande de M. Béranger, les mots « à moins de conventions écrites contraires » on n'empêcherait pas les clauses de cette nature. L'obligation écrite dans l'article 2, de payer les ouvriers au moins deux fois par mois est bien, dit l'orateur, une prescription impérative, mais elle n'a aucun caractère d'ordre public ; par conséquent, les parties pourront y déroger en vertu de l'article 1134 du Code civil.

A la suite de ces observations et malgré une nouvelle intervention de M. Béranger le Sénat adopta le texte proposé par sa commission. Quelques années plus tard, M. Béranger vit fort heureusement triompher sa manière de voir. En 1898 la commission de la Chambre, sans d'ailleurs s'expliquer sur ce point, opéra la suppression réclamée par M. Béranger et, pas plus à la Chambre qu'au Sénat, il ne fut plus question des conventions contraires aux dispositions de l'article 2. Enfin il nous est impossible d'admettre la solution proposée au Sénat par M. Trarieux en 1894. Il résulte d'une manière certaine des travaux préparatoires que la présente loi est une loi d'ordre public à laquelle on ne peut déroger par des conventions

particulières. Les articles 6, 1131 et 1133 du Code civil ne laissent aucun doute sur ce point. Or, la jurisprudence reconnaît le caractère d'ordre public aux lois dites « ouvrières ». Il ne paraît pas douteux qu'étant sanctionnées par des peines et ayant pour objet la réglementation du travail, c'est-à-dire intéressant à la fois la liberté du commerce et de l'industrie et la salubrité publique ces lois doivent être considérées comme lois de police, soumises à ce titre à la prohibition de l'article 6 du Code civil (1).

La loi du 12 janvier 1895, relative aux retenues qui peuvent être faites sur les salaires ou les petits traitements des ouvriers et employés, a été déclarée d'ordre public par deux arrêts récents de la Cour de cassation (2). L'étroite analogie qui existe entre ces dispositions et celles de l'article 2 de notre loi permet de conclure à la nullité des conventions contraires à la périodicité du paiement des salaires établie par l'article dont la rédaction définitive est la suivante : « les salaires des ouvriers du commerce et de l'industrie doivent être payés au moins une fois par mois. Pour tout travail aux pièces dont l'exécution doit durer plus d'une quinzaine, les dates du paiement doivent être fixées de gré à gré, mais l'ouvrier doit recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage ».

(1) Cassation, 30 mai 1907, *D. P.*, 1908, 1, 380, voir note.

(2) Cassation, 21 juillet 1909, *D. P.*, 1910, 1, 25 ; Cassation, 1^{er} juin 1910, *D. P.* 1910, 1, 297.

Interprétation de l'article 2. — Une lecture attentive de l'article que nous venons de transcrire nous permet de soulever une première difficulté. La loi n'indique pas si le délai maximum qui doit séparer deux paiements est franc, elle se borne à dire que ce délai est de seize jours. De sorte que l'on peut se demander dans l'hypothèse où un ouvrier a été payé le 14 du mois si la date extrême du paiement suivant est le 30 ou le 31. Les principes ordinaires du droit nous incitent à déclarer que cette dernière solution doit être admise : elle est la plus favorable au débiteur. Une condition s'impose pourtant : c'est que dans l'exemple choisi le 31 ne soit pas un jour de repos pour l'ouvrier.

D'autre part, il ne faut pas oublier que la loi prescrit un paiement bi-mensuel. Ainsi un patron serait en faute si, ayant réglé un ouvrier le 31 mars, puis le 16 avril, il ne le payait ensuite que le 2 mai ; en effet, bien qu'il n'y ait pas seize jours entre les deux derniers paiements, l'ouvrier ne serait payé qu'une fois en avril, contrairement au vœu de l'article 2, § 1 (1).

Il nous appartient maintenant de rechercher à quels salariés s'applique notre texte. Quelles personnes vise la loi nouvelle ? Quels ouvriers peuvent invoquer le bénéfice de cette disposition, quels sont ceux qui doivent y renoncer ? A l'origine la loi ne devait s'appliquer qu'aux ouvriers. En 1894 le Sénat accolait pour la première fois au terme « ouvriers » l'expression « employés ». Dès lors

(1) D. P., année 1910, 4, 150, 1^{re} colonne.

certain orateurs ont compris et expliqué, tant au Sénat qu'à la Chambre, qu'il convenait de voter une loi générale sur les salaires, qu'il fallait le faire franchement, généreusement et sans arrière-pensée.

Ils ont montré l'écueil à éviter disant que, si le Parlement ne légiférait que pour l'ouvrier de l'usine ou de la mine, il serait obligé de revenir dans quelques années à de nouvelles dispositions qui engloberaient la masse des travailleurs (1). Du texte du premier alinéa de l'article 2, il résulte que cet article ne s'applique ni aux ouvriers agricoles, ni aux domestiques, ni aux salariés des professions libérales. Nous n'avons rien à ajouter, en ce qui concerne ces deux dernières catégories de travailleurs, à ce que nous avons précédemment indiqué : ils se trouvent exclus de l'ensemble de la loi. Mais pourquoi le législateur n'a-t-il pas étendu à certains salariés de l'agriculture la règle du paiement bimensuel ? Parce que le travailleur agricole n'est pas dans la même situation que l'ouvrier attaché à l'usine. Nous ne voulons pas revenir sur les différences qui les séparent ; ce sont là des considérations que nous avons déjà établies au sujet du Truck-System. Nous dirons seulement que la périodicité des paiements, indispensable dans l'industrie, est loin d'être aussi nécessaire dans l'agriculture où, par la force même des choses, le travailleur est en général assuré de trouver le gîte et le couvert.

(1) Chambre des Députés, discours de M. Julien Goujon. Séance du 6 décembre 1898, *Doc. Parlem.*, p. 2379.

D'une part, le budget de l'ouvrier est, de ce fait, plus facilement établi ; son existence journalière est assurée ; ainsi se trouve respectée la règle d'après laquelle la rémunération de l'ouvrier doit conserver un caractère alimentaire. D'autre part, l'ouvrier agricole est souvent engagé et payé à l'année. Il est incontestable que l'application de l'article 2 rendrait impossible ce genre d'engagement qui, autrefois surtout, était assez fréquent. De nos jours il tend à disparaître (1). Nous croyons que le paiement mensuel est le plus usité. De toute manière l'application de l'article 2 aux ouvriers agricoles aurait nui à leur intérêt par la brusque modification de l'état de choses existant. Le principe étant établi, il restait à déterminer la rédaction du texte. En 1909 M. Guillier proposa au Sénat un amendement qui excluait les ouvriers agricoles de l'ensemble de la loi. Cet amendement fut renvoyé à la commission (2). Celle-ci considéra qu'il fallait donner satisfaction aux objections présentées et restreindre l'application de la loi. Le 9 février M. Maxime Lecomte, rapporteur, formule la rédaction actuelle qui diffère de la précédente par l'adjonction au paragraphe 1^{er} des mots « du commerce et de l'industrie ». L'honorable sénateur s'explique ainsi sur ce

(1) Nous pourrions citer dans le département des Bouches-du-Rhône l'exemple d'une propriété où les ouvriers agricoles reçoivent en été un salaire supérieur à celui qu'ils touchent en hiver. Le paiement annuel donnerait lieu à un règlement de compte minutieux et à de fréquentes contestations si l'ouvrier quittait le travail au milieu de la saison d'été ou au milieu de la saison d'hiver.

(2) Sénat, Séance du 22 janvier 1909, *J. O.* du 23, p. 47.

point : « Nous avons trouvé trop général l'amendement proposé par M. Guillier. Entendu par la commission, M. Guillier a reconnu que les articles 1 et 3 pouvaient s'appliquer sans inconvénient à l'agriculture. Pour l'article 2 il a accepté un texte portant : « Les salaires des ouvriers du commerce et de l'industrie », ce qui exclut l'agriculture proprement dite » (1). La loi est donc très nette et nous ne pouvons que féliciter le législateur de n'avoir pas laissé à l'appréciation des tribunaux une question de cette nature.

Si l'article 2 de notre loi ne s'applique pas aux ouvriers agricoles, il s'adresse à tous les ouvriers du commerce et de l'industrie. Ce terme est pris dans son sens le plus large. Il comprend toute la grande masse des salariés auxquels le législateur désire accorder protection.

1° Le bénéfice de notre texte doit être étendu non seulement aux ouvriers de l'usine ou de l'atelier mais encore aux travailleurs à domicile. M. le député Chambon fit remarquer dans son rapport que la loi s'est servie des mots « du commerce et de l'industrie » ; elle n'a pas dit : « les ouvriers des établissements commerciaux et industriels » (2).

2° Notre texte s'applique également aux artistes lyriques et dramatiques. Il était bon d'apporter sur ce point une précision, car ce sont là des travailleurs d'un autre

(1) Sénat, Séance du 9 février 1909, *J. O.* du 10, p. 85.

(2) Rapport de M. Chambon, *J. O.* du 12 octobre 1909, *Annexes*, p. 1253.

ordre que ceux dont il est généralement question dans les lois ouvrières. Ce ne sont pas des travailleurs manuels mais intellectuels qui louent leur art plutôt que leurs muscles, ce qui ne les empêche pas d'avoir énormément à souffrir du paiement irrégulier des salaires. Autant les grands chanteurs jouissent d'une rapide popularité qui leur assure vite fortune et honneur ; autant les misérables petits artistes qui vivent autour d'une entreprise de spectacles publics sont exposés à une profonde misère par le fait de certains employeurs. C'est ce que des esprits éclairés ont compris et tenu à faire connaître au Parlement. M. Julien Goujon disait en 1909 à la tribune du Sénat : « J'ai dans mon dossier un certain nombre d'engagements qui font reculer d'épouvante quand on les lit. J'y vois, par exemple, que des artistes s'engagent à n'être payés que dix jours après le premier mois de travail. Bien plus, non seulement ils prennent cet engagement, mais dans le contrat les employeurs les forcent à venir quinze jours avant l'ouverture de la saison pour répéter. Ils ne sont pas payés pendant ces quinze jours et encore on leur impose les quatre premiers jours de l'exploitation à titre d'essai, sans rétribution » (1). Ces quelques mots suffisent à nous faire comprendre quelle est, après le premier mois de travail, la misère noire de tous ces pauvres gens. Le syndicat des artistes dramatiques s'est ému de cette situation. Il a voulu savoir si le personnel des théâtres et concerts

(1) Discours de M. Julien Goujon, Sénat, 22 janvier 1909, *J. O.*, p. 45.

était visé par le terme : « Employés ». M. Lecomte, rapporteur de la loi, a calmé immédiatement ces légitimes inquiétudes. Le terme « employés », dit-il, comprend tous les salariés qui ont contracté d'après les règles du contrat de louage et par conséquent nous devons donner toute satisfaction aux observations faites par M. Julien Goujon à propos d'une catégorie d'employés particulièrement intéressants, les artistes dramatiques, car elle subit souvent les abus les plus injustifiables. Nous sommes sur ce fait absolument d'accord avec lui » (1).

Le 2 décembre 1909 M. Maxime Lecomte déclarait une fois de plus, au Sénat, que la loi s'appliquait incontestablement au personnel des entreprises de spectacle qui doit être considéré comme appartenant au commerce (2). Ces paroles mettent fin à toute discussion.

Une dernière question se pose. En ce qui concerne la périodicité dans le paiement des salaires l'article 2 établit pour les ouvriers un régime différent de celui qu'il institue pour les employés.

Pour les premiers le paiement doit être bi-mensuel tandis que les seconds peuvent n'être payés qu'une fois par mois. Il y a donc un grand intérêt, pour l'application de la loi, à posséder un critérium permettant de reconnaître si tel salarié est un ouvrier ou un employé. Une circulaire ministérielle de M. Viviani, en date du 10 mars

(1) Discours de M. Maxime Lecomte, Sénat, 22 janvier 1909, *id.*

(2) Discours de M. Maxime Lecomte, Sénat, 2 décembre 1909, *J. O.*, p. 984.

1910, nous fournit à ce sujet de très précieuses indications. Les mots « employés » et ouvriers qui n'ont pas de définition légale peuvent être interprétés de deux manières : a) par le genre d'occupation ; — b) par le mode de rémunération.

a) Si l'on prend pour base le genre d'occupation, on entend généralement par ouvrier celui qui, par sa main-d'œuvre, apporte à la matière quelque transformation. Jouissent également de ce nom les personnes qui se livrent à la manipulation de fardeaux ou qui sont affectées à des machines. On considère, au contraire, comme employés les contremaîtres, surveillants, vendeurs et employés de bureau. La démarcation ainsi obtenue est d'ailleurs loin d'être nette. Les employés de magasin font subir à la matière des manipulations légères et même un certain façonnage. Par contre, les contremaîtres ne se contentent pas toujours de surveiller ; il leur arrive de prendre une part active à la production. Enfin dans l'industrie des transports les cochers et employés des gares sont difficiles à classer dans l'une ou l'autre des catégories.

b) Si l'on s'attache au mode de rémunération, on remarque que les ouvriers sont ordinairement payés soit à la journée ou à l'heure, soit à la tâche, soit aux pièces. C'est le salaire proprement dit. Quant aux employés, leur rétribution est généralement établie au mois par la stipulation d'appointements fixes. Cette rémunération, bien que souvent accrue de primes à la vente ou autres suppléments

présente un caractère de plus grande régularité que celle de l'ouvrier. En effet, les appointements sont habituellement maintenus en cas d'absence de l'employé ou de maladie de courte durée.

« Les deux points de vue qui précèdent, dit M. Viviani (1), se complètent l'un l'autre et il est d'autant plus difficile de faire abstraction du second qu'il s'agit ici d'une loi sur le paiement des salaires se rattachant bien plutôt au mode d'engagement qu'à la nature technique de l'emploi. Il faudra donc, en attendant que la jurisprudence soit fixée sur chaque espèce particulière, se borner à combiner équitablement les deux points de vue précédemment exposés, en faisant appel à l'une des deux définitions ci-dessus pour trancher les cas qui resteraient douteux au regard de l'autre. Il résulte de ce qui précède qu'il faut, en général, considérer comme ouvriers les personnes dont les salaires sont établis à la journée, à l'heure, aux pièces ou à la tâche, mais qui cependant doivent être classés suivant l'usage comme employés celles des personnes qui seraient affectées à une besogne de vente, de bureau, de surveillance. On considère de même comme employés les personnes dont les appointements sont établis au mois ou pour une longue période et non suivant le rendement de leur travail ou leur présence horaire ou journalière. On peut admettre provisoirement et jusqu'à décision contraire des tribunaux qu'il n'y a pas lieu de faire d'exception à cette règle pour les personnes exerçant

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, année 1910, p. 412.

un métier manuel, à moins de réclamation formelle ou motivée. Il y a lieu d'ailleurs d'observer que, si en contestant à une personne la qualité d'employé, on lui confère le léger privilège d'être payé tous les quinze jours et non pas tous les mois, on lui fait perdre, par contre, le bénéfice des usages actuels en cas de brusque congédiement d'employés. »

Travail aux pièces. — En ce qui concerne le travail aux pièces la loi décide que les conditions de paiement jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage seront fixées de gré à gré par les intéressés. C'est un point sur lequel l'accord a toujours existé ; il est en effet de toute nécessité de laisser aux parties beaucoup de liberté pour fixer les conditions du paiement du travail aux pièces. Toute les législations admettent une disposition analogue, sans inconvénient par suite de l'indépendance relativement grande de l'ouvrier aux pièces. Cependant il était utile d'intervenir dans le cas où le travail devait durer un certain temps. Dans ce cas plusieurs auteurs demandaient un règlement partiel au moins chaque mois. Notre article est plus libéral : si l'exécution du travail doit durer plus d'une quinzaine l'ouvrier recevra un acompte tous les quinze jours. Il pourra ainsi subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille ; nous retrouvons une fois de plus l'application de ce principe connu : le gain du travailleur présente un caractère alimentaire qu'il faut respecter. De plus, le travail étant terminé, le patron ne doit pas mettre de la mauvaise volonté à régler le salaire dû à l'ouvrier. Le dernier

alinéa de l'article 2 empêche tout abus de ce genre : dans la quinzaine qui suivra la livraison de l'ouvrage l'ouvrier doit être intégralement payé. Les termes de cette disposition, qui n'ont donné lieu à aucun débat au Parlement, semblent en restreindre l'application au travail aux pièces dont l'exécution exige plus d'une quinzaine.

Nous ne saurions donner à ce texte une interprétation aussi restrictive. Il n'est pas possible d'exclure du bénéfice de l'article 2 les salariés travaillant à la tâche ou à la journée mais pendant moins de quinze jours. Il faut donc admettre que la règle du paiement dans les quinze jours de la livraison ou de l'achèvement de l'ouvrage est générale et s'étend, par exemple, à l'ouvrier dont la tâche n'a duré que trois ou quatre jours.

M. Viviani, ministre du travail et de la prévoyance sociale, consulté sur l'application de l'article 2, a adressé le 18 juin 1910 aux inspecteurs divisionnaires du travail une circulaire dont nous extrayons le passage suivant (1) : « L'article 2, § 2, dispose en particulier que tout ouvrier chargé d'un travail aux pièces dont l'exécution demande plus de quinze jours « doit recevoir des acomptes chaque quinzaine et être intégralement payé dans la quinzaine qui suit la livraison de l'ouvrage », ce qui signifie nettement que le paiement d'un travail doit être effectué non seulement à période fixe, mais dans le temps le plus rapproché de son exécution.

« Toutefois, comme l'établissement des comptes indivi-

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, 1910, p. 764.

duels peut, dans certains cas, demander quelques jours, vous devez tenir compte de ce délai qui sera d'ailleurs limité au temps raisonnablement nécessaire à l'élaboration des opérations comptables. Il s'ensuit que le premier règlement de compte d'un ouvrier récemment embauché pourra n'avoir lieu que quelques jours après l'échéance de sa première quinzaine de travail et que, d'autre part, le salaire des ouvriers embauchés depuis quelque temps, tout en étant régulièrement payé à la quinzaine, rémunérera une quinzaine de travail échue depuis quelques jours, »

Jour du paiement.

Nous n'avons que quelques mots à dire sur cette question : elle est même, jusqu'à un certain point, en dehors de notre sujet. Il nous a pourtant semblé qu'elle faisait corps avec celle de l'époque du paiement et que, comme celle-ci, elle pouvait avoir quelque influence sur la situation de l'ouvrier (1). Rares sont les parlementaires qui ont prétendu que la loi eût à intervenir en cette matière. Cependant il nous est impossible de passer sous silence un amendement de M. Delahaye au Sénat.

L'honorable sénateur n'estimait pas suffisant le principe de la périodicité établi dans la loi sur le paiement des salaires. Il croyait bon de faire un pas de plus et d'astreindre le patron à régler ses ouvriers un jour déter-

(1) Brice, *loc. cit.*, p. 54 et 55.

miné de la semaine. Détail particulièrement curieux : M. Delahaye choisit le vendredi comme jour de paye. Pourquoi cette préférence et quels sont les motifs qui peuvent être invoqués à l'appui de cette thèse ? Ils sont à la fois d'ordre moral et d'ordre économique. D'ordre moral en ce sens que le paiement du vendredi serait un moyen de lutter contre l'alcoolisme et l'ivrognerie. L'ouvrier français est, en effet, particulièrement entraîné au travail à la fin de la semaine. Il ne quitte jamais la besogne le samedi. Par conséquent, s'il reçoit son salaire le vendredi, il évitera de boire dans la soirée ; il sera obligé de se surveiller, sachant que la journée du lendemain sera rude et pénible. Ce serait là une façon très ingénieuse de pousser à la sobriété et il paraît que beaucoup d'industriels qui ont employé ce système en ont été très satisfaits. Un autre avantage réside dans ce fait que la ménagère reçoit le vendredi la paye du chef de famille ou des enfants qui travaillent. Son premier soin sera de faire dès le lendemain un emploi utile de la petite somme ainsi versée entre ses mains. Elle aura toute facilité pour se procurer immédiatement des provisions ou les objets qui lui sont nécessaires. Bien plus, la loi de l'offre et de la demande fera accourir le samedi nombre de marchands qui viendront offrir aux ouvriers les denrées de première nécessité. Des marchés pourront s'instituer. A l'appui de son amendement M. Delahaye cite l'exemple de l'Angleterre : « C'est également, disait-il, ce qui se passerait en France si nous avions la semaine anglaise. Cette semaine anglaise

n'est autre que la semaine du Moyen Age où l'on se reposait le samedi à partir de midi et plus rarement à partir de trois heures. Moi-même je pratique la semaine anglaise en partie depuis de longues années et je ne pourrais plus la supprimer. Tous les ouvriers en sont charmés. Cela permet de faire les gros travaux de la maison le samedi et d'aller se promener en famille le dimanche » (1). L'amendement de M. Delahaye fut pris en considération, mais il ne pouvait être voté.

Les observations présentées par l'honorable sénateur sont très intéressantes, mais les conséquences heureuses qu'il permet d'entrevoir ne pourraient se produire qu'à la condition de changer les habitudes et le caractère des ouvriers français. Il serait bon sans doute de voir s'implanter chez nous le système de la semaine anglaise. Cette semaine est excellente, mais il faut qu'elle se termine par le dimanche anglais. Or, nos mœurs n'ont pas encore évolué dans ce sens. Il y a entre le dimanche français et le dimanche anglais une différence radicale. Quelle est la situation chez nos voisins ? Le dimanche est un jour de repos, de prêche et de recueillement ; il comporte presque une certaine part d'ennui, et, dès lors, il n'y a rien d'étonnant à ce que l'ouvrier soit, le lundi, parfaitement apte à la besogne. Il y apporte une énergie toute fraîche ; il atteint presque immédiatement au maximum de sa production. Au contraire, que se passe-t-il en France ? Notre dimanche est bien un jour de repos, mais c'est aussi un jour de

(1) Sénat, Séance du 9 février 1903, *Doc. Parlem.*, p. 85.

fête. L'activité est déplacée, mais souvent elle n'est pas moins grande dans le divertissement que dans le travail. Le lundi matin l'ouvrier n'est pas en train. Il se ressent encore des fatigues de la veille ; il produit peu ; il lui arrive même de désertier l'atelier ; alors à quelles conséquences s'exposerait-on si l'après-midi du samedi était également consacrée au repos ? A voir inaugurer avec le samedi, le dimanche et le lundi, trois jours consécutifs pendant lesquels le travail chômerait. Ce serait là une déplorable innovation qui serait incompatible avec la bonne tenue de la famille et le maintien de ses moyens d'existence. Chez nous la fin de la semaine est précisément le temps de grand entraînement ; il suffit de jeter les yeux sur des statistiques industrielles pour se rendre compte que le rendement, avec le même personnel et les mêmes machines, varie suivant que l'entraînement de l'ouvrier est en voie d'acquisition ou qu'il est acquis. Le travail suit pour ainsi dire une marche ascensionnelle du commencement de la semaine à la fin. Et, lorsque le dernier jour de la semaine coïncidera avec un jour de paye, on constatera encore un redoublement d'énergie. Dans une mesure normale cela est utile à l'ouvrier pour avoir de bons salaires et à l'usine pour avoir de bons résultats. Telles sont les considérations qui méritaient d'être retenues et qui ont été de nature à faire rejeter l'amendement proposé. Il est inutile, en effet, d'édicter une nouvelle règle restrictive de la liberté. L'obligation de payer le vendredi troublerait d'une manière très fâcheuse les habitudes du commerce

et de l'industrie. Dans beaucoup d'établissements, et nous pouvons même dire dans beaucoup de régions, cette mesure serait contraire à l'intérêt de l'ouvrier. La preuve en est qu'aussitôt la proposition connue de nombreuses réclamations ont été adressées à la Commission. Nous ne citerons qu'un exemple, l'opposition soulevée immédiatement par le syndicat des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs de France. Le syndicat s'exprime ainsi : « La fixation du vendredi pour le paiement des salaires serait contraire aux usages et entraînerait, par le chômage qui se produirait inévitablement le samedi, soit pour l'ouvrier une perte, soit une augmentation de salaire que l'état actuel de l'industrie ne nous permet pas de supposer » (1). Ce sont là des observations fort sages devant lesquelles la commission ne pouvait que s'incliner. Il est évident que l'usine est un lieu public et qu'à ce titre elle peut être l'objet de réglementation. Mais encore faut-il que les règlements soient pratiques et qu'ils répondent bien au but à atteindre. Il convient avant tout d'éviter les mesures vexatoires et inutiles. Pourquoi multiplier les obligations ? La loi prescrirait de payer le vendredi ! Et à quelle heure s'il vous plaît ? Pourquoi n'irait-on pas jusque-là ? Quelqu'un pourrait soutenir qu'il y a une heure meilleure que l'autre... Non, la vérité c'est que le patron doit déterminer d'accord avec le personnel, le jour où la paye convient le mieux à tout le monde et il n'y a pas à se défier ici du chef d'entreprise. Celui-ci n'a pas d'intérêt divergent de

(1) Sénat, Séance du 2 mars 1909, *Doc. Parlem.*, p. 168.

celui de son personnel ; il n'aura en vue que d'être accommodant ; il s'inspirera de toutes les considérations qui peuvent entrer en ligne de compte et personne mieux que lui ne sera à même de savoir si le paiement doit avoir lieu soit à la fin, soit au commencement de la semaine, soit à date fixe et à jour variable.

Le paiement à la fin de la semaine permet à la femme de l'ouvrier de faire ses approvisionnements le dimanche, mais il a le gros inconvénient de pousser l'ouvrier à la dépense. Que peut-on faire de mieux que de profiter du jour de repos pour aller dépenser son argent au cabaret ?— Le paiement au commencement ou au milieu de la semaine nous paraît fort recommandable parce qu'il enlève au contraire à l'ouvrier l'occasion de gaspiller. Le paiement à dates fixes et à jour variable, par exemple le 15 et le 30 de chaque mois, est encore un excellent procédé. C'est peut-être le meilleur, parce qu'il empêche l'ouvrier de prendre des habitudes pour le jour de la paye. Malgré tout, c'est le paiement du samedi qui est de beaucoup le plus répandu. C'est le jour de paye généralement adopté en France et à l'étranger. A Paris (1) et dans sa banlieue la paye a lieu le samedi dans 85 0/0 des établissements, à date fixe dans 11 0/0 ; le dimanche ou le lundi dans 5 0/0. Cette proportion doit représenter à peu près exactement les usages de la France.

(1) *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, tome I, Seine.

Epoque du paiement à l'étranger.

La plupart des législations s'efforcent d'arriver à une certaine périodicité dans le paiement des salaires ; mais si toutes s'occupent plus ou moins de la question il faut reconnaître qu'elles ne la résolvent pas de façon identique. Trois systèmes en effet sont en usage chez nos voisins. Le premier consiste à laisser aux intéressés une liberté absolue. Le deuxième se contente de déterminer la périodicité des paiements par une disposition purement interprétative de la volonté des parties, mais sans limiter en aucune manière le droit qu'elles ont de fixer une périodicité différente. Le troisième indique l'intervalle maximum qui peut s'écouler entre deux paiements tout en autorisant les parties à établir une durée moindre. Le premier système est suivi par les pays qui n'ont pas encore de législation sur le mode de paiement des salaires. Mais c'est aussi le système usité en Allemagne. L'*Allemagne*, en effet, laisse à la libre convention des parties intéressées le soin de régler l'époque du paiement ; les rapports des inspecteurs de fabriques ont, paraît-il, prouvé que l'initiative privée suffit à assurer de courts délais (1). C'est ce qui empêcha d'aboutir une proposition de loi faite au Reichstag pour prescrire le paiement des salaires à des intervalles réguliers et rapprochés. Le projet mentionnait que les paie-

(1) Le paiement hebdomadaire est la règle, Bodeux, *loc. cit.*, p. 340. Voir cependant Morisseaux, *La législation du travail*, t. I, pp.¹ 413, 415.

ments devaient avoir lieu de sept jours en sept jours ou tout au moins de quatorze jours en quatorze jours pour le travail à la journée. En ce qui concerne le travail aux pièces, les ouvriers devaient être réglés tous les mois avec paiement d'acomptes toutes les semaines ou toutes les quinzaines. On demandait aussi que la paye eût lieu le vendredi ou le samedi, le vendredi surtout pour les ouvriers n'habitant pas la localité. Le principe de cette proposition fut approuvé, mais des objections furent présentées au sujet du travail aux pièces. Il est très difficile, disait-on, de faire les comptes tous les huit jours ou même tous les quinze jours. D'ailleurs, une complication peut se produire et rendre plus délicat encore l'établissement des comptes ; les mêmes ouvriers peuvent travailler tantôt à la journée et tantôt aux pièces. En présence de ces difficultés la proposition échoua et on se contenta d'une disposition conciliatrice qui remet aux communes le soin de réprimer les abus. Une commune ou une fédération de communes, déclare l'article 419 *a*, peut prescrire pour toutes les industries ou pour certaines branches d'industrie que le paiement des salaires aura lieu tous les mois au moins et toutes les semaines au plus. Cette manière de solutionner la question donne à la loi plus d'élasticité. Elle permet de tenir compte des besoins et des usages locaux. Mais, d'autre part, l'action que peut exercer l'administration communale n'est pas très énergique ; et il est douteux que l'on puisse arriver par ce moyen à de sérieux progrès. L'histoire nous fournit un exemple ;

en ce qui concerne le repos dominical l'intervention des communes a été fort peu efficace.

En Angleterre règne également la liberté des conventions, quoique la commission de 1871 ait recommandé la fréquence des paiements comme le meilleur moyen de supprimer le Truck. En effet, le paiement à intervalles éloignés se combinait avec le Truck-System dont il était le plus ferme appui. M. le Comte de Paris a signalé des compagnies où le paiement n'a lieu que tous les deux ou trois mois (Rhymney C^{ie}), d'autres où il n'a lieu que tous les deux ans (mines de plomb de Wanlockhead) (1). M. le Comte de Paris insiste sur ce point : « Le paiement à longues échéances, usité en Angleterre dans l'industrie minière et métallurgique, donne aux Compagnies le moyen de contraindre les ouvriers obligés d'obtenir des avances à fréquenter le Truck Shop. » Pour parer à ces abus un bill fut déposé en 1872 ; ce bill tendait à rendre obligatoire le paiement par quinzaine. Mais il n'a jamais été discuté. Il convient également de signaler une loi du 16 septembre 1887 relative à la protection des ouvriers dans les mines de Cornouailles et de Devonshire et qui ordonne le paiement par semaine. Enfin le 10 avril 1888 la Chambre des Communes a rejeté en deuxième lecture le Wages bill pour l'Irlande, ordonnant le paiement par quinzaine.

Le second système est celui de la Norvège qui établit le paiement par semaine, sauf convention contraire et sans

(1) Comte de Paris, *loc. cit.*, p. 273.

fixer de délai maximum (article 30 de la loi norvégienne). Ce système se rencontre également dans les lois hongroise et autrichienne (article 118 de la loi hongroise, article 77 de la loi autrichienne).

Le troisième système est suivi aux Etats-Unis, en Russie, en Suisse et en Belgique. — *Aux Etats-Unis* il a fallu lutter avec énergie contre le paiement à intervalles espacés : « Il a été longtemps d'usage, dit M. Levasseur (1), de ne régler qu'une fois par an avec les ouvriers ce qui les enchaînait à la fabrique et équivalait en réalité à une dépréciation du salaire. Le paiement par semaine ou par quinzaine, qui est beaucoup plus normal, a fait des progrès avec l'abondance des métaux précieux et la puissance du parti ouvrier, il est énergiquement réclamé par les syndicats. » De nombreux Etats de l'Union ont tenu à prouver que ces paroles ne devaient pas rester vaines. Ils ont voté des dispositions impératives fixant à huit jours ou à quinze jours l'époque du paiement des salaires. L'Etat de Pensylvanie a donné le bon exemple. En 1887, il a édicté une loi qui dépasse la portée de notre loi française. Le paiement doit avoir lieu deux fois par mois avant le 15 ou avant le 30 de chaque mois. Dans le cas où le patron serait en retard pour ces paiements, ses ouvriers et employés auraient contre lui une action judiciaire pour l'obliger à payer. Cette prescription — et c'est le fait curieux — s'applique non seulement aux ouvriers industriels mais aux ouvriers agri-

(1) Levasseur, *Causes régulatrices du salaire*, p. 230.

coles et aux employés occupés à un travail intellectuel.

Stocquart énumère 14 Etats ayant promulgué des lois ordonnant le paiement par quinzaine ou par semaine : Massachussetts (1886-1891) ; Maine (1887) ; Ohio (1887 ; 1890) ; New-Hampshire (1887) ; Pensylvanie (1887-1891) ; Virginie (1887) ; Connecticut (1888) ; Arkansas (1889) ; Missouri (1889) ; Wisconsin (1889) ; New-York (1890-1893) ; Californie (1891) ; Kansas (1893) ; Illinois (1891) (1). Cette dernière loi ne s'appliquait comme la loi de New-York qu'aux paiements faits par les sociétés à leurs ouvriers ; à ce titre elle était inconstitutionnelle ; c'est ce que déclara la Cour suprême de l'Illinois qui jugea la loi contraire à l'article de la Constitution disant qu'il ne peut être dérogé aux statuts des sociétés par des lois particulières (2).

En Russie le paiement doit être effectué une fois au moins par mois si l'on est en présence d'un louage à terme de plus d'un mois ; s'il s'agit d'un louage à terme indéterminé le patron doit régler ses ouvriers deux fois par mois.

La Suisse fixe en même temps un maximum et une moyenne.

La loi fédérale du 23 mars 1877 stipule que, si aucune convention contraire n'est intervenue, le paiement doit avoir lieu tous les quinze jours ; la loi établit ainsi une présomption contre le patron. Celui-ci pour obtenir une

(1) Stocquart, *Le contrat du Travail*, pp. 170, 173.

(2) Stocquart, *ibid.*

prolongation doit indiquer d'une manière spéciale l'atteinte qu'il entend porter à la règle générale; l'ouvrier sera averti; il n'y a pas à craindre de surprise désagréable; c'est là une excellente mesure. Néanmoins le législateur a voulu protéger l'ouvrier contre sa propre faiblesse en l'empêchant d'adhérer à des paiements trop espacés. La durée maxima qui doit séparer deux paiements est de un mois et « la partie du salaire portée à compte nouveau le jour de la paye ne doit pas excéder le salaire de la dernière semaine; pour le travail aux pièces les conditions de paiement jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage seront fixées de gré à gré par les intéressés (article 10). La disposition permettant de n'effectuer qu'un paiement mensuel a été trouvée trop peu sévère par le canton d'Unterwald qui a ordonné le paiement par quinzaine. Il résulte d'une enquête, à laquelle il a été procédé en 1892-1893, que la périodicité était ainsi établie dans le deuxième arrondissement d'inspection (cantons de Vaud, du Valais, de Gênes, de Tessin, de Berne, de Fribourg, de Neuchâtel): 1083 établissements se trouvaient soumis à la loi; dans 503, soit un peu moins de la moitié, la paye était bi-mensuelle; dans 322, soit les trois dixièmes, elle était mensuelle; dans 258, soit un peu plus des deux dixièmes, elle était hebdomadaire (1).

En Belgique (2) une distinction a été faite suivant que

(1) V. Bodeux, *loc. cit.*, p. 241.

(2) Le ban de 1280 dont nous avons parlé rend obligatoire le paiement par quinzaine.

le salaire est inférieur ou supérieur à cinq francs par jour. Dans le premier cas le salaire doit être payé deux fois par mois ; dans le second cas une fois par mois ; cette différence est basée sur ce fait que plus l'ouvrier gagne de grosses journées, plus il a de facilité à équilibrer son budget. Pour les ouvrages à façon, à la pièce ou par entreprise, le règlement partiel ou définitif sera effectué au moins une fois chaque mois (article 5). La sanction consiste dans une amende de 50 à 2.000 francs.

C'est aussi le système adopté par la loi luxembourgeoise d'août 1895 qui ordonne le paiement des ouvriers au moins deux fois par mois.

Epoque du paiement dans différents pays d'Europe

	Angleterre	Allemagne	Autriche	Hongrie	Belgique	Suisse	Norvège	Russie	France
Détermination de l'époque du paiement		1 ^o Peut être fixée par le conseil communal minimum 8 jours maximum 1 mois	Par semaine sauf convention contraire	Par semaine sauf convention contraire	Salaire inf. à 5 fr. par jour 2 fois par mois Salaire sup. à 5 fr. par jour 1 fois par mois Travail au temps Travail à la tâche 1 fois par mois	Travail au temps tous les 15 jours sauf convention contraire maximum 4 mois Travail à la tâche de gré à gré	Par semaine sauf convention contraire	Louage à terme d'un mois 1 fois par mois Louage à terme indétermi- né 2 fois par mois	Travail au temps 2 fois par mois Travail à la tâche de gré à gré avec paiement d'accom- tes tous les 15 jours
Sanction pénale		Amende de 150 marks ou 4 semaines de prison	Doit être indiquée dans le règlement d'atelier	Doit être indiquée dans le règlement d'atelier	Doit être indiquée dans le règlement d'atelier	Doit être indiquée dans le règlement d'atelier	Doit être indiquée dans le règlement d'atelier	Doit être indiquée au livre de compte	Amende de 5 à 15 francs

TROISIEME PARTIE

Lieu du Paiement.

Il semble au premier abord que cette question n'ait pas l'importance de celles que nous venons d'étudier. On serait presque tenté de se demander pourquoi le législateur a cru devoir réglementer sur ce point les rapports entre patrons et ouvriers. Quelques instants de réflexion suffisent pourtant à faire comprendre qu'il est extrêmement utile de s'occuper du lieu du paiement. Cette question est intimement liée aux précédentes et, pour être véritablement efficace, une loi sur le paiement des salaires ne pouvait laisser à l'initiative patronale le soin de fixer les endroits où le salaire devait être réglé. Il fallait encore sur ce point prévenir les abus et assurer l'indépendance de l'ouvrier. Nous savons déjà que le patron est obligé de payer ce qu'il doit en monnaie légale (article 1^{er}) ; nous savons qu'il doit effectuer les paiements à des intervalles assez rapprochés pour que l'ouvrier ne soit pas astreint à recourir à des avances néfastes (article 2). Il reste une

difficulté à trancher. L'employeur pourra-t-il payer où bon lui semble, dans l'usine comme dans un économat, dans un débit de boissons comme dans un magasin de vente ? N'y a-t-il pas un danger pour l'ouvrier et, si la loi est muette, ne risque-t-on pas de tomber dans les abus que l'on cherche à éviter ? Incontestablement oui ! On ne peut taxer d'arbitraire une réglementation qui n'est que le complément des mesures prises pour éviter le Truck-System. Il est impossible de permettre aux contremaîtres de transformer les cabarets en lieux de paiement des salaires et il faut lutter contre la tendance qu'ils auraient à s'associer aux cabaretiers pour partager les profits des dépenses faites. Le danger est particulièrement à craindre en cette matière, car on s'adresse ici aux vices mêmes de l'individu ; on les favorise ; on les encourage en quelque sorte ; les ouvriers ne sont que trop enclins à la boisson et il n'est nul besoin que l'on vienne encore faciliter la satisfaction de leurs penchants.

De bonne heure la prohibition du paiement dans les cabarets a paru indispensable, mais la formule du texte était difficile à arrêter. Cette mesure a d'ailleurs suivi le sort de celles relatives au Truck-System. La Commission extra-parlementaire, dont M. Lyon-Caen a été le rapporteur, a élaboré un projet interdisant le paiement dans les débits de boissons sous peine de nullité du paiement fait en violation de ces dispositions. M. Maxime Lecomte avait introduit dans sa proposition de loi sur le paiement des salaires, l'article suivant : « Le paiement des salaires ne

peut être fait aux ouvriers dans les débits de boissons ou dans des magasins de vente au détail ou dans des locaux y attenants » (article 2). La Chambre vota dans la loi sur les règlements d'atelier une disposition ainsi conçue : « Les patrons sont tenus de régler leurs ouvriers dans la fabrique ou le chantier » (article 6). Le texte voté par le Sénat est le suivant : « Les paiements ne peuvent être faits que dans l'usine ou dans l'un de ses bureaux et non dans les débits de boissons ou dans les magasins de vente au détail (article 3). En 1898 l'article ainsi conçu est discuté à la Chambre. Il devait susciter de légitimes protestations ; deux amendements furent déposés ; ils étaient rédigés presque dans les mêmes termes ; ils tendaient à remplacer l'article 3 du projet par la disposition suivante : « Les paiements ne peuvent être faits dans les débits de boissons ou dans les magasins de vente au détail ». Sous cette forme le texte se trouve modifié d'une manière très heureuse ; ce sont d'ailleurs presque les mêmes termes qui passeront en 1909 dans la rédaction définitive. Cet amendement était indispensable pour préciser la portée de la disposition. La Commission de la Chambre, dans son désir de rester d'accord avec le Sénat sur le plus de points possible, avait accepté le texte de l'article 3 tel qu'il avait été arrêté au Luxembourg. Cet article ne visait que l'usine ; or, il est évident qu'il devait s'appliquer non seulement aux ouvriers travaillant dans les usines, mais encore à ceux qui sont occupés dans les ateliers, manufactures et chantiers. Il aurait donc fallu se livrer à une énu-

mération des divers endroits où les ouvriers peuvent être employés. Cette énumération qui risquait d'être fastidieuse ou incomplète méritait d'être supprimée. En se bornant à interdire les paiements dans les débits de boissons et dans les magasins de vente au détail, la Chambre n'a pas modifié le sens de la loi. Pourquoi irait-on plus loin ? Pourquoi obligerait-on le manufacturier à faire le paiement dans un local déterminé, dans son usine ou dans un de ses bureaux ? En d'autres termes, est-il utile de préciser ce qui devra être fait ? Ne suffit-il pas d'indiquer ce qu'il est interdit de faire ? Prévoir toutes les combinaisons, embrasser la variété des cas qui peuvent se présenter, est chose tout à fait impossible. Tantôt on paye à l'usine, tantôt dans un bureau, dans un atelier, dans un magasin, sur un chantier, dans la maison du patron ou dans celle de l'ouvrier. Or, pour qu'une loi soit bonne, pour qu'elle soit d'une application facile, elle doit éviter d'être tyrannique. Il faut qu'elle soit à la fois pratique et bienfaisante pour tout le monde. Si elle est tracassière contre qui que ce soit, patron ou ouvrier, elle provoquera plus de maux qu'elle n'en pourra guérir. Il convient de se borner à ce qui est essentiel, à ce que tout le monde regarde comme nécessaire : l'interdiction de ce qui expose l'ouvrier à des dépenses inutiles ou superflues et à une exploitation absolument injustifiée. Il ne doit pas, à l'instant même où il reçoit son salaire, être entraîné à en laisser tout ou partie entre les mains du débitant et à rentrer les poches vides à la maison. Il est à noter que le tenan-

cier du débit de boissons sera le plus souvent un contre-maître ou un homme de paille au service du patron ; leur mission consistera à renseigner l'employeur sur le zèle plus ou moins grand de chaque ouvrier ; de là à considérer un petit buveur comme un mauvais ouvrier il n'y a qu'un pas et on demeure effrayé de voir quelle prime peut être ainsi offerte à l'intempérance et à l'ivrognerie.

Dès 1898 ces diverses considérations ont été mises en lumière par des orateurs de talent tels que MM. Lemire et Renou. La Chambre s'est ralliée à leur opinion et la simplification demandée par eux a été votée. La Chambre a eu un autre mérite. Elle a définitivement et d'une manière très heureuse donné une solution à plusieurs questions que nous nous bornerons à indiquer et dont la loi de 1909 s'est exclusivement inspirée en rédigeant l'article 3 ainsi conçu : « Le paiement ne peut être effectué un jour où l'ouvrier ou l'employé a droit au repos, soit en vertu de la loi, soit en vertu de la convention. Il ne peut avoir lieu dans les débits de boissons ou magasins de vente sauf pour les personnes qui y sont occupées. »

Interprétation de l'article 3. — 1° A quelles catégories de travailleurs s'applique l'article 3 ? Il ne semble pas qu'une difficulté sérieuse puisse s'élever. Reportons-nous au titre de la loi : « Loi sur le paiement des salaires des ouvriers et employés. » Puisqu'aucune restriction n'a été faite, puisqu'aucune exception n'est indiquée, nous nous trouvons en présence de la règle générale : ouvriers et employés sont englobés dans les

mêmes dispositions. Un écueil cependant était à éviter. Supposons qu'un ouvrier travaille dans un débit de boissons ou dans un magasin de vente. Que va-t-il se passer ? Le patron ne pourra-t-il payer dans son établissement ? Sera-t-il obligé de se rendre au domicile de l'ouvrier ou chez une tierce personne ? Ce serait faire injure au législateur que de croire un seul instant à la possibilité d'une semblable mesure. Lorsqu'un ouvrier est au service d'un débitant de boissons, il est évident que la prescription de la loi ne peut s'appliquer. Cet ouvrier est dans des conditions particulières qui rendent impossibles les abus que l'on se propose de réprimer. D'ailleurs le patron est chez lui, il paye chez lui. Il lui suffira d'avoir à côté du local où se fait le débit, une pièce, un bureau où il pourra effectuer les paiements.

2° Le paiement pourra-t-il être effectué un jour où l'ouvrier ne travaille pas ? Il est de toute justice de répondre à cette question par la négative. On ne peut imposer au travailleur une oppression qui serait des plus injustifiées. Forcer l'ouvrier à venir le dimanche matin, par exemple, pour recevoir son salaire, ce serait lui faire perdre souvent toute une matinée de liberté. Aussi le § 1^{er} de notre article édicte-t-il que le patron ne pourra payer l'ouvrier un jour où celui-ci a droit au repos, soit en vertu de la loi, soit en vertu d'une convention. Cette disposition qui provient d'un amendement de M. Balsan ainsi conçu : « le salaire sera payé un jour de travail », a pour but d'empêcher qu'on puisse « faire venir l'ouvrier le di-

manche matin pour recevoir son salaire et qu'on lui fasse perdre ainsi toute sa matinée de liberté » (1).

On peut se demander ce que le législateur a voulu dire en employant l'expression « jour de repos ». Faut-il entendre « jour » dans son sens habituel ou bien, ce mot désigne-t-il les vingt-quatre heures consécutives pendant lesquelles le salarié a droit au repos en vertu de l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 13 juillet 1906 ? La distinction n'est pas sans intérêt. Supposons, en effet, qu'un employé ait droit au repos du dimanche midi au lundi midi. Si l'on adopte la première interprétation du mot « jour », cet employé ne pourra être payé ni le dimanche matin, ni le lundi après midi, car le dimanche et le lundi sont « des jours où il a droit au repos ». Si, au contraire, on entend par jour les vingt-quatre heures de repos, c'est seulement du dimanche midi au lundi midi que le paiement sera prohibé (2). C'est à cette dernière solution que nous nous arrêtons. C'est la plus rationnelle et en même temps la plus conforme à l'intérêt du salarié.

3° Il était également utile de songer aux ouvriers qui travaillent à domicile, souvent très loin de la ville où ils apportent habituellement leur ouvrage et qu'on a l'habitude de payer chez eux. Aux environs de Lyon, par exemple, un grand nombre de canuts travaillent chez eux. Ils sont payés à domicile par les employés des fabricants qui vont reconnaître l'ouvrage dans le courant de la se-

(1) Chambre, Séance du 6 décembre 1898, *J. O.* du 7, p. 2386.

(2) Dalloz Périodique, année 1910, 4, 151 (2^e colonne).

maine. On évite ainsi le déplacement des ouvriers. La loi ne se montre nullement défavorable à cet état de choses. Le texte n'indique pas dans quel endroit il faut payer. Il dit seulement dans quels endroits il sera interdit de payer. C'est dans ce sens que s'est prononcé M. Dubief, rapporteur, en réponse à une question posée par M. le député Jaluzot à la Chambre le 6 décembre 1898 (1). M. Dubief déclara qu'il était absolument licite de payer les ouvriers chez eux. Il serait même à désirer qu'il pût en être partout ainsi.

(1) Chambre des Députés, Séance du 6 décembre 1898, *J. O.*, p. 2386.

Lieu du paiement dans différents pays d'Europe

	Angleterre	Allemagne	Autriche	Hongrie	Belgique	Suisse	Norvège	Russie	France
Endroits où le paiement est interdit	Dans les tavernes, cabarets, débits de bière et lieux d'amusement	Dans les auberges ou cabarets et lieux de vente, sauf approbation de l'autorité	Dans les cabarets et débits de boisson		Dans les cabarets, débits de boisson, magasins, boutiques ou locaux y attenants				Dans les débits de boisson ou dans les magasins de vente
Endroit où le paiement doit avoir lieu	Dans un bureau spécial non attachant à un débit					Dans la fabrique	Dans l'atelier ou à côté		
Sanction pénale	Amende de 40 livres au maximum	Amende de 150 marks ou 4 semaines d'emprisonnement au maximum			Amende de 20 à 2.000 francs	Amende de 5 à 500 francs	Amende de 5 à 100 couronnes		Amende de 5 à 15 francs

QUATRIÈME PARTIE

Amendes.

Les règlements d'atelier, qui nous apparaissent comme l'ensemble des conditions du contrat de travail, mentionnent en général diverses sanctions qu'il nous est permis de classer par ordre d'importance : la réprimande, l'amende, la mise à pied et le renvoi. De toutes ces sanctions l'amende est la plus usitée et aussi la plus combattue. C'est celle contre laquelle le parti socialiste ne cesse de s'élever ; la question, maintes fois soulevée au Parlement, a toujours donné lieu à des débats orageux. Pendant de longues années le désaccord qui régnait à ce sujet entre les Chambres a retardé le vote de la loi sur le paiement des salaires et, si cette loi a enfin abouti, c'est grâce à une discrimination dont nous avons déjà parlé. Aussi, bien que la question des amendes ne semble pas rentrer directement dans les limites de notre exposé, elle mérite cependant de retenir notre attention. Elle a été jusqu'au dernier moment trop intimement liée à notre loi

pour qu'il nous soit possible d'oublier les discussions fréquentes qu'elle a suscitées.

Les amendes sont des peines pécuniaires infligées à l'ouvrier pour manquement à l'une des obligations auxquelles il est tenu. Une première confusion est à éviter. Il faut distinguer avec soin les amendes disciplinaires et les déductions de solde pour travail défectueux, malfaçon ou détérioration de matières premières. Dans ce dernier cas il s'agit de la réparation d'un dommage causé au patron et qui lui donne le droit de réclamer une indemnité soit devant les Conseils de Prud'hommes, soit devant le juge de paix. Il ne saurait y avoir aucune corrélation entre ces déductions pour malfaçon et les amendes qui constituent une pénalité. En pratique, pourtant, la distinction est très difficile à établir. Dans quel cas y aura-t-il amende ? Dans quel cas malfaçon ? En général, on considère comme malfaçon tout travail défectueux ou toute détérioration de matières premières. Mais ce critérium n'évite pas toute discussion. Un jugement du Tribunal de commerce de Nantes et un arrêt de la Cour de cassation permettent d'écarter un certain nombre de difficultés. L'ouvrier, travaillant à l'atelier sous la surveillance du patron, n'est pas pécuniairement responsable de ses malfaçons ; il peut seulement être renvoyé sans indemnité s'il s'en rend habituellement coupable (1). D'après cette théorie la malfaçon ne pourrait donner lieu à une indem-

(1) Cass. 12 févr. 1868. — S. 1868, 1, 208. Trib. Comm. Nantes, 9 février 1889. — Cass., 15 févr. 1892. — S. 1893, 1, 143.

nité que si l'ouvrier travaille hors de l'atelier et sans surveillance, sous sa propre responsabilité. Faut-il aller plus loin ? Peut-on demander que les retenues pour malfaçon soient interdites ? Certains parlementaires furent de cet avis. Ils en arrivèrent à conclure que toute indemnité devait être réclamée en justice. Ce serait là sans doute un moyen de mettre fin aux abus, mais le remède pourrait être pire que le mal. C'est pourtant ce qui a été fait en Russie où la loi a autorisé les amendes pour travail défectueux ou détérioration de matières premières, mais où toute indemnité pour malfaçon ne peut être réclamée que par voie judiciaire. Cette mesure était peut-être nécessaire en Russie où les abus étaient particulièrement graves. Nous ne la croyons pas indispensable dans les autres pays. Quoi qu'il en soit, nous n'avons plus à nous occuper des retenues pour malfaçon. Tout ce que nous allons dire s'appliquera uniquement aux amendes... Le taux de ces amendes est généralement prévu par le règlement d'atelier qui indique aussi pour quels motifs on pourra en infliger ; mais il arrive qu'elles soient complètement arbitraires. Rien ne permet alors à l'ouvrier de savoir pour quelle faute il est puni ; rien ne lui indique quelle sanction s'attache à chaque infraction.

Le seul argument sérieux invoqué par les patrons est qu'il leur appartient d'assurer la discipline dans leur atelier et que, pour arriver à ce résultat, les amendes sont absolument nécessaires. Or, ce qui a toujours été affirmé par les adversaires du principe, c'est qu'il n'a jamais été

question de mettre en péril le maintien de la discipline professionnelle ; il s'agit seulement de savoir si l'amende est une arme que l'on doive laisser aux mains du patron pour assurer cette discipline. N'est-ce pas pour lui un droit exorbitant et quelles sont les principales critiques que l'on peut relever contre les amendes ?

Inconvénients des amendes. — 1° Tout d'abord, au point de vue juridique il y a lieu de s'alarmer des conditions dans lesquelles l'amende va être imposée. Le patron et l'ouvrier sont liés par un contrat de louage ; or, si le patron a le droit de retenir une quote-part du salaire, nous sommes en présence d'un co-contractant s'érigeant juge d'un conflit dans lequel il est intéressé : « Le patron se trouve à la fois, disait M. Zévaès à la tribune de la Chambre, législateur, gendarme, percepteur et juge dans sa propre cause à son profit exclusif (1) ». Ainsi l'amende constitue un droit exorbitant pour le patronat. Elle est prononcée sans formalité, sans garantie, sans défense. Ces arguments se trouvent indiqués dans l'exposé des motifs du projet Ferroul : « La révolution de 1789 a supprimé les justices seigneuriales pour ne laisser subsister que la justice sociale. Nous croyons que pour les mêmes raisons il y a lieu de faire disparaître les justices patronales qui ont encore cela de commun avec les anciennes justices seigneuriales que le patron ne fait pas seulement la loi, il l'applique lui-même. Après avoir édicté la peine de l'amende il fixe, prélève et prononce

(1) *Doc. Parlem.*, Chambre Députés, 1898, p. 2387.

cette amende sous la forme de retenues sur les salaires, c'est-à-dire que, sans délégation aucune de la Société, sans investiture, il est à la fois juge et percepteur de son propre bénéfice (1) ». On pourra nous objecter que la situation est la même quand un patron renvoie un ouvrier. C'est une erreur, car celui-ci trouve alors dans la loi une double garantie. Il y trouve d'abord une garantie de forme, puisqu'il y a un délai de prévenance à observer, et une garantie de fond, puisque si le renvoi lui apparaît comme injuste il peut actionner son patron devant les Tribunaux.

2° Au point de vue de l'application pratique il y a lieu de se demander : « Qui va distribuer l'amende ? » C'est le contremaître et il ne peut en être autrement. Personne ne demandera au patron d'être doué du don d'ubiquité et de circuler à toute heure dans le rang de ses ouvriers. Or, le contremaître est plus suspect de partialité et il est à craindre qu'il ne distribue l'amende suivant la loi de sa fantaisie. Quelquefois même il n'agira que dans son intérêt propre en cherchant à s'approprier les retenues ainsi faites sur le salaire. Souvent il usera de l'amende suivant son caprice, suivant que tel ou tel ouvrier en cause lui plaît ou lui déplaît. C'est là ce qu'il y a de regrettable. Si la pénalité était toujours appliquée par des patrons soucieux de ne laisser régner que la justice dans leur atelier et dans leur usine, elle présenterait la moitié moins d'inconvénients ; il est certain que le patronat a été sou-

(1) Rapport Ferroul, 29 mai 1890, *Doc. Parlem.*, n° 591.

vent décrié et mal jugé parce qu'on l'a aperçu à travers un intermédiaire trop zélé qui exécute mal les volontés dont il est dépositaire.

3° L'argument capital consiste à soutenir que cette juridiction patronale porte atteinte à la dignité des travailleurs. Voici sur ce point les paroles que M. Viviani, alors ministre du Travail, prononçait à la Tribune du Sénat : « Je dis qu'il ne faut jamais faire appel, que l'on conduise des enfants ou des hommes à des châtiments qui portent atteinte à la dignité humaine, et je prétends que l'amende est redoutable, non seulement parce qu'elle prive l'ouvrier au point de vue matériel d'une part de son salaire journalier, mais qu'à un autre point de vue l'amende l'humilie vis-à-vis de ses camarades. Et je vois cet ouvrier aigri, se mettant le lendemain moins courageusement à la besogne, se laissant entraîner à d'autres manquements professionnels et n'apportant pas dans la collaboration qu'il doit à l'entreprise l'application qu'il a promise » (1). Cette opinion est encore celle de M. Sartiaux, directeur de la Compagnie du Nord, qui s'élève contre l'amende précisément pour cette raison qu'elle n'a aucun effet sur le mauvais ouvrier, mais qu'elle en a un déplorable sur le bon travailleur qu'elle arrive parfois à transformer en mauvais ouvrier : « Entre autres inconvénients il en est deux qui m'ont particulièrement frappé ; les bons agents, punis pour une faute exceptionnelle, s'en trouvent humiliés et découragés ; les agents

(1) Sénat, Séance du 22 janvier 1909.

médiocres s'accoutument au contraire à la petite diminution de salaire qui résulte périodiquement des amendes encourues et oublient trop souvent que leur famille peut en souffrir. » Il arrive fréquemment, en effet, que l'ouvrier frappé d'une amende, même justement appliquée, ne considère pas cette privation d'une parcelle de son salaire comme une sorte de rappel à la discipline, comme un moyen bienveillant de le ramener dans le droit chemin ; il en prend son parti, c'est une exception qui devient la règle et le salaire réduit lui apparaît comme son salaire normal. Or, qui souffre en définitive de cet état de choses ? Qui subit la véritable privation, le véritable châtiment ? C'est la femme de l'ouvrier ! Ce sont ses enfants ! C'est sa famille entière que l'amende atteint.

4^e C'est là un quatrième grief que l'on se plaît à invoquer contre les amendes. Ce n'est pas l'ouvrier seul coupable que cette pénalité frappe. Privé d'une partie de son salaire il n'est plus à même d'apporter chez lui les ressources nécessaires à la vie des siens ; il ne peut subvenir comme il conviendrait à ses charges domestiques.

Abus. — Les inconvénients que nous venons d'énumérer montrent que l'amende est une arme susceptible d'entraîner beaucoup de maux. Reste à savoir si réellement des abus se sont produits. Le doute n'est malheureusement pas permis. Nombreux sont les exemples que nous aurions à citer ; voici les principaux que nous croyons devoir signaler. Dans le département de la Somme, un patron infligeait des amendes qui allaient jusqu'à une re-

tenue équivalant au salaire de 19 journées de travail, soit 80 à 90 francs. Dans le Maine-et-Loire des amendes pour absence étaient supérieures au salaire journalier ; l'ouvrier gagnait moins de 2 francs ; le total des amendes pour une journée s'élevait parfois à 3 francs (1). Dans les Vosges existe un château appelé Château des amendes parce qu'il passe pour avoir été élevé avec leur produit (2). M. Renou disait à la Chambre en 1898 : « Il faudrait préciser quelle est la nature et le but des caisses de secours. J'ai dans mon dossier des documents qui vous montreront que c'est une pure fiction. Savez-vous où va l'argent des amendes ; il sert à entretenir les enfants des patrons, à leur acheter des jouets et des futilités. Je puis vous lire tel document où on se plaint qu'un certain mois il n'y a pas eu assez d'amendes et que l'enfant du patron n'a pas eu la prébende à laquelle il pourrait s'attendre (3). Certaines maisons de couture emploient de jeunes ouvrières à qui l'on donne de 0 fr. 75 à 1 fr. 50 par jour ; on arrive à diminuer ce petit salaire d'une heure ou deux chaque jour. D'autres faits ont été encore cités à la Chambre. En voici un par exemple : Il y a des filatures où l'on frappe d'une amende de 5 francs un ouvrier qui ne gagne que 3 francs par jour, lorsqu'il a laissé chômer son métier ou lorsqu'il s'est absenté. Ces amendes sont souvent infligées

(1) Rapport Keufer au *Cons. Supér. Trav.*, 2^e session, pp. 205, 231.

(2) Article Lyon-Caen (*Monde Economique*) 1892, tome II, p. 144.

(3) Chambre des Députés, 6 décembre 1898, p. 2376.

sans même attendre les explications de l'ouvrier qui peut avoir été malade sans pouvoir présenter de certificat de médecin ou empêché de venir à son travail pour une raison légitime. On lui fait subir une retenue considérable, quelquefois supérieure à son salaire » (1).

D'autre part, les journaux ont, vers 1896, mentionné le fait divers suivant : « L'usine de cotonnades G. D. de Roanne avait depuis sa fondation, il y a 25 ans, un sieur G. comme directeur ; il vient de se rendre coupable de détournements s'élevant à près de 200.000 francs... En dehors des falsifications d'écritures qui lui sont reprochées, il infligeait aux ouvriers de nombreuses amendes qu'il empochait » (2). Tous ces faits démontrent que les abus résultant des amendes sont assez répandus en France. Ce qui le prouve aussi c'est que tous les ans une certaine quantité de grèves se produisent pour protester contre le taux trop élevé des amendes ou les abus qu'elles engendrent : en 1893 une statistique a permis de relever que 17 grèves ont eu pour but de protester contre les amendes ; elles englobèrent 44.414 ouvriers ; 4 seulement ont été suivies de réussite ; 10 d'échec et 3 de transaction ; en 1894, 11 grèves dont 2 suivies de réussite, 5 d'échec et 4 de transaction,

Historique. — Tous ces faits démontrent que les abus résultant des prescriptions relatives aux amendes sont très

(1) Discours de M. le Gravian, Chambre, 4 novembre 1892, p. 1424.

(2) *Le Temps* du 30 juin 1895.

répandus dans notre pays. Cette question devenue importante méritait d'être solutionnée. Quelle a été l'attitude du Parlement ? S'est-il ému des revendications ouvrières ? A-t-il essayé de leur donner satisfaction ? C'est ce que nous allons maintenant rechercher.

De ce qu'aucune disposition relative aux amendes n'a été introduite dans notre loi de 1909 il ne faudrait pas conclure que les Chambres ne se soient pas occupées de la question. Tout au contraire, c'est précisément l'impossibilité de se mettre d'accord sur cet article qui a retardé pendant de longues années le vote de la loi sur le paiement des salaires. En effet, de 1892 à 1909 une opposition irréductible n'a cessé de régner entre le Sénat et la Chambre des députés. La Chambre, partisan de la suppression des amendes, s'est heurtée à la décision froide et tenace du Sénat qui ne consent qu'à la réglementation de ces amendes. Par trois fois la Chambre vote la suppression, par trois fois le Sénat vote contre la suppression ! C'est en 1892 que la question est soumise pour la première fois au Parlement. M. de Saint-Romme, alors député, était rapporteur à la Chambre d'une proposition de loi qui contenait le principe de l'amende. Or, en séance publique deux amendements ont été proposés dans le même sens et, détail véritablement curieux, les auteurs étaient deux députés siégeant aux côtés les plus extrêmes de l'assemblée. Malgré la vigoureuse résistance de l'honorable rapporteur, un des amendements fut admis par 340 voix contre 116. La Chambre, fidèle à un programme dont elle ne

s'est pas départie, votait la suppression des amendes.

Le projet vint alors devant le Sénat. M. Maxime Lecomte déposa en 1893 un rapport où il concluait non à la suppression mais à la réglementation des amendes. Il donne à l'appui de sa décision les motifs suivants : « L'amende apparaît comme une sanction aux infractions du règlement. Si les patrons se trouvaient désarmés par cette suppression, il ne leur resterait qu'à mettre l'ouvrier à pied pendant une journée ou une partie de la journée, ce qui serait beaucoup plus grave, puisque l'ouvrier, au lieu de perdre une partie de son salaire, en perdrait la totalité. On irait ainsi à l'encontre des intérêts de ceux que l'on cherche à protéger ; on préparerait à leur endroit une forme de répression d'autant plus sévère que l'ouvrier mis hors de l'atelier pendant une journée dépenserait au contraire le pécule nécessaire à sa famille » (1). Laissons donc subsister le principe de l'amende, mais soumettons-la à une triple condition. Il faut :

1^o Que l'amende soit prévue par un règlement d'atelier, dûment porté à la connaissance des ouvriers. On évite ainsi les pénalités arbitraires, les mesures que les ouvriers ne manquent pas de considérer comme vexatoires ;

2^o Qu'elle soit modérée. La Commission après avoir hésité entre le cinquième, chiffre de la Commission de la Chambre, et la moitié du salaire quotidien, chiffre de la loi fédérale suisse de 1877, a adopté un chiffre intermé-

(1) Sénat, *Doc. Parlem.*, 1894, *Annexe* 304, p. 61.

diaire et déterminé comme maximum des amendes d'une journée, le quart du salaire de cette journée.

3° Que le produit de l'amende soit consacré à améliorer le sort des ouvriers de l'atelier et spécialement attribué aux Caisses de secours. Pour éviter toute possibilité d'erreur, cette Caisse sera administrée par une commission nommée par les ouvriers eux-mêmes. La constitution de cette caisse de secours ou de prévoyance est la condition expresse de l'inscription des amendes dans le règlement.

Le Sénat, d'accord avec le gouvernement, s'inspira de ce rapport et des explications fournies à la tribune par M. Lecomte. Il vote en 1894 le principe de l'amende. En 1898 la question revient devant la Chambre. La Commission conclut à nouveau à la suppression des amendes. M. Guillemain cherche à s'y opposer. Il monte à la tribune et dit que l'amende est exceptionnellement employée dans l'industrie. C'est ce qui résulte de l'enquête générale faite dans la Seine par les soins de l'Office du Travail. La statistique démontre que seulement 6 0/0 des établissements, employant 13 0/0 des ouvriers atteints par l'enquête, ont reconnu donner des amendes en dehors des retenues pour malfaçon. Dans l'enquête générale l'Office du Travail arrive à cette constatation que 23 0/0 des établissements, employant 47 0/0 des ouvriers atteints par l'enquête, ont reconnu infliger des amendes en dehors des retenues pour malfaçon. Ainsi les amendes sont l'exception. M. Guillemain continue : « Nous désirons tous les

voir supprimer dans la pratique, partout où cela est possible. Mais nous ne voulons pas édicter une interdiction légale et uniforme. C'est une singulière prétention qu'a aujourd'hui le législateur de vouloir poser des principes absolus, indistinctement applicables à toutes les industries malgré leur diversité. Celles-ci sont plus aptes que nous à discerner le régime qui convient à chacune. Que d'un commun accord on supprime l'amende dans les ateliers où elle n'est pas nécessaire, j'y applaudis, mais laissez à ceux à qui elles sont encore nécessaires la liberté de les appliquer, laissez au monde du travail le soin de trancher la question par voie de règlement et de libre discussion » (1). Ces considérations n'ont pas convaincu la Chambre qui, par 364 voix contre 110, a rejeté l'amendement et voté la suppression pure et simple des amendes.

Immédiatement après, retour au Sénat. Nouvelle périgrination le 13 novembre 1898. Nouveau rapport le 24 décembre 1901 de M. Maxime Lecomte et ajournement de la délibération le 6 décembre 1902. Entre temps le gouvernement recueillait sur la question des amendes l'avis des Chambres de Commerce et des Conseils de Prud'hommes. Ces avis furent centralisés en décembre 1903. M. Lecomte rédigea un rapport supplémentaire et en janvier 1909 la discussion reprend devant le Sénat. M. Viviani, alors ministre du Travail, soutient avec énergie devant la Chambre Haute la suppression de l'amende. C'est la première fois que le gouvernement se fait, devant le

(1) Chambre, 6 décembre 1898, *Doc. Parlem.*, 1898, p. 2389.

Sénat, le champion de la liberté des travailleurs. Mais il trouve un puissant adversaire dans la personne du rapporteur de la Commission. M. Maxime Lecomte, avec une très grande habileté, se plaît à reconnaître qu'il est bon de supprimer les amendes toutes les fois que cela est possible. « Mais, dit-il, est-ce partout et toujours possible ? » Ce n'est pas l'avis de l'honorable Sénateur qui s'empresse de citer des exemples à l'appui de sa thèse. Les amendes ont été supprimées dans beaucoup d'établissements : le Bon Marché, les Compagnies de Chemin de fer. A un moment donné, la Société des Magasins du Petit Saint-Thomas a déclaré qu'elle avait renoncé au système des amendes qu'elle avait jugé inutile. Mais l'enquête s'est prolongée et, consultée une deuxième fois, la Société a avoué qu'elle s'était trouvée dans l'obligation de rétablir ces amendes. Si nous considérons les résultats de l'enquête dont nous avons parlé, nous voyons que 4 Chambres de commerce se sont prononcées pour le maintien du « statu quo » ; 56 pour la limitation du taux des amendes et leur emploi au profit des ouvriers. La majorité des Chambres de commerce est donc nettement dessinée en faveur de la réglementation. En ce qui concerne les Conseils de Prud'hommes, le rapporteur reconnaît qu'il y a eu un mouvement dans le sens de l'interdiction. Dans l'enquête nouvelle, 42 Conseils se sont prononcés pour la suppression des amendes. Parmi les autres, 16 sont favorables au système de la limitation et de l'emploi des amendes au profit de l'ouvrier. Dans l'industrie de nombreuses pro-

testations se sont élevées contre la proposition de suppression. Nous ne pouvons mieux faire que de laisser la parole au rapporteur. « La Commission a été saisie par voie de pétition de beaucoup de protestations. Je citerai les Chambres Syndicales des Industriels de France, des Industriels et Entrepreneurs du département de l'Aube, la Chambre Syndicale de la boulonnerie de Paris, l'association normande pour prévenir les accidents du Travail, l'association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises, le Comité des Forges de France. Une chose plus importante encore c'est que lors de la première enquête de l'Office du Travail la plupart des Inspecteurs du Travail — presque la majorité d'entre eux — ont été consultés. Leur opinion mérite d'être prise en sérieuse considération. Or, la grande majorité a approuvé l'idée d'une législation spéciale aux règlements d'atelier, consistant à fixer pour les amendes un maximum proportionné au taux des salaires et à déterminer l'emploi de ces amendes en demandant qu'elles soient versées dans des Caisses de secours (1) ». C'est la Commission du Sénat qui devait une fois de plus l'emporter. L'assemblée vota, comme en 1894, la réglementation des amendes.

La conclusion naturelle de ce rapide exposé c'est que l'accord n'était pas près de se produire entre les deux Chambres ; c'est qu'il importait de disjoindre la question des amendes qui semblait pour l'instant insoluble. C'est le parti auquel s'est arrêtée la Commission de la Chambre.

(1) Sénat, Séance du 22 janvier 1909.

L'article relatif aux amendes disparaît du texte de la loi sur le paiement des salaires, qui dès lors est votée sans difficulté quelques semaines plus tard.

La question des amendes et les législations étrangères.

Avant de conclure pour la suppression ou pour la réglementation des amendes, il est bon de jeter un coup d'œil sur les législations étrangères pour se rendre compte de la manière dont chaque pays solutionne cette importante question. Il convient d'abord de reconnaître que toutes les lois étrangères renferment des dispositions relatives aux amendes. Ces prescriptions sont plus ou moins étendues suivant que nos voisins ont les idées plus ou moins avancées. Mais tous ont eu le mérite de chercher à prévoir et à restreindre les difficultés qui peuvent naître à ce sujet entre patrons et ouvriers. Les dispositions sont relatives soit à l'obligation de prévoir les amendes dans un règlement d'atelier, soit à leur taux, soit à leur emploi. Ce sont là en effet les trois chefs de réglementation qui peuvent être considérés comme principaux. Certaines lois ne se contentent pas de ces mesures. Elles exigent encore comme supplément de garantie une certaine publicité des pénalités infligées. Enfin la loi russe se montre particulièrement sévère à raison des graves abus constatés dans ce pays. Elle va encore plus loin dans la voie de la réglementation, précise les cas dans lesquels on peut infliger des amendes et en détermine le taux pour chaque cas.

La Suisse considère les amendes comme une possibilité regrettable mais qu'un législateur soucieux de son devoir doit prévoir pour atténuer les abus dans la mesure du possible. En premier lieu, la loi de 1877 s'occupe de régler le taux des amendes qui ne pourront dépasser la moitié du salaire journalier. De plus, le montant de ces amendes ne pourra être affecté à autre chose qu'à une œuvre de prévoyance dont bénéficieront les ouvriers seuls de l'atelier (art. 7, §§ 2 et 3 de la loi suisse). La loi norvégienne de 1892 contient des dispositions analogues. De plus, si l'ouvrier a commis une faute particulièrement grave on peut lui retenir la totalité du salaire d'une journée (art. 32, §§ 2 et 3). La limitation du taux des amendes et leur emploi obligatoire au profit des ouvriers constituent le meilleur moyen de lutter contre les amendes exorbitantes ; d'autre part, le patron, ne trouvant aucun bénéfice à infliger de nombreuses pénalités, n'aura pas intérêt à multiplier les amendes. Cela est tellement vrai que depuis la loi de 1877 les amendes ont disparu sur beaucoup de points de la Suisse (1).

Toutefois les lois suisse et norvégienne autorisent les retenues pour malfaçon. L'article 7, § 3, de la loi suisse stipule que : « Les déductions de solde pour travail défectueux ou détériorations de matières premières ne sont pas considérées comme des amendes. » L'article 32, § 4, de la loi norvégienne s'exprime ainsi : « Les retenues sur les salaires pour travail insuffisant ou dommages matériels ne

(1) Bodeux, *Etude sur le Contrat de Travail*, p. 230.

seront pas considérées comme des amendes. » Ce texte nous semble plus large que le précédent, il doit se prêter plus facilement aux manœuvres destinées à tourner les prescriptions relatives aux amendes. En Suisse on a essayé d'échapper aux rigueurs de la loi. Le Conseil Fédéral a été obligé d'intervenir. Le 23 avril 1891 il a décidé que les amendes disciplinaires pour retard, absence, ne pouvaient être considérées comme dédommagement et ne devaient pas être versées dans la caisse du patron (1).

La loi hongroise se borne à indiquer que les amendes doivent être prévues dans le règlement d'atelier. C'est la seule garantie qui soit offerte à l'ouvrier. Elle est importante en ce sens qu'aucune pénalité ne peut être prononcée en dehors des cas limitativement énumérés ; l'ouvrier se trouve ainsi à l'abri des décisions arbitraires. — Les lois *autrichienne* et *allemande* ne se préoccupent pas assez du taux et de l'emploi de amendes. A ce point de vue elles sont moins protectrices que les lois suisse et norvégienne. Toutefois, elles comportent des mesures de publicité qui doivent aboutir à de très bons résultats à condition que l'autorité veille à leur exécution : « Le règlement de travail, dit la loi autrichienne, doit contenir des indications sur les amendes encourues en cas de contravention au règlement et sur leur emploi » (art. 88). Les amendes encourues par les ouvriers pour contraventions au règlement et leur emploi doivent être inscrits sur un état qui est à la disposition de l'autorité et des ouvriers

(1) Bodeux, *loc. cit.*, p. 230.

et qui doit être représenté toutes les fois que l'ouvrier se considère comme lésé par l'application ou l'emploi de l'amende (article 90).

La loi allemande ne se contente pas de ces dispositions. Elle a établi un ensemble de règles qui nous paraissent très bonnes. C'est surtout depuis la nouvelle revision de 1894 que ces mesures ont été insérées : « Lorsque des pénalités sont prévues, le règlement d'atelier doit contenir des dispositions sur la nature et la valeur de celles-ci, sur le mode de leur détermination et, si elles consistent en argent, sur leur recouvrement et sur l'emploi auquel elles sont destinées » (art. 134 b 4°). Ce n'est pas tout, d'autres mesures ont été prises pour assurer la garantie de cette disposition primordiale : 1° le patron ne peut infliger à ses ouvriers une pénalité qui n'est pas portée au règlement (art. 134, c, § 2) ; 2° le taux des amendes est fixé à la moitié du salaire journalier ; si une faute particulièrement grande est commise, le montant de l'amende peut atteindre la totalité du salaire d'une journée ; les cas de cette nature sont limitativement indiqués : « des voies de fait contre les compagnons de travail, des offenses graves contre les bonnes mœurs, ainsi que des atteintes aux prescriptions formulées en vue d'assurer le bon ordre dans la sécurité du travail ou l'application de la loi peuvent être punies d'une amende atteignant le montant intégral du salaire moyen de la journée de travail » (art. 134, b, § 2). Il était à craindre que l'on abusât de ce dernier alinéa, mais il paraît qu'il n'en

est rien (1) ; 3° « toutes les amendes doivent être employées dans l'intérêt des ouvriers de la fabrique ». Nous avons déjà rencontré cette mesure dans les lois suisse et norvégienne ; elle est excellente pour réprimer les abus ; mais comme dans les lois précédentes nous trouvons une contre-partie : « Le droit du patron de demander une indemnité n'est pas atteint par cette disposition » (art. 134, b, § 2 *in fine*). Pour que cette règle soit véritablement efficace il faudrait que ce soit la justice qui fût appelée à fixer le montant de cette indemnité. C'est d'ailleurs ce qu'avaient réclamé les socialistes au moment de la discussion. Mais cette proposition ne fut pas adoptée, et c'est le patron lui-même qui détermine le taux de ce qu'il croit lui être dû ; 4° « les peines doivent être infligées sans retard et portées à la connaissance de l'ouvrier ». C'est là une mesure excellente sous tous les rapports ; le châtiment suit immédiatement la faute et l'ouvrier n'a pas le désagrément de subir au moment de la paye une retenue dont il n'est pas prévenu ; 5° les amendes infligées doivent être portées sur une liste qui doit mentionner le nom de la personne punie, la date de la punition ainsi que le motif et le taux de la pénalité et être présentée à toute époque, sur sa demande, à l'inspecteur du travail (art. 134, c, § 3). Ces obligations présentent l'avantage de garantir les ouvriers contre les abus. D'abord le patron est astreint à motiver sa décision, ce qui est énorme ; dans un jugement les motifs sont ce qu'il y a de plus efficace contre l'arbi-

(1) V. Bodeux, *loc. cit.*, p. 355.

traire des juges. De plus, le patron est obligé de sévir lui-même : il ne peut céder la place à un contremaître plus ou moins impartial qui cherche souvent à sauvegarder son autorité en sévissant mal à propos ; aucune amende ne peut être infligée à l'insu du patron. Enfin la possibilité d'une arrivée inopinée d'un inspecteur, qui peut à toute heure du jour se faire présenter la liste dressée, donne une garantie de plus à l'ouvrier, tout en permettant à ce fonctionnaire de s'assurer rapidement du bien-fondé de toute réclamation. Il résulte des renseignements fournis par les inspecteurs du travail qu'un quart environ des établissements sont arrivés à la suppression pure et simple des amendes (1).

En Russie les amendes ont donné lieu à des abus considérables. « Erigées en système dans un grand nombre d'établissements, les amendes atteignaient souvent 40 0/0 du salaire ; selon l'expression d'un publiciste, elles étaient devenues une source intarissable de revenus et servaient à compenser les pertes subies par la production » (2). Cette opinion est corroborée par une citation qui nous renseigne sur la moralité de certains patrons : « Dans telle ou telle fabrique le surveillant devait, sous peine de renvoi, s'arranger de manière à infliger 200 amendes de 5 kopecks par nuit » (3). Devant de tels abus il était nécessaire de réagir avec vigueur ; mais en présence des

(1) V. Morisseaux, *Législation du Travail*, tome I, pp. 470, 478.

(2) Rapport sur les conditions du Travail en Russie, p. 29.

(3) V. Bodeux, *loc. cit.*, p. 517, 519.

décisions multiples que renferme la loi on est presque tenté de se demander si le but n'a pas été dépassé.

1° D'abord les amendes ne peuvent être prononcées que dans les cas limitativement indiqués par la loi. Hormis ces cas le patron ne peut sévir. Il est autorisé à frapper l'ouvrier d'une pénalité : *a*) pour travail inexact ; *b*) pour chômage ; *c*) pour atteinte à l'ordre. Le travail inexact consiste dans la confection, par négligence, de produits de mauvaise qualité, la détérioration des matières premières, machines et autres instruments de production. L'amende est dans ce cas proportionnée au degré de négligence (art. 31). Le chômage, c'est l'absence pendant une demi-journée au moins. L'amende dans ce cas sera proportionnée au salaire de l'ouvrier et à la durée du chômage ; elle ne pourra toutefois dépasser le salaire de trois journées de travail. Si l'ouvrier peut établir que le chômage est dû à un cas de force majeure, il ne sera pris contre lui aucune sanction (art. 32). L'atteinte portée à l'ordre consiste dans une inobservation des règlements. L'article 33 prévoit un maximum fixé à 1 rouble.

2° Dans chaque usine se trouve un tableau spécial sur lequel le patron mentionnera toute infraction possible d'amende ; figurera également l'indication du montant de l'amende. Ce tableau doit être exposé dans tous les ateliers ; il est approuvé par l'inspection des fabriques.

3° Le total des amendes ne doit en aucun cas dépasser le tiers du gain revenant à l'ouvrier à la date fixée pour le paiement.

4° Le gérant, qui inflige une amende à un ouvrier, doit dans un délai de 3 jours l'inscrire sur le livret de compte de l'ouvrier avec indication du motif et du montant de l'amende. Les amendes sont également inscrites sur un registre qui doit être présenté à la première réquisition de l'inspecteur des fabriques (art. 37).

5° Si le gérant a prononcé une amende régulière, sa décision ne saurait être attaquée ; aucun recours n'est admis. Mais si, lors du passage de l'inspecteur des fabriques, l'ouvrier peut prouver que la mesure prise contre lui est illégale, le gérant peut être poursuivi.

6° Les fonds provenant des amendes tombent dans une caisse spéciale à chaque fabrique ; ils ne peuvent être employés que dans l'intérêt des ouvriers et avec l'autorisation de l'inspection. Ainsi plusieurs garanties se trouvent communes à la loi russe et à la loi allemande : obligation de prévoir les amendes, limitation du taux, emploi dans l'intérêt des ouvriers, fixation immédiate avec indication des motifs, mesures de publicité. La loi russe a pris deux dispositions supplémentaires. La première est bonne ; c'est la détermination totale du montant des amendes par paye. La seconde nous paraît exagérer le droit d'intervention de l'Etat : c'est la détermination légale des cas où l'amende est licite. Cette mesure ne doit pas répondre au but poursuivi, car elle permet pas sa complexité d'édicter de nombreuses amendes : « Les prescriptions, qui soumettaient les fabricants au contrôle d'une inspection et leur retiraient le droit de profiter des amendes infligées aux ou-

vriers, soulevèrent, surtout à Moscou, de vives réclamations » (1). D'autre part, l'expérience montre que le nombre des amendes semble ne pas avoir beaucoup diminué : « Dans le gouvernement de Varsovie, où cependant le montant des amendes est peu élevé, M. Sviatlovsky calcule qu'il atteint la somme de 95.000 à 125.000 roubles par an sur 125.000 à 150.000 ouvriers. Dans les gouvernements de Pétersbourg, Vladimir et Moscou, il s'élevait à 225.642 roubles en 1888. Dans le seul gouvernement de Moscou les amendes dépassaient en juillet 1890 la somme de 500.000 roubles (depuis la promulgation de la loi).

En Belgique la réglementation des amendes est prévue d'une manière très minutieuse. La loi du 16 août 1887 indique :

1° Les actes punissables qui doivent être énoncés dans un règlement d'atelier régulièrement affiché dans l'établissement ; pour les cas non prévus, les amendes sont rigoureusement interdites ;

2° Le taux de l'amende dont le maximum est fixé au cinquième du salaire journalier ;

3° L'emploi de l'amende qui doit profiter uniquement aux travailleurs de l'usine dont fait partie l'ouvrier puni. Ce dernier doit être immédiatement prévenu de la mesure qui le frappe (2). Pour empêcher les contremaîtres de prononcer des amendes trop à la légère, ces amendes

(1) Rapport sur les Conditions du Travail en Russie, p. 35.

(2) La sanction consiste dans une amende de 26 à 2.000 francs.

doivent être consignées dans un état ratifié avant la paye par le patron ou par un directeur. Cet état qui contient le nom de l'ouvrier puni, la date et le motif de la punition, ainsi que le taux de l'amende, doit être présenté aux inspecteurs du travail à toute réquisition.

CONCLUSION

Quel parti allons-nous prendre et à quelles conclusions faut-il s'arrêter ? Il convient tout d'abord d'écarter une objection préjudicielle. La loi, dit-on, ne doit pas s'occuper des amendes pour ne pas donner une consécration formelle à ce système de pénalité. C'est la solution qui a triomphé devant le Conseil supérieur du Travail. Après de longues discussions le Conseil a estimé qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur la question des amendes par ce motif qu'il lui paraissait dangereux d'introduire dans la législation un principe qui n'y était pas encore entré. Ce raisonnement nous étonne. Le législateur peut-il ignorer qu'il existe dans les fabriques des amendes établies en vertu d'un règlement d'ordre intérieur ? Il semble qu'on a peur du mot ; la vraie question est de savoir si le principe est absolument juste ou s'il mérite une réglementation. Ignorer les abus, ce n'est pas les faire disparaître : à notre avis deux partis seulement sont possibles : supprimer les amendes ou les réglementer.

Les amendes constituent une pénalité qui soulève chez

les ouvriers de nombreuses plaintes. Mais est-ce à raison de leur caractère ? N'est-ce pas plutôt par suite de la manière dont elles sont appliquées ? Le point le plus regrettable est qu'elles soient prononcées sans aucune garantie. Cet inconvénient n'est nié par personne. « Il importe beaucoup de réserver aux ouvriers un recours contre leurs chefs immédiats. Le directeur lui-même n'est pas de trop pour ces appels et le temps qu'il y consacrera ne sera pas perdu. Si on explique avec bienveillance aux ouvriers le motif de la décision qui les frappe ils s'y rendront sans peine. On peut maintenir impunément une discipline même sévère pourvu qu'on soit juste » (1). Dans ce but l'intervention d'un tiers est possible et nous approuvons les lois allemande et belge qui réservent à l'Inspecteur du Travail le droit de contrôle sur les amendes infligées. Du reste, il ne peut être question de supprimer toute pénalité. Les adversaires des amendes reconnaissent qu'il est indispensable à la discipline de l'établissement de munir d'une sanction les règlements d'atelier. Ce qui donne encore plus de poids à cette opinion, c'est la multiplicité des lois ouvrières que le patron a charge de faire respecter. Jamais jusqu'ici on n'a introduit de sanction directe contre les ouvriers, quand ils enfreignent la loi ou quand ils négligent de prendre les précautions qu'elle impose. Tant que ces sanctions directes n'existeront pas, tant que l'Inspecteur du Travail

(1) Cheysson, Rapport du groupe de l'économie sociale. Exposition 1889, *Les institutions patronales*, p. 433.

ne sera pas chargé de sévir contre l'ouvrier comme il sévit contre le patron, il faudra laisser à ce dernier le soin d'assurer la discipline. Puisque cette responsabilité est mise à sa charge il faut lui donner les moyens de faire respecter la loi. Si on supprimait les amendes, par quoi les remplacerait-on ? D'autres pénalités sont prévues dans le règlement d'atelier : la réprimande, la mise à pied et le renvoi. La réprimande sera vite usée ; ce sera donc la mise à pied ou le renvoi qui sera la pénalité ordinaire. Actuellement il existe une gradation. Si demain on détruisait les peines intermédiaires le patron en arriverait de suite au renvoi. Or, cette mesure est beaucoup plus grave que l'amende, soit au point de vue moral, soit au point de vue matériel, puisque l'ouvrier se voit ainsi privé du salaire d'une ou de plusieurs journées.

Le parti socialiste a vivement critiqué les amendes de retard. On inflige aujourd'hui à l'ouvrier retardataire une retenue de 0 fr. 25. Supprimons-la ! Que fera-t-on demain ? La porte de l'usine se fermera quand le dernier coup de cloche aura sonné. L'ouvrier ne pourra pénétrer dans l'établissement qu'à la seconde rentrée ; il perdra ainsi la moitié de son salaire au lieu de 0 fr. 25. Peu importe, répondent les adversaires des amendes : « Plus on veut élever le niveau social de l'homme, plus on doit augmenter sa liberté et sa responsabilité ; par suite, les dommages qu'il peut subir sont plus considérables » (1). C'est là une formule des plus justes mais qui ne saurait être toujours du

(1) Mesureur, *Cons. Supér. Trav.*, 2^e session, pp. 77, 78.

goût des ouvriers. Nous ne citerons qu'un exemple : la grève qui en 1895 éclatait aux mines de Champagnac et dont la cause était une mise à pied de deux jours infligée à un ouvrier. A la suite de ce conflit les ouvriers ont demandé et obtenu le rétablissement des amendes. N'est-ce pas le plus cruel démenti donné aux doctrines socialistes ? Cet exemple fait ressortir une très énergique constatation de M. du Maroussem : « Le Bon Marché a supprimé les amendes pour y substituer le renvoi ; on doit lui en savoir gré comme à un législateur qui aurait rayé d'un trait tous les articles de son code correctionnel et les aurait remplacés par ce mot fort simple : la mort » (1). D'ailleurs le texte qui supprimerait les amendes serait tourné avec la plus grande facilité, et cela au détriment de l'ouvrier. Les patrons ne tarderaient pas à substituer au système des amendes celui des primes. On n'infligerait plus de retenues ; l'ouvrier qui aurait commis une faute ne serait pas mis à l'amende, mais il perdrait la prime, et de ce fait les salaires seraient immédiatement diminués. L'arbitraire présiderait d'autant plus à la répartition de ces primes que leur suppression profiterait directement au patron.

Pour toutes ces raisons il ne nous semble pas à désirer que l'on supprime les amendes. Leur maintien est une telle nécessité pour l'industrie qu'il n'y a pas un pays industriel où elles soient interdites. La plupart de nos

(1) Du Marousseau, Les Grands Magasins tels qu'ils sont, *Rev. Econ. Pol.*, p. 937.

voisins ont édicté des réglementations sur lesquelles nous pouvons prendre exemple tout en cherchant à les améliorer. Nous ne sommes par conséquent pas plus partisan du *statu quo* que de la suppression pure et simple. Que désirons-nous ? Une réglementation sévère ! Il faut prendre des mesures pour réprimer les abus qui se sont produits. Certaines conditions seront imposées pour permettre au patron l'établissement de ces pénalités : 1° il faut que l'amende soit acceptée par l'atelier, c'est-à-dire inscrite dans un règlement affiché dans l'établissement et déposé au Secrétariat du Conseil de Prud'hommes, ou à défaut au greffe de la Justice de Paix.

2° Il faut ensuite que l'amende soit limitée. On peut fixer le maximum à la moitié, au tiers, au quart, au cinquième du salaire journalier moyen ; c'est à ce dernier parti que nous nous rallions ; il nous assurerait la législation la plus libérale de l'Europe.

3° Sous aucun prétexte l'amende ne doit profiter au patron ; elle doit être employée directement dans l'intérêt des ouvriers, soit qu'on la distribue entre tous, soit qu'on en fasse profiter leur caisse de secours ; l'amende doit, avant tout, conserver son caractère de peine réglementaire.

	Angleterre	Allemagne	Autriche	Hongrie
Mode d'indication	Dans avis affiché facilement lisible et copiable ou dans convention faite par écrit et signée de l'ouvrier	Dans règlement d'atelier	Dans règlement d'atelier	Dans règlement d'atelier
Objet des indications	1 ^o actes punissables 2 ^o montant de l'amende 3 ^o bases de détermination	1 ^o actes punissables 2 ^o valeur de l'amende 3 ^o mode de détermination 4 ^o recouvrement et emploi Sanction : amende 150 marks ou 4 semaines de prison	emploi des amendes	
Taux de l'amende	1 ^o Montant de la retenue doit être juste et raisonnable 2 ^o Doit être infligée pour acte ou omission portant préjudice au patron	1/2 du salaire journalier totalité pour faute grave Sanction : amende 150 marks ou 4 semaines de prison		
Emploi de l'amende		Dans l'intérêt des ouvriers Sanction : amende 150 marks ou 4 semaines de prison		
Prévenance de l'ouvrier	Remise d'un écrit indiquant 1 ^o cause de la retenue 2 ^o montant de la retenue	Doit être immédiate		
Contrôle	Inscription sur état indiquant 1 ^o nom du puni 2 ^o motif de la retenue 3 ^o montant de la retenue Mode de contrôle	1 ^o nom du puni 2 ^o date de la punition 3 ^o motif de la punition 4 ^o taux de l'amende Sanction : amende 15 marks ou 3 jours de prison Présentation à toute réquisition de l'inspecteur Sanction : amende 15 marks ou 3 jours de prison	1 ^o nom du puni 2 ^o taux et emploi Présentation à toute réquisition de l'autorité	1 ^o nom du puni 2 ^o date de la punition 3 ^o motif de la punition 4 ^o taux de l'amende Sanction : amende 26 à 200 francs 1 ^o Ratification par le patron avant la paye 2 ^o Présentation à toute réquisition de l'inspecteur Sanction : amende 26 à 200 francs

Belgique	Suisse	Norvège	Russie	France	
				Projet Sénat	Projet Chambre
Dans règlement d'atelier				Dans règle- ment d'atelier	
1 ^o actes punissa- bles. Interd. amendes non prévues 2 ^o taux de l'amende 3 ^o emploi de l'amende Sanction : amende de 25 à 200 francs			1 ^o Actes punis- sables. Interd. amendes non prévues 2 ^o Taux de l'amen- de. Sanction : amende de 25 à 100 roubles		
1/5 du salaire journalier Sanction : amende de 25 à 200 francs	1/2 du salaire journalier	1/2 du salaire journalier totalité pour faute grave	1 ^o Pour tout trav. négligeant amende propor- tionnée au degré de négligence (am. proport. au salaire et à la durée du chômage. Trav. au temps Sal. 6 jours maximum. Travail à la tâche 1 rouble par jour 3 roubles en tout 2 ^o Pour chômage 3 ^o Pour atteinte à l'ordre 1 rouble au maximum maximum 1/2 du salaire total Sanction : amende 25 à 100 roubles	1/4 du salaire journa- lier	Interdiction des amendes
Au profit des ouvriers Sanction : amende de 25 à 200 francs	au profit des ouvriers	Versement dans une caisse de malades	au profit des ouvriers	Au profit des ouvriers	
Doit être immédiate			Dans le délai de . trois jours		
			1 ^o nom du puni 2 ^o motif de la pu- nition 3 ^o taux de l'amende Sanction : amende 5 à 25 roubles		
			Présentation à toute réquisition de l'inspecteur Sanction : amende 25 à 100 roubles		

CINQUIEME PARTIE

Des pénalités en cas d'infractions à la loi.

Nous avons examiné dans les trois premières parties de cette étude les obligations que la loi met à la charge de l'employeur. Après avoir dénoncé les dangereux stratagèmes dont le patron peut user pour retarder la remise du salaire ou en retenir une part à son profit, nous avons exposé les divers moyens destinés à remédier à des abus trop souvent constatés. Une intervention législative était absolument nécessaire : l'ouvrier trouvera dans la loi de 1909 des garanties qu'il lui était impossible d'exiger au cours d'une libre discussion. Le patron consciencieux se conformera à la loi ; il effectuera régulièrement le paiement des salaires, malgré les quelques petites complications qui pourront en résulter. Mais supposons qu'il ne tienne pas compte des prescriptions édictées ! Supposons qu'une infraction soit commise. Comment la constatera-t-on ? Quels seront les fonctionnaires chargés de dresser procès-verbal ? — D'autre part, lorsque le fait délictueux aura été

régulièrement établi, quelles seront les pénalités qui atteindront le patron coupable? Une loi ne se comprend que si elle est munie d'une sanction destinée à assurer son exécution. Enfin quels sont les juges devant lesquels le patron coupable devra comparaître. Telles sont les trois dernières questions que le législateur de 1909 a très heureusement résolues.

Article 4 : « En ce qui concerne le commerce et l'industrie, les Inspecteurs du Travail sont chargés, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de la présente loi. — Les contraventions à la présente loi sont constatées dans les conditions indiquées par l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892. — Sans préjudice de la responsabilité civile toute contravention aux prescriptions des articles 1, 2 et 3 de la présente loi sera portée devant le Juge de Paix jugeant en simple police et sera passible d'une amende de 5 à 15 francs. L'article 463 du Code pénal sera applicable. » Et tout d'abord quelles sont les personnes chargées de veiller à l'application de la loi? Fallait-il s'en tenir purement et simplement aux règles du droit commun qui confient aux officiers de police judiciaire le soin de rechercher et de constater les infractions. Une telle solution n'aurait pas été satisfaisante. Le législateur de 1909 s'est très habilement inspiré de certaines lois étrangères qui nous ont fourni un précieux exemple. Plusieurs pays, avant nous, ont compris et utilisé le parti que l'on pouvait tirer de l'Inspection du Travail. Tandis que les magistrats sont ap-

pelés par leurs fonctions à vivre en dehors des centres industriels et commerciaux, l'Inspecteur du Travail a pour mission spéciale de veiller à l'exécution des lois ouvrières ; il peut pénétrer à tout moment dans l'usine ou dans l'atelier et même dans les locaux affectés au paiement des salaires. Cette faculté lui permet de rester en communication constante avec ouvriers et patrons ; il peut demander aux uns et aux autres les renseignements qui lui seront nécessaires pour s'assurer de l'exécution de la loi. C'est donc le fonctionnaire qui semble le mieux placé pour connaître des infractions qui peuvent se produire et il est naturel de lui donner qualité expresse pour verbaliser et provoquer la répression des contraventions qu'il aura constatées.

Le paragraphe 2 de notre article indique que les contraventions sont constatées conformément à l'article 20 de la loi du 2 novembre 1892. Cette loi régleme le travail des enfants, des filles mineures et des femmes. L'article 20, auquel nous devons nous référer, prescrit que les procès-verbaux des inspecteurs font foi jusqu'à preuve contraire. Ils sont dressés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet (1).

M. Viviani, ministre du Travail, dans sa circulaire déjà citée du 10 mars 1910 (2), appelle l'attention des inspecteurs divisionnaires sur « l'absence dans la loi de toute

(1) Dalloz, Périodique, 93, 4, 25 (1^{re} colonne).

(2) *Bulletin de l'Office du Travail*, année 1910, p. 412.

disposition permettant au service d'exiger des patrons la présentation des livres, feuilles de paye ou listes d'embarquement, en un mot de toutes pièces qui pourraient faire connaître au service les modalités de paiement adoptées. En l'absence de la présentation bénévole de ces documents, il semble bien qu'on ne puisse exiger du chef d'entreprise qu'une déclaration qu'il conviendra de contrôler le cas échéant suivant les modes généraux de preuve prévus par la loi. Les constatations des inspecteurs pourront s'appuyer également sur les déclarations concordantes des ouvriers, sur les fiches de paye qui leur seront remises dans un grand nombre d'établissements, lorsque ces fiches auront été volontairement communiquées, enfin sur tout élément de fait tendant à établir une contravention certaine. En l'absence de toute plainte, et lorsque les intéressés, mis au courant des dispositions légales, auront reconnu qu'elles sont régulièrement appliquées, le service n'aura pas à intervenir ».

L'article 4 charge les inspecteurs du travail d'assurer, concurremment avec les officiers de police judiciaire, l'exécution de la loi de 1909. Est-ce à dire pourtant que les inspecteurs doivent poursuivre leurs investigations dans les campagnes et pénétrer à toute heure du jour dans les exploitations agricoles comme ils le font dans les établissements commerciaux ou industriels. Non, car — c'est un point sur lequel nous ne voulons pas revenir, — la situation de l'ouvrier agricole diffère à beaucoup de points de vue de celle de l'ouvrier industriel. Il ne fallait pas songer à ap-

pliquer notre texte aux petits cultivateurs, car on aurait inutilement inquiété la population de nos campagnes, qui n'aurait pas compris l'utilité d'une telle mesure. M. Julien Goujon explique au Sénat, le 22 janvier 1909, que le régime ainsi établi serait excessif (1). Actuellement il est impossible d'assimiler l'ouvrier agricole au travailleur industriel. Le but de la loi que nous étudions est de régler le paiement des salaires parce que les ouvriers vivent généralement en dehors de l'entreprise et qu'ils ont besoin d'un petit capital pour acheter leurs instruments de travail, pour se loger et pour se nourrir, tandis que dans les fermes ils trouvent la plupart du temps le vivre et le couvert et par conséquent n'ont pas besoin des mêmes défenses et de la même protection. Ce principe une fois admis, il y eut quelque difficulté dans la rédaction du texte. Dans son ensemble la loi de 1909 vise la grande masse des salariés. Le titre seul l'indique. Pour soustraire l'ouvrier agricole à l'application de l'article 4 il a donc fallu une disposition spéciale. C'est ce que le législateur a compris. Pour prévenir toute difficulté l'article 4 commence par ces mots : « en ce qui concerne le commerce et l'industrie ». L'Inspecteur du Travail ne reçoit donc pas délégation pour se rendre dans les campagnes. Il n'y a plus à craindre pour nos cultivateurs une inquisition à domicile. Il ne faudrait pas en déduire que toute surveillance disparaisse. Les officiers de police judiciaire, chargés de la constatation de toutes les contraventions, veilleront à

(1) Sénat, Séance du 22 janvier 1909, *J. O.* du 23, p. 47.

ce que la loi soit respectée. Ainsi établie cette restriction calme toutes les inquiétudes et donne satisfaction à des intérêts légitimes.

Il ne suffit pas de déterminer quelles sont les personnes chargées de constater les infractions, il faut encore prévoir les pénalités encourues. L'évolution sur ce point s'est produite assez lentement. Dès le début la Chambre des députés votait le principe d'une sanction civile et pénale. En 1893, le Sénat estima qu'une sanction civile était suffisante pour assurer l'exécution de la loi. La Chambre Haute se rangeait d'ailleurs à l'opinion du rapporteur de la commission. M. Maxime Lecomte déclarait en effet, dans un rapport déposé le 20 juillet 1893, qu'une sanction pénale était inutile (1). Nous ne saurions partager sur ce point l'avis de l'honorable sénateur et nous nous félicitons que le Parlement n'ait pas adopté cette manière de voir. D'ailleurs, dès 1898, M. Dubief s'est élevé avec force contre une telle opinion : « La loi votée par le Sénat n'édicte aucune pénalité pour les contrevenants ; elle se trouve à peu près dépourvue de sanction. Aussi est-ce avec raison qu'on pourrait la considérer comme inutile. Nous avons pensé que la Chambre avait été mieux inspirée en formulant une sanction et qu'il fallait y revenir » (2).

(1) Lecomte, Rapport 20 juillet 1893, *Doc. Parl.*, 1894, Sénat, p. 61.

(2) Dubief, Rapport 22 novembre 1898, *Doc. Parl.*, Chambre 1898, p. 312.

La loi de 1909 établit une double sanction : civile et pénale. La sanction pénale consiste dans une amende de cinq à quinze francs ; nous nous bornerons à constater que l'infraction est considérée comme une contravention et non comme un délit. En 1891 la Commission de la Chambre s'était ralliée à un système sévère. Le rapporteur, M. de Saint-Romme, demandait une amende de au moins 16 fr. Or, le Code pénal est formel : une amende de 16 francs implique la comparution devant les tribunaux correctionnels. Le Parlement a bien fait de ne pas s'arrêter à cette mesure rigoureuse. — En dehors de l'amende le patron peut engager sa responsabilité civile. S'il pratique le Truck-System, s'il ne s'impose pas la petite complication d'écritures, la légère augmentation de frais généraux qu'entraîne l'obligation de régler deux fois par mois le compte des ouvriers, il commettra une faute et les ouvriers qui seraient victimes de cette faute auraient le droit de le traduire devant les tribunaux compétents pour trancher les contestations entre patrons et ouvriers.

Quels sont exactement les droits du salarié, lorsque son patron a violé la loi ? Supposons, par exemple, qu'un employeur ne se soit pas conformé aux règles relatives à la périodicité des paiements. L'ouvrier lésé demandera le paiement des sommes qui lui sont dues et des intérêts produits. Pourra-t-il obtenir des dommages et intérêts supplémentaires en se basant sur le simple retard mis à le régler ? Le Conseil des Prud'hommes de Brest avait tranché la question dans le sens de l'affirmative. La Cour de

Cassation, appelée à se prononcer, n'a pas été du même avis. La Cour Suprême rendait, en date du 14 février 1911, un arrêt qui supprime désormais toute discussion sur ce point (1). Voici cet arrêt : « Statuant sur le pourvoi de B. contre un jugement du Conseil des Prud'hommes de Brest en date du 29 décembre 1910. Vu l'article 1153 du Code civil.

« Attendu qu'aux termes de cet article, dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi.

« Attendu qu'après avoir condamné B. comme caution du sieur A. à payer à R., ouvrier de celui-ci, une somme de 52 fr. 50 pour salaires dus au 29 novembre 1910, le jugement attaqué l'a condamné en outre à payer une somme de 30 francs pour indemnité, en se fondant uniquement sur le préjudice résultant du retard apporté dans le paiement des salaires.

« Qu'en statuant ainsi le jugement a violé l'article de loi susvisé.

« Par ces motifs. — Casse, etc... »

Reste une dernière question à solutionner. Quelle sera la juridiction compétente ? Doit-on appliquer le droit commun et porter les contraventions devant le juge de paix siégeant en simple police ? N'y aurait-il pas intérêt à mo-

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*, année 1911, p. 266.

difier sur ce point les règles ordinaires de la compétence ? La Chambre fut, à ce sujet, saisie en 1898 d'un amendement de M. Renon ainsi conçu : « Toute contravention aux prescriptions de la présente loi sera portée devant les tribunaux de Conseils de Prud'hommes ou à leur défaut devant le juge de paix siégeant en dernier ressort. Les ouvriers ou employés lésés recevront en outre des retenues illégalement faites sur leurs salaires une indemnité de comparution qui ne pourra être inférieure à la valeur de deux journées de travail. » Voici les arguments fournis à l'appui de cette opinion. Les Conseils de Prud'hommes devraient être seuls chargés d'appliquer les pénalités nécessaires à l'exécution de la loi, parce que cette innovation constituerait pour l'ouvrier une sérieuse économie de temps. Lorsqu'une partie quelconque de salaire aura été retenue, l'ouvrier pour obtenir satisfaction, sera obligé de se placer en face de son patron ; il devra recourir aux tribunaux pour demander justice, pour se faire restituer le montant de l'argent qui lui reste dû ; il perdra souvent une journée à la justice de paix ; souvent le patron fera défaut, ce qui entraînera des frais successifs et un atermolement très préjudiciable aux intérêts du salarié. Or, il faut que la loi soit respectée non seulement dans sa lettre, mais dans son esprit. L'intervention des Inspecteurs du Travail est une excellente chose, mais il faut que, devant les tribunaux chargés d'appliquer les sanctions, la procédure soit simple et rapide. Les conseils de Prud'hommes devraient être compétents parce qu'une démocratie doit tendre de

plus en plus à ce que les citoyens choisissent eux-mêmes leurs juges. Les conseils de Prud'hommes sont composés mi-partie de patrons, mi-partie d'ouvriers ; il y a là un terrain tout trouvé pour arriver à une Conciliation. M. Renou disait à la tribune de la Chambre : « Il ne peut y avoir de parti pris dans un tribunal où justement les deux parties sont mises en présence. Qui donc oserait prétendre que les tribunaux de Prud'hommes pourront donner raison à qui a tort puisqu'ils sont divisés en deux parties égales ; forcément ils se feront réciproquement des concessions pour arriver à la justice » (1). L'honorable député demande aussi que l'ouvrier soit indemnisé du temps qu'il aura perdu pour comparaître devant le Tribunal. Cette disposition forcerait les patrons à limiter la procédure et permettrait à l'ouvrier d'éviter tous les frais et toutes les dépenses qui s'ensuivent. Il y a eu des sommes indûment prises sur le salaire de l'ouvrier : ces sommes doivent lui être restituées ; il doit aussi exister une indemnité pour la personne qui perd son temps afin de se faire rendre justice. — D'autre part, si le § 1 de notre article renvoie le patron devant le juge de paix siégeant en simple police, le § 2 ajoute que l'article 463 du Code pénal est applicable. Qu'est-ce que cela veut dire, sinon que l'amende qui est de 15 francs au maximum pourra descendre jusqu'à 1 franc. Alors la peine sera absolument inefficace. Une amende de 1 franc sera dérisoire. Mais si le juge de paix fixe l'amende à 5 francs, que dit alors le

(1) Chambre, 1898, *Doc. Parlem.*, p. 2399.

Code. Il déclare qu'il est possible au patron de faire appel de la sentence prononcée contre lui. Or, l'appel entraîne un attermoiement ; ce sont de nouveaux frais pour l'ouvrier. Ce sont précisément cet attermoiement et ces frais qu'il faut éviter. Le tribunal des Prud'hommes juge en dernier ressort. Et encore n'est-il pas rare de voir des patrons habiles réussir à relever appel de jugements qui semblent devoir être définitifs et inattaquables. Ils opposent aux prétentions de l'ouvrier une demande reconventionnelle de plus de 200 francs, de manière à pouvoir reporter devant le tribunal de commerce, composé du seul élément patronal, le jugement qui doit solutionner la question. Pour éviter ces abus le tribunal de Prud'hommes doit être seul compétent ou, à son défaut, le juge de paix, et dans ce cas sans possibilité d'appel. Les explications ainsi fournies par l'auteur de l'amendement n'ont pas convaincu la commission de la Chambre.

Le rapporteur a déclaré qu'il ne pouvait accepter l'amendement déposé par M. Renou et il donne les raisons pour lesquelles il ne croit pas utile de faire intervenir pour la sanction de notre loi la juridiction des Prud'hommes : 1° d'abord on ne saurait indiquer aucune raison sérieuse pour déroger aux principes du droit commun ; or, en matière de contravention le juge de droit commun est le juge de paix ; 2° d'autre part les Conseils de Prud'hommes ne constituent pas une juridiction répressive ; ils sont simplement chargés de régler les différends qui peuvent se produire entre patrons et ouvriers.

M. Renou ne se tient pas pour battu ; il fournit de nouvelles explications ; il prétend qu'il est arrivé aux Conseils de Prud'hommes de s'occuper des peines qui peuvent être prononcées. Il s'appuie sur un texte : le décret du 3 août 1870 porte en effet que le conseil des Prud'hommes peut appliquer une pénalité qui va jusqu'à trois jours d'emprisonnement contre les apprentis qui viendraient à manquer aux égards qu'ils doivent à leurs maîtres. « Or, si les Conseils de Prud'hommes ont ce pouvoir de frapper les apprentis, ils doivent avoir également le droit de frapper les patrons ou les contremaîtres qui font en sorte que la loi ne soit pas respectée » (1).

Le rapporteur de la loi, M. Dubief, objecte alors que les mesures prises dans le décret de 1810 ne constituent pas de véritables pénalités : ce sont des peines disciplinaires que les conseils de Prud'hommes appliquent en exécution du contrat.

L'amendement de M. Renou, repoussé par la commission et par le gouvernement, ne fut pas adopté. Dès lors aucune difficulté n'a été soulevée : le juge de paix siégeant en simple police est compétent pour statuer sur les contraventions constatées.

Multiplicité des Contraventions.

Il y a lieu de se poser au sujet de l'article 4 de la loi de 1909 une dernière question. Le patron commet une

(1) Chambre des Députés, 1898, *Doc. Parlem.*, p. 2399.

faute : un procès-verbal est dressé. Ce procès-verbal entraînera-t-il une ou plusieurs contraventions. Le juge compétent pourra-t-il, par suite, prononcer une ou plusieurs amendes ? En un mot, admet-on pour une même infraction le principe de la multiplicité des contraventions. Voici les faits qui ont trouvé un écho jusqu'au Parlement, puisqu'ils ont été l'objet d'une interpellation au Sénat : dans le département du Pas-de-Calais un inspecteur du Travail ayant trouvé mal tenues les dépendances d'un établissement industriel — ce qui pouvait être la faute d'un ouvrier — dressa, non pas un procès-verbal pour une contravention, mais 65 contraventions, c'est-à-dire autant de contraventions que l'usine comptait, paraît-il, d'ouvriers. Cet inspecteur s'appuyait sur l'article 6, § 2, de la loi de 1892 qui est ainsi conçu : « l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes employées dans des conditions contraires à la loi. » Le juge de paix de Saint-Omer, appelé à statuer, ne comprit pas le texte de la même manière que l'inspecteur du Travail ; il jugea que les 65 prétendues contraventions devaient être ramenées à une seule, puisque dans les dépendances il y avait un seul local mal tenu ; ce faisant, il condamna l'industriel ; mais contrairement à la demande de l'inspecteur, il condamna le patron à une amende unique.

La Cour de cassation, sollicitée à son tour d'intervenir, donna raison à l'inspecteur du Travail par un arrêt en date du 28 novembre 1908 dont nous extrayons l'attendu suivant : « Au fond, sur le moyen unique pris de la violation

de l'article 26, § 2, de la loi du 2 novembre 1892, en ce que le jugement attaqué, tout en constatant que les dépendances d'un établissement industriel employant 65 jeunes ouvriers ou ouvrières n'étaient pas tenues en état de propreté, n'a prononcé, pour ce fait, qu'une seule amende, alors que, aux termes de la disposition de la loi précitée, l'amende aurait dû être appliquée autant de fois qu'il y avait eu de personnes employées dans des conditions contraires à la loi » :

La Cour de cassation casse, par ce motif, la décision du juge de paix de Saint-Omer et déclare que par application de la loi de 1892 il y aurait lieu d'appliquer autant de contraventions qu'il y a de femmes ou d'enfants employés dans l'usine et exposés directement et personnellement au préjudice que peut causer la violation de la dite loi de 1892. C'est sur cette affaire que M. Riou invite le ministre du Travail à s'expliquer. M. Viviani, pris au dépourvu, répond : « la loi a décidé que, chaque fois qu'un procès-verbal serait dressé dans une usine ou dans un atelier, ce procès-verbal pourrait donner naissance à autant de contraventions qu'il y a d'employés ou d'ouvriers dans l'usine ; la Cour de cassation en a décidé ainsi. On n'a fait que confirmer la doctrine et la jurisprudence » (1). Le 2 mars 1909 M. Tournon attaque la réponse de M. Viviani : « Vous voyez, Messieurs, que d'une semblable réponse faite du haut de la tribune du Sénat par M. le Ministre du Travail avec la haute autorité qui s'attache à ses paroles,

(1) Sénat, 9 février 1909, *Doc. Parlem.*, p. 85.

les tribunaux pourraient inférer que le législateur a entendu introduire dans l'article relatif aux pénalités le principe de la multiplicité des contraventions. » Et l'honorable sénateur continue ses explications : si on prend tout d'abord la loi de 1892 qui vise uniquement le travail des femmes et des enfants, on trouve un article 26 qui porte : « l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes » — non pas dans l'usine, « mais de personnes employées dans des conditions contraires à la présente loi », ce qui n'est pas la même chose. Si l'on passe à la loi de 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs on lit un article 7 qui stipule : « l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de contraventions distinctes constatées par le procès-verbal » (1).

En réponse à cette interpellation M. Viviani fournit les explications suivantes : il peut se produire dans une usine plusieurs sortes de contraventions, ce que l'on peut appeler des contraventions de forme et des contraventions de fond : 1° Supposons, par exemple, qu'un industriel oublie de procéder à l'affichage des lois ouvrières. Il est certain que l'inspecteur du Travail qui se permettrait de dresser pour ce fait autant de contraventions qu'il y a de femmes ou d'enfants dans l'usine violerait à la fois la lettre et l'esprit de la loi, ce qui engendrerait un état de droit et un état de fait susceptibles de mettre en péril la loi elle-même. On a toujours considéré que pour le défaut d'affichage il y avait lieu de dresser une contravention

(1) Sénat, Séance du 2 mars 1909, *Doc. Parlem.*, p. 172.

unique qui entraînerait une seule amende. — 2° Envisageons maintenant une autre contravention, mais une contravention de fond. Il s'agit, par exemple, d'un volant dans un atelier. Ce volant doit être, conformément à la loi, enveloppé d'appareils protecteurs lorsque des femmes et des enfants travaillent autour de lui ou près de lui. S'il n'y a pas d'appareils protecteurs l'inspecteur doit dresser une contravention. Doit-elle entraîner une amende unique? Non! Il a toujours été décidé, par application de l'article 23 dont il a été parlé plus haut, qu'il devait y avoir autant d'amendes qu'il y a de femmes ou d'enfants directement exposés par suite de la violation de la loi. Il ne s'agit pas de toutes les femmes, de tous les enfants employés dans l'usine, il s'agit uniquement des femmes et des enfants travaillant dans la zone dangereuse, c'est-à-dire occupés dans les alentours de l'appareil non protégé et pouvant être exposés par le défaut d'appareils protecteurs. — 3° Reste une troisième catégorie de contraventions! Quelle attitude l'inspecteur du Travail prendra-t-il vis-à-vis de l'industriel qui, en violation de la loi de 1892, tiendra les dépendances de son usine dans un tel état de malpropreté qu'au nom de la sécurité et de l'hygiène on aura le droit d'intervenir? La question est d'autant plus délicate que les dépendances d'une usine ne sont pas un lieu de travail où l'on peut compter, comme lorsqu'il s'agit d'un engrenage, tant de femmes et tant d'enfants. Il importe de savoir si l'on doit appliquer une amende unique ou bien une amende multipliée par le nombre des enfants ou des

femmes qui sont théoriquement appelés à se servir des dépendances et se trouvent exposés à un véritable péril par l'état défectueux constaté au procès-verbal. Nous nous rallions entièrement à l'opinion de M. Viviani et à la manière dont il a solutionné la question. Quel que soit le nombre des ouvriers, quelle que soit l'importance de l'usine où un procès-verbal de cette nature aura été dressé, on infligera seulement au patron un nombre d'amendes égal à celui des ouvriers appelés à se servir des dépendances incriminées. Or, dans l'affaire précédemment indiquée, le tribunal de simple police avait donné raison à l'industriel non pas en fait, car il a constaté que le procès-verbal disait la vérité, mais en droit en ne le condamnant qu'à une amende unique et la Cour de cassation, sur le pourvoi du Ministère Public, a eu raison de décider qu'il y avait lieu d'appliquer l'article 26, § 2, de la loi de 1894.

CONCLUSION

La loi du 7 décembre 1909 marque une date importante dans l'histoire de la protection des salaires. Elle prouve que tout effort obtient une récompense ; elle nous montre que sur un point le législateur est arrivé à ses fins. Un pas a été franchi ; mais il reste encore un abîme à combler. Nous avons fait connaître les mesures destinées à protéger le salaire contre le patron, mais nous avons conscience de n'avoir solutionné qu'une infime partie du grand problème social. Pour être certain que l'ouvrier jouit d'une protection efficace, il nous aurait fallu passer en revue les diverses personnes vis-à-vis desquelles le salaire a besoin d'être protégé. C'est non seulement contre le patron lui-même, mais encore contre les créanciers du patron ; c'est aussi contre les créanciers de l'ouvrier, c'est enfin contre les dépenses exagérées du chef de famille que la loi peut juger utile d'intervenir. Nous avons limité notre étude à l'exposé de la première question, qui est une des plus importantes. Vu les liens étroits qui unissent le patron et l'ouvrier, étant donné surtout l'inégalité de situation qui existe entre

eux, c'est surtout contre le patron que l'ouvrier mérite d'être protégé. Le but de notre loi était d'éviter l'emploi de divers moyens qui, sous des noms divers, tendent à une diminution de salaires. Nous nous sommes d'abord occupés du mode de paiement, de la prohibition du Truck-System et des mesures à prendre pour que l'ouvrier puisse toucher sans encombre ce qui lui est dû. Nous avons ensuite passé en revue le lieu, l'époque et le jour du paiement ; nous avons terminé en constatant que la loi n'était pas encore intervenue dans la question des amendes et dans celle plus générale des retenues de salaires ; les causes de ces retenues, leur validité, leur réglementation, tels sont les problèmes qui se trouvent à l'ordre du jour de demain... Et les règlements d'atelier ? N'est-ce pas là une question importante ? Ne faudrait-il pas éviter que le patron fasse la loi sans prendre conseil de personne ? L'argent est une force, mais il n'est pas la seule et il ne doit pas tout primer ; l'énergie, l'intelligence, le savoir méritent d'être comptés. Souvent le capital joue un rôle prépondérant mais il doit s'allier avec ceux qui le produisent, avec les ouvriers qui sont ainsi les premiers facteurs de la fortune publique. Dès lors pourquoi le contrat de travail n'est-il que l'apparence d'un contrat et comment remédier à l'absence d'une discussion libre entre personnes libres. La solution viendra-t-elle des syndicats ? (1) M. Jay estime que les syndicats uniquement préoccupés des intérêts écono-

(1) Jay, Organisation du travail par les Syndicats ; *Rev. Econ. Polit.*, année 1894, p. 279.

miques dont ils ont la charge arriveront à discuter de pair avec les patrons les clauses du contrat de travail. En Angleterre, où les Trade-Unions sont déjà d'ancienne date, on voit dans les grandes industries les Unions de patrons étroitement unies à des Unions d'ouvriers par des comités mixtes où se discutent les questions de salaires et de règlement d'atelier à peu près comme le faisaient les maîtres et syndics des anciennes corporations (1).

Le tableau que nous avons présenté des atteintes portées au salaire est déjà sur beaucoup de points passé dans le domaine de l'histoire. Mais ce retour en arrière nous a permis de constater les progrès accomplis, l'efficacité de l'intervention de la loi et nous fait espérer que l'effort vigoureux entrepris dans la plupart des grands Etats industriels pour mettre fin aux abus pourra être couronné de succès. Espérons qu'il ne sera pas nécessaire, comme le craignait M. Schwiedland, d'attendre pour cela une nouvelle génération (2).

L'œuvre entreprise est double : elle comprend une partie négative, la suppression de toute atteinte au salaire de l'ouvrier, ceci est le rôle de l'Etat, et une partie positive, l'amélioration de sa situation qui est plutôt le partage de l'initiative individuelle. Nous savons que l'Etat manque rarement à son devoir de protection qui est un des plus importants, car « le but de la loi est d'empêcher l'injus-

(1) Georges Howel, *Passé et avenir des Trade Unions*, p. 4.

(2) Schwiedland, *Rev. Econ. Pol.*, 1896, p. 353.

tice de régner » (1). Nous avons vu comment il a réussi à supprimer le Truck-System, le paiement au cabaret, le paiement à intervalles espacés, comment il s'efforce de réglementer les amendes et les économats.

Par contre, la seconde partie de l'œuvre, l'amélioration de la situation de l'ouvrier sort à peu près complètement de son domaine. Il peut s'essayer à organiser les institutions de prévoyance destinées à parer aux risques qui atteignent les ouvriers. Mais il ne peut aller plus loin. Il doit céder la place à l'initiative individuelle. L'association coopérative sera pour elle un merveilleux auxiliaire. C'est le meilleur moyen « de susciter l'initiative de l'ouvrier, de faire son éducation économique, de l'habituer à compter plus sur lui et moins sur le patron, de lui apprendre à gérer ses propres affaires » (2).

Partout où ce patronage libéral a remplacé le patronage patriarcal les résultats ont été excellents, à Montceau-les-Mines, par exemple, la paix sociale règne sans qu'aucune difficulté vienne jamais la troubler.

Vu, le Président,

RAOUL JAY.

Vu, le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.

(1) Bastiat, *Harmonies Economiques*, *La Loi*, p. 360.

(2) Cheysson, *Les Institutions patronales*, p. 443.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Livres

- Leroy-Beaulieu. — *Traité théorique et pratique d'Economie Politique*, tome II.
- Leroy-Beaulieu. — *Economiste Français*, 1897, p. 203.
- Leroy-Beaulieu. — *Economiste Français*, 1891, tome I, p. 386.
- Georges Michel. — Philosophie des Grèves. *Economiste Français*, 1897, p. 771.
- Raoul Jay. — *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1906, p. 160.
- Comte de Paris. — *Situation des ouvriers en Angleterre*, pp. 273, 278.
- Brice. — *Institutions patronales*, p. 213.
- Morrisseaux. — *Enquête de la Commission du Travail belge*, vol. III, p. 120.
- Raoul Jay. — Organisation du Travail par les Syndicats, *Revue d'Econom. Polit.*, 1894, p. 279.
- Conseil Supérieur du Travail. — Février 1891, p. 83.
- Cabouat. — *Revue Critique*, 1894, p. 238.
- Adam Smith. — *Richesse des Nations*. Traduction Garnier, t. I, p. 185.
- Le Play. — *Les ouvriers européens*.
Revue Politique et Parlementaire, tome IV, p. 355.
- Enquête belge. — *Déposition Louis Vollon*, vol. II, section D, p. 9.
- Georges Dubreuil. — Situation des ouvriers en Russie, *Revue d'Economie Polit.*, 1892, p. 1318.

Rapport des Inspecteurs Fédéraux 1884-85; 1892-93.

Demangeat. — Lois Industrielles de l'Autriche. *Thèse*; Paris, 1891.

Bulletin de l'Office du Travail. — Année 1907, p. 716.

Bulletin de l'Office du Travail. — Année 1909, p. 1191.

Bulletin de l'Office du Travail. — Année 1910, p. 314.

Bulletin de l'Office du Travail. — Année 1911, p. 896.

Doumer. — Discours sur projet relatif aux associations coopératives. Chambre, 1894, p. 723.

Lamendin. — Conseil Supérieur du Travail, 1^{re} session, p. 83.

Jules Guesde. — Chambre des Députés. Séance du 7 mars 1894.

Jules Simon. — Conseil Supérieur du Travail, 1^{re} session, p. 81.

Léon Say. — Rapport du groupe d'Economie Sociale à l'Exposition de 1889.

Circulaire Viviani du 18 juin 1910. — *Bull. Off. Trav.*, 1910, p. 764.

Circulaire Viviani du 10 mars 1910. — *Bull. Off. Trav.* 1910, p. 412.

Circulaire Viviani du 10 septembre 1910. — *Bull. Off. Trav.*, 1910, p. 1130.

Hubert Valleroux. — *Contrat du Travail*, pp. 196, 197.

Cahier des Clauses et Conditions Générales de l'administration des Ponts et Chaussées (1866).

Julien Goujon. — Chambre 1898. *Doc. Parlem.*, p. 2379.

Julien Goujon. — Sénat 1909. *J. O.* du 23, janvier p. 45.

Maxime Lecomte. — Sénat, 1909, *J. O.* du 23 janvier, p. 45.

Maxime Lecomte. — Sénat, 1909, *J. O.* du 3 décembre, p. 984.

Delahaye. — Sénat, 1909, *J. O.* du 9 février, p. 85.

Levasseur. — *Causes régulatrices du salaire*, p. 230.

Stocquart. — *Contrat du Travail*, pp. 170, 173.

Jaluzot. — Chambre, 6 décembre 1898, *Doc. Parl.*, p. 2386.

Zevaès. — Chambre, 1898. *Doc. Parl.*, p. 2387.

Rapport Keufer au Conseil supérieur du Travail. — 2^e session, p. 205, 231.

Lyon-Caen. — Article paru dans le *Monde Economique* de 1892, t. II, p. 144.

Renou. — Chambre, 1898, *Doc. Parl.*, p. 2376.

Le Gravian. — Chambre, 1892: *Doc. Parlem.*, p. 1424.

- Guillemin. — Chambre, 1898. *Doc. Parlem.*, p. 2389.
Bodeux. — *Etude sur le Contrat de Travail*, p. 230.
Cheysson. — Rapport du groupe de l'Economie Sociale.
Cheysson. — Exposition de 1889. *Les Institutions patronales*,
p. 433.
Mesureur. — *Conseil Supérieur du Travail*, 2^e session, p. 77.
Morisseaux. — *Législation du Travail*, tome I, pp. 470, 478.
Du Maroussem. — *Les Grands Magasins tels qu'ils sont*.
Viviani. — Sénat, 9 février 1909. *Doc. Parlem.*, p. 85.
Howel. — *Passé et avenir des Trade-Unions*.
Schwiedland. — *Revue d'Economie Politique*, 1896, p. 353.
Bastiat. — *Harmonies Economiques, La Loi*, p. 360.

JURISPRUDENCE

- Cassation. — 12 février 1868, Sirey, 1868, 1, 208.
Cassation. — 15 février 1892, Sirey, 1893, 1, 143.
Cassation. — 30 mai 1907, Dalloz, 1908, 1, 380.
Cassation. — 21 juillet 1909, Dalloz, 1910, 1, 25.
Cassation. — 1^{er} juin 1910, Dalloz, 1910, 1, 297.
Cassation. — 14 février 1911, *Bull. Off. Travail*, 1911, p. 266.
Tribunal correctionnel de Dinan. — 6 janvier 1910.
Tribunal correctionnel de Dinan. — *Gazette des Tribunaux*, 1910,
1, 89.
Tribunal de Commerce de Nantes. — 9 février 1889.
Dalloz, Périodique, 1893, 4, 25 (1^{re} colonne).
D. P., 1895, 4, 13.
D. P., 1910, 4, 148 (notes).

JOURNAUX

- Sénat, 1889. — *Docum. Parlem.*, p. 322.
Chambre, 1890. — Rapport Ferroul, *Doc. Parlem.*, n° 391.
Chambre, 1891. — *Docum. Parlem.*, p. 1430.
Chambre, 1892. — Rapport de M. de Saint-Romme, *Doc. Parl.*,
p. 2262.
Chambre, 1892. — *Journal Officiel* du 6 novembre, p. 1441.

Sénat, 1893. — Chambre de Commerce du Mans, *Doc. Parl.*, p. 108.

Sénat, 1893. — Rapport de M. Lecomte, *Doc. Parlem.*, n° 304.

Sénat, 1894. — Rapport supplémentaire de M. Lecomte, *Doc. Parlem.*, n° 62.

Chambre, 1898. — Rapport Dubief, *Doc. Parlem.*, n° 312.

Chambre, 1898. — Séances des 6 et 8 décembre 1898.

Sénat, 1901. — Rapport de M. Lecomte, *Doc. Parlem.*, n° 484.

Sénat, 1902. — Séances des 17 janvier, 6 février et 6 décembre.

Sénat 1909. — Séances des 2 février et 8 mars.

Chambre, 1909. — Rapport Chambon, *Doc. Parlem.*, p. 2584.

Sénat, 1909. — Rapport de M. Lecomte, *Doc. Parlem.*, n° 271.

Sénat, 1909. — *Journal Officiel* du 23 janvier, p. 46.

Sénat, 1909. — *Journal Officiel* du 10 février, p. 85.

Chambre, 1910. — Rapport Zévaès, *Doc. Parlem.*, p. 245.

Loi du 25 mars 1910 sur les Economats. — *J. O.* du 27 mars, p. 2585.

Le journal *Le Temps*, n° du 30 juin 1895.

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE
